

**Les conséquences  
d'une guerre  
nucléaire « totale » :**  
Un milliard de morts  
un milliard de blessés

LIRE PAGE 9

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Arabie, 3,50 dr. ; Tunisie, 200 m. ; Allemagne, 1,80 DM ; Belgique, 28 fr. ; Canada, 1,10 \$ ; Côte d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 8,20 kr. ; Espagne, 160 pes. ; Grèce, 160 dr. ; Italie, 1.200 l. ; Japon, 360 ¥ ; Libye, 0,350 Dt. ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 90 esc. ; Suède, 540 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Thaïlande, 1,40 \$ ; Yémen, 130 m.

Tarif des abonnements page 14  
5, RUE DES ITALIENS  
75437 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDIPAR 650572 F  
C.C.P. 4287 - 23 PARIS  
Tél. : 246-72-23

## Éclaircie au Salvador

Les conservateurs sont souvent mieux placés que les libéraux pour engager des négociations avec leurs adversaires les plus résolus. Une nouvelle preuve en est apportée par la mission de M. Richard Stone en Amérique centrale. A l'issue de plusieurs déplacements dans la région, l'envoyé spécial de M. Reagan a finalement, et pour la première fois, rencontré officiellement un représentant qualifié des groupes d'opposition armés du Salvador.

L'entrevue a eu lieu à Bogota grâce à la médiation du président colombien Belisario Betancur, qui reçoit ce mardi 2 août M. Claude Cheysson, et dont l'action au sein du groupe de Contadora en faveur d'une solution pacifique en Amérique centrale mérite décidément d'être saluée.

Ce premier contact entre l'Administration Reagan et les insurgés salvadoriens est un événement car il annonce d'autres rencontres, plus approfondies, entre les Américains et les rebelles salvadoriens d'une part, et entre les chefs de la guérilla salvadorienne et les autorités de San Salvador d'autre part. La commission de paix salvadorienne, nommée par le président Magaña, a déjà en effet répondu favorablement à une demande de « contact » présentée par les dirigeants des mouvements révolutionnaires.

Il y a plusieurs mois que ceux-ci insistent sur leur volonté de négociation, et ils avaient multiplié, jusqu'ici, sans succès, leurs propositions de rencontres sans conditions. Le rendez-vous de Bogota s'explique sans doute du côté américain par plusieurs raisons. Les Etats-Unis paraissent maintenant convaincus qu'une solution militaire de la crise salvadorienne est peu probable, sauf à imaginer un engagement armé direct et important de troupes de combat américaines.

Cette hypothèse n'est pas totalement exclue par M. Reagan, qui vient de renforcer spectaculairement le dispositif militaire des Etats-Unis en Amérique centrale, mais n'est pas acceptée — c'est le moins qu'on puisse dire — par l'opinion et le Congrès des Etats-Unis. M. Robert H. Michel, leader de la minorité républicaine à la Chambre des représentants et pourtant l'un des principaux défenseurs de la politique Reagan en Amérique centrale, s'oppose catégoriquement maintenant à l'accroissement projeté du nombre des « conseillers » militaires américains au Salvador.

M. Reagan manie très classiquement la carotte et le bâton. Il estime que les dernières, et importantes, concessions nicaraguayennes et cubaines s'expliquent en partie par sa démonstration de force. Il accuse M. Carter d'avoir « perdu » le Nicaragua en 1979. Il entend bien, lui, ne pas « perdre » le Salvador, à la veille de la campagne présidentielle. Il compte apparemment atteindre cet objectif par des moyens militaires, si nécessaire, ou politiques, si possible.

Cette éclaircie est en tout cas de bon augure pour un petit pays saigné à blanc depuis quatre ans. Ce n'est bien sûr qu'un premier pas. Les insurgés veulent négocier sur l'ensemble du problème salvadorien et non pas seulement sur leur éventuelle participation aux prochaines élections, comme le souhaitent Washington et San Salvador. Mais il n'y a pas de négociations sans obstacles. Une amorce de règlement du drame salvadorien contribuerait beaucoup à une détente générale en Amérique centrale, et M. Reagan devrait être encouragé, de tous les côtés, dans ses bonnes intentions actuelles.

## Les Occidentaux vont aider le gouvernement tchadien

Pour faire face aux bombardements libyens  
les Etats-Unis vont, comme la France  
livrer de l'armement anti-aérien  
aux autorités de N'Djamena

Après la France, les Etats-Unis ont annoncé, lundi 1<sup>er</sup> août dans la soirée, qu'ils allaient livrer des armes anti-aériennes au président Hissène Habré à la suite de l'« intervention flagrant » de la Libye aux côtés des rebelles chadiens. Sur place, selon N'Djamena, Faya-Largeau a de nouveau subi des raids aériens ce mardi, mais moins intenses que les deux jours précédents. Pour sa part, Tripoli nie toute intervention militaire dans le nord tchadien et considère que les combats dans cette région « menacent la sécurité et l'intégrité » de son territoire.

Lundi après-midi, M. Max Gallo avait déclaré que Paris allait, « dans le cadre des accords signés avec le Tchad en 1976, adapter son soutien logistique à la nature du combat ». Autrement dit, tout en refusant à N'Djamena l'intervention aérienne directe réclamée dimanche par le président Habré, la France va lui livrer de l'armement anti-aérien, geste jugé « très encourageant » par M. Mikéni, ministre tchadien des affaires étrangères, qui n'en a pas moins réitéré la demande de ses gouvernements de voir « des avions

français prendre en chasse les bombardiers libyens dans l'espace aérien tchadien ».

Peu après Paris, Washington a annoncé consentir un effort identique à celui de la France en faveur de M. Hissène Habré afin de lui permettre « de se défendre contre les attaques continues des avions de guerre libyens ». On ignore toutefois la nature du matériel offert par les Etats-Unis à la suite de consultations avec Paris et ses alliés africains.

La situation sur le terrain semble, pour l'instant, justifier la prudence des deux capitales occidentales. Les informations sur les combats de Faya-Largeau demeurent à la fois confuses et contradictoires. Certaines d'entre elles assurent que, lors de la reprise de la palmeraie samedi, les rebelles auraient subi de « lourdes pertes ». D'autres indiquent que, grâce aux raids libyens, ils ont pu se replier en bon ordre et se regrouper en vue d'une éventuelle contre-offensive.

JEAN-CLAUDE POMONTI

(Lire la suite page 3.)

## Les banques centrales contre la hausse du dollar

Les instituts d'émission  
japonais, allemand et américain  
interviennent ensemble  
pour casser la spéculation

Le dollar a fléchi mardi 2 août sur les marchés des changes, son cours revenant à Paris de 8,0248 francs à 8 francs environ et de 2,6735 deutschemarks à 2,6620 à Francfort. Cette baisse a été provoquée par une intervention concertée de la Réserve fédérale américaine, de la Banque centrale du Japon et de la Bundesbank qui, fait significatif, l'a mentionnée dans un communiqué.

En agissant ainsi, les autorités monétaires cherchent manifestement à casser une spéculation qui, ces dernières semaines, avait fait flamber la devise américaine. Le but sera-t-il atteint ? Le fait que la Réserve fédérale ait participé à l'opération pourrait avoir un effet dissuasif et sera sans doute accueilli favorablement à Paris qui avait été à l'origine d'un document recommandant ces interventions.

Sur le fond toutefois, le problème de la hausse récente du dollar et de ses conséquences sur l'économie française reste posé.

Au ministère de l'économie et des finances, si l'on se cache pas l'irritation — le mot est faible — que provo-

que l'attitude de l'administration américaine rendue responsable de la flambée des cours du dollar, et les difficultés qu'elle entraîne pour l'économie française et l'économie mondiale, on se refuse à sombrer dans le catastrophisme.

En premier lieu parce que les experts de la rue de Rivoli estiment — avec les précautions d'usage dans un domaine où l'art du pronostic est pour le moins délicat — que la hausse de la devise américaine ne saurait continuer longtemps au rythme qu'elle a connu ces dernières semaines. En second lieu parce que l'on constate que, dans cette tourmente monétaire, le franc se comporte fort honorablement. Enfin parce qu'on estime que les mesures adoptées en mars pour accompagner la troisième dévaluation du franc commencent à porter leur fruit comme en témoignent le ralentissement de l'inflation et la réduction du déficit commercial au deuxième trimestre.

PHILIPPE LABARDE

(Lire la suite page 17.)

## Baccalauréat La cuvée 83

Sélection  
plus sévère  
chez  
les techniciens

Le ministre de l'éducation nationale a rendu publics ce mardi 2 août les résultats statistiques du baccalauréat dont les épreuves ont eu lieu en juin dernier.

Le taux d'admission — 63,5 % des candidats présents — marque une légère baisse par rapport à 1982 (64,9 %). En revanche, il est comparable à celui de 1981 (63,3 %). On compte, en outre, davantage de diplômés que l'an dernier, puisque sur 388 041 candidats à la session de juin 1983, c'est-à-dire 4 % de plus, 245 119 ont obtenu le diplôme.

La tendance à une faible diminution du taux de réussite est sensiblement la même pour les résultats du baccalauréat d'enseignement général et pour ceux du baccalauréat de technicien.

Le nombre de candidats au baccalauréat de technicien avait cependant nettement augmenté, avec 9 % de plus de jeunes qui se sont présentés aux épreuves, tandis que le baccalauréat d'enseignement général avait attiré seulement 1,7 % de candidats en plus. L'échec relatif des taux de réussite selon les séries, toujours important, est favorable comme chaque année aux mathématiciens (il y a par exemple trois quarts de reçus en série C, mathématiques et sciences physiques). Toutefois, dans cette série C, le nombre de candidats, le taux de réussite et donc le nombre d'admis diminuent nettement (30 934 contre 33 396 en 1982).

A l'inverse, la proportion de reçus continue sa progression chez les économistes et les scientifiques. Les baccalauréats de techniciens sont, dans l'ensemble, toujours plus sélectifs : 67,9 % d'admis pour l'ensemble des séries F (secteur industriel) et même 66,8 % seulement pour la série H (informatique). Cette année, les techniciens représentent près de 30 % du total des bacheliers.

(Lire l'ensemble  
des résultats page 7.)

## Impossible d'accueillir de nouveaux immigrants nous déclare M<sup>me</sup> Georgina Dufoix

Un conseil interministériel examine, le 2 août, de nouvelles mesures destinées à contrôler et à organiser l'immigration qui devraient faire l'objet, le lendemain, d'une communication au conseil des ministres. M<sup>me</sup> Georgina Dufoix, secrétaire d'Etat auprès du ministre des affaires sociales, nous expose la politique du gouvernement.

« Le 10 mai 1981, le changement de pouvoir en France avait rempli d'espoir les travailleurs étrangers. A présent, le gouvernement semble durcir son attitude, en annonçant une plus grande fermeté à l'égard des nouveaux immigrants. N'y a-t-il pas antinomie entre la générosité d'aujourd'hui ?

— Il n'y a pas antinomie entre l'espoir et la fermeté. Pour que l'espoir des immigrants et de leurs familles puisse se réaliser, il faut en définir les limites. Ces limites, les voici. Il y a en France quatre mil-

lions trois cent mille étrangers. Quelque 70 % d'entre eux sont établis sur notre territoire depuis plus de dix ans. Ils ont travaillé pour eux, mais aussi pour notre pays, ils s'y sont fixés, ils ont eu des enfants, et la plupart n'envisagent pas de regagner leur patrie d'origine. D'autres, en revanche, souhaitent rentrer chez eux, et il n'est pas question, bien sûr, de les empêcher. Cette situation d'ensemble représente pour la France certaines responsabilités, certaines difficultés, qu'il ne faut pas nous dissimuler en cette période de chômage et de crise économique.

« Je dis très nettement que cette crise, le souci d'alléger le sort des immigrants et de leurs familles, celui d'améliorer leurs conditions de cohabitation avec les Français, commandent une plus grande rigueur, une maîtrise totale des flux migratoires. Il doit être clair que la France ne peut plus ouvrir ses frontières à de nouveaux immigrants. Il ne s'agit pas là d'un « durcissement », mais d'une évolution vers une politique

d'équilibre qui comporte deux volets : d'une part, une meilleure insertion des immigrants installés chez nous, et qui ont des droits aussi bien que des devoirs envers la nation qui les a accueillis ; d'autre part, la fermeté, redoublée, vis-à-vis des nouveaux candidats à l'immigration. Nous avons, dans un premier temps, légalisé la situation des clandestins...

— L'admission de ces « sans-papiers » n'a-t-elle pas déstabilisé des effets pervers, avec l'afflux de nouveaux clandestins ?

— J'admets qu'elle a provoqué, parfois, non des effets pervers, comme vous dites, mais de faux espoirs. Avant le 10 mai 1981, il y avait en France de très nombreux clandestins, sans que l'on puisse citer aucun chiffre fiable. Ils occupaient des emplois, dans certains cas depuis plusieurs années, avec la complicité de certains chefs d'entreprise.

Propos recueillis par  
JEAN BENOIT.

(Lire la suite page 16.)

## AU JOUR LE JOUR Silence

On s'inquiète du silence des intellectuels de gauche. Mais il y a, en ce moment, un silence plus troublant, pesant et quasiment insupportable, c'est celui des témoins de l'opposition.

Quoi, pas de polémiques, pas de paroles assassines, pas de dénégations ? Rien à dire ?

Bien sûr, ils sont en vacances, qui dans son château, qui dans sa ferme, tous au soleil. Mais ils ne chôment pas. Ils réfléchissent. Ils engagent des citations. Dans le silence de leur brève retraite, ils peaufinent ces « petites phrases », ces subtilités rares et ces qualificatifs choisis qui, comme les colichemins, annonceront bien assez tôt la fin de l'été.

BRUNO FRAPPAT.

## La revanche du « Che »

par ANDRÉ FONTAINE

Che Guevara avait disparu depuis près de deux ans, parti se battre, selon ses propres termes, « dans d'autres sierras du monde », quand soudain on apprit, en avril 1967, qu'il avait adressé à l'organisation de solidarité tricontinentale de La Havane, un message appelant les Latino-Américains, pour venir en aide au Vietnam — celui du Nord alors en guerre avec les Etats-Unis, — à créer chez eux « deux, trois, plusieurs Vietnams ».

Le « Che » n'était pas tout à fait l'inventeur de la formule, puisque Fidel Castro avait employé à peu près le même, quelques mois plus tôt : « Quand il existera dans le monde cinq ou six Vietnams, avait-il dit, les agressions des impérialistes ne suffiront pas à défaire tous les peuples qui combattent pour leur libération ». Mais il fallait la légende du « Che » pour faire de ce slogan l'étincelle qui, selon le mot de Mao, « met le feu à la paille ».

Cependant, ni la paille ni la paille — la montagne — ne prirent feu. Sur le moment, Moscou appréciait peu la tendance qu'avait alors Fidel à lui donner des leçons de

révolution. La plupart des P.C. d'Amérique latine contestaient l'opportunité de la lutte armée. En ce même mois d'avril, Guevara, que Régis Debray avait rejoint dans son journal : « Notre isolement demeure total. La base paysanne ne bouge pas. Tenu par la peur ». Il n'y avait pas que la peur. Gérard Chailand a fait opportunément remarquer que les combattants n'avaient qu'une « connaissance médiocre du terrain social qu'ils entendaient mobiliser (...). [Or] dans le monde indien, écrasé de misère physiologique et profondément déstructuré, l'Espagnol — le Blanc — n'éveille que la défiance pour des raisons historiques évidentes ».

En septembre de cette même année 1967, la nouvelle de la mort du « Che », accueillie avec scepticisme jusqu'à ce que Fidel l'eût confirmée, parut sonner le glas des « nouveaux Vietnams » qu'il avait réclamés. Or voilà qu'aujourd'hui non seulement la presse américaine dénonce, à longueur de colonnes et

d'émissions télévisées, la « vietnamisation » en cours de l'isthme caribéen, mais Shimon Pérès, le leader de l'opposition israélienne, écrit, sous un titre énorme, dans le Times du 26 juillet : « Le Liban ne doit pas devenir notre Vietnam ».

Un dessin repris par U.S. News montre l'Onclé Sam en train de s'engager dans la vase, un pied au Proche-Orient, un pied en Amérique centrale, tandis qu'un spectateur, demeuré sur la terre ferme, s'écrie : « Heureusement, il n'a que deux pieds ! ». C'est le lieu de rappeler que la doctrine militaire américaine écarte depuis longtemps l'idée de mener deux guerres à la fois : « une et demie », à la rigueur...

Les Etats-Unis pourraient-ils d'ailleurs mener ne serait-ce qu'une seule guerre ? De celle qu'ils ont poursuivie, pendant dix ans, au Vietnam et dans laquelle ils ont engagé un moment jusqu'à 540 000 hommes, le peuple américain a, dans sa grande majorité, tiré la conclusion qu'il ne fallait à aucun prix, et où que ce soit, remettre ça.

(Lire la suite page 2.)

## Les aveux et les prophéties de Tocqueville

par GILBERT COMTE

Parmi les théoriciens politiques du dix-neuvième siècle, Alexis de Tocqueville se fit la réputation d'un sage, réfractaire par nature au trouble romantisme de son temps. Sa *Démocratie en Amérique* lui attribua dès sa trente-sixième année ce renom flatteur, transformé en magistère par l'*Ancien Régime et la Révolution*. Dans sa perfection, une œuvre publique ne livre jamais entièrement le caractère d'un auteur. La volumineuse correspondance échangée entre Tocqueville et son ami François de Corcelle, de 1835 à 1859, puis quelques trente-trois lettres qu'il envoya sur le tard à la vieille Mme Swetchine suffiraient à l'établir, s'il en fallait vraiment la preuve.

Le docte Alexis montre là un visage inconnu. Sans précautions excessives, il se découvre un rien opportuniste, ambileux, rageur, amer, drôle, indéfini, résolu, prêt aux petites compromissions comme aux grands sacrifices, parfois aveugle, souvent lucide, spirituel, et d'une inlassable activité intellectuelle.

Élu député de Valognes, en 1839, ce gentilhomme cousin de la plus antique noblesse normande se démenait comme un diable, au fond de son manoir, pour obtenir un siège au centre gauche, tant « l'endroit où

l'on place son derrière » lui semble d'une « importance de premier ordre » dans l'esprit de ses concitoyens. Sans doute, le métier de politicien l'écoeure et le lasse assez vite. Pour l'accomplir, il n'en a pas moins d'une démagogie triviale. Cette faiblesse évanouie chez quelqu'un d'aussi distingué. En même temps, c'est son extrême franchise qui donne un charme profond à sa Correspondance.

(Lire la suite page 7.)



Le Monde

# idées

## La revanche du « Che »

### D'un chaos à l'autre

*Newsweek* a récemment publié un article selon lequel le « chaos » universel pourrait bien être une forme d'ordre plus développée. Partant de cette observation, André Fontaine s'était demandé (le Monde daté 24-25 juillet) si le chaos des relations internationales, dont il analyse aujourd'hui, avec l'Amérique centrale et le Proche-Orient, deux exemples particulièrement significatifs, ne se trouve pas lui aussi soumis à certaines lois. Son analyse a suscité d'assez nombreuses réactions, généralement approbatives, sauf à noter que l'étude scientifique du chaos, dont Jean-Louis Bobin précise l'esprit et les finalités, n'est pas, loin de là, une exclusivité américaine, puisque c'est un Français, David Ruelle, il le rappelle lui-même, qui a formulé le concept des « attracteurs étranges ».

Quant au « Lu » de ce jour, il porte sur un autre aspect du chaos humain : le génocide arménien, qui fut le premier du siècle, auquel répondent aujourd'hui, en cette fin de siècle, des actes de terrorisme en nombre croissant. Gérard Chaliand rend compte du livre qu'Yves TERNON vient de lui consacrer.

(Suite de la première page.)

Du coup, voici Kissinger prié d'utiliser toutes les ressources de son esprit inventif pour éviter une catastrophe en Amérique centrale. Reagan, qui jalousait sa notoriété, avait pourtant dit de lui, jadis, que son principal titre de gloire était d'avoir obtenu le droit de vendre du Pepsi-Cola en Sibérie. Pourquoi, en 1983, lui fait-on chercher ? Si l'on en croit *U.S. News*, déjà cité, essentiellement pour attirer l'attention du public américain sur la gravité des problèmes d'une région dont il se désintéresse au point d'ignorer bien souvent où se trouve le Salvador.

L'ancien secrétaire d'Etat, qui partage les vues pessimistes de Spengler sur le déclin de l'Occident, ne peut pas ne pas être frappé, dans ce cas, de celui des Etats-Unis, ou du moins de leur capacité d'action armée. Au cours de ce siècle, ils ont intervenus militairement une quarantaine de fois dans l'hémisphère. La dernière fois, c'était à Saint-Domingue, en 1965, dans le but d'éviter que l'Amérique hispanique de Christophe Colomb ne devienne une « autre Cuba ». Johnson expédia vingt-trois mille marines, et parvint à faire passer le régime à la gauche. Mais le résultat fut nul, et le régime resta en place. L'Amérique ne fit rien, et la petite République resta au bercail.

Aujourd'hui, nous voyons Reagan obligé de recourir à des ruses de Sioux et à des concours étrangers pour contourner une Chambre des représentants déterminée à ne le laisser à aucun prix engager le pays dans un engagement de type vietnamien. Il a défini lui-même le défi : « La sécurité nationale des Etats-Unis est en jeu en Amérique centrale. Si nous ne pouvons nous défendre là, nous ne pouvons espérer l'exporter ailleurs. Ce sont nos intérêts de sécurité nationale, nos alliances, nos intérêts, nos intérêts de notre patrie qui sont en danger. » Traduit en clair, cela signifie qu'il faut tout faire pour empêcher qu'El Salvador tombe aux mains de guérilleros aux tendances fidélistes de plus en plus avérées.

Le *New York Times* a, on ne peut mieux, résumé la situation à El Salvador : il s'agit d'un petit pays, longtemps mal gouverné, dont les faibles dirigeants sont incapables de venir à bout aussi bien de la révolution marxiste que de la contre-révolution d'extrême droite. La Chambre n'est pas seule hostile à l'envoi de troupes américaines. Le général Meyer, qui vient de prendre sa retraite de président de la Commission des Etats-Unis, a déclaré : « Je ne vois même pas quelle solution militaire américaine je pourrais proposer pour le moment. La guerre civile est basée sur les soucis légitimes du peuple... »

Quant à Kissinger, à peine avait-il pris ses nouvelles fonctions, qu'il a dit : « Personne ne doit croire que chaque problème dans le monde est causé seulement par le même peu-être principal. Dans beaucoup d'endroits du monde, spécialement dans les régions sous-développées, il existe un besoin de réforme qui a produit des tensions politiques et sociales... »

Ce n'est pas tout à fait le langage de la Maison Blanche, qui parle encore du « *peu-être* principal pour l'isthme » dont il avait été question il y a quelques mois ? Reagan a déclaré le plus ouvertement du monde qu'il fallait renverser le régime de Managua, coupable d'aliéner la révolution salvadorienne. Et la C.I.A. a approvisionné largement en armes et en crédits les contre-révolutionnaires nicaraguayens venus du Honduras et du Costa-

Rica. Le vote de la Chambre des représentants coupant les fonds destinés aux « *contras* » peut être tourné par un veto présidentiel, mais il reflète un état d'esprit répandu.

Bien des raisons de fond justifient un tel vote, quand ce ne serait que le refus du machisme élémentaire de Reagan. Il n'empêche qu'il donne un peu trop à Andropov et à ses amis de La Havane et de Managua le sentiment qu'ils n'ont pas à se gêner : l'U.R.S.S., en tout cas, intensifie ses livraisons d'armes au Nicaragua et, à travers lui, aux rebelles salvadoriens. D'où l'inquiétude croissante de Reagan, qui voit déjà l'incendie gagner de proche en proche jusqu'à menacer le canal de Panama et la frontière méridionale des Etats-Unis.

Pour essayer tout de même de dissuader Andropov et Fidel de tirer parti de la situation, il lui reste à faire du cinéma, ce en quoi il est expert : l'expansion violente, envoi d'une force navale au large du Nicaragua et de soldats au Honduras, et, bien entendu, de temps en temps, propos conciliants pour montrer qu'on sait très manier la carotte et le bâton, etc. Mais le résultat pourrait bien aller à l'opposé de l'objectif cherché.

Castro lui répond sur le même ton, ce qui prouve qu'il ne prend pas ses gros yeux trop au sérieux. Mais toute une partie de l'opinion américaine s'écaille entre le Nicaragua et le Honduras, ce qui permettrait à la Maison Blanche d'invoquer la nécessité de porter assistance à un allié en danger. Ou encore, que le président ne cherche à tirer parti de quelque incident, voire à le provoquer, pour surmonter l'opposition à l'envoi de troupes combattantes. D'autant plus qu'il y a en la malencontreuse idée de répondre à quelqu'un : « Après tout, vous savez, ils ont fait sauter le Maine », voulant dire par là qu'on ne savait pas si les Etats-Unis ne se trouveraient pas un jour obligés de répondre à quelque provocation.

### Un château de cartes écroulé

Le Maine, c'est ce cuirassé qui explosa en 1898 dans la rade de La Havane, tuant deux cent cinquante-huit Américains et provoquant la guerre avec l'Espagne, d'où devaient sortir l'indépendance de Cuba et des Philippines. Aujourd'hui encore, on ne sait pas avec certitude si le cuirassé était dû à un accident de chaudière ou à un sabotage. Et personne n'oublie que, pour obtenir l'accord du Congrès à l'envoi de nouveaux soldats au Vietnam, en 1964, le président Johnson a délibérément grossi l'incident dit du golfe du Tonkin.

Rien de surprenant à ce que l'opposition à toute idée d'escalade en Amérique centrale se renforce tout au long de l'été. Les Etats-Unis, et notamment au Mexique et au Venezuela, tandis que Moscou profite de l'occasion qui lui est ainsi donnée. Du coup, c'est au « *cher Henry* », de jouer. Il lui faut vraiment avoir une grande nostalgie du pouvoir et une non moins grande idée de sa personne pour se charger au point d'une telle responsabilité.

Le Proche-Orient, pour les Etats-Unis, est un souci moins... proche. Ils pouvaient croire, en septembre dernier, que c'était arrivé. L'U.R.S.S. avait assisté sans broncher à l'invasion du Liban. Pour négocier les conditions du retrait de ses unités de Beyrouth, Arafat avait

accepté de s'en remettre aux bons offices d'un Américain. Il avait transféré son Q.G. en Tunisie, autrement dit dans le plus « occidental » des pays arabes.

Le sommet arabe de Fès avait adopté, avec l'accord du même Arafat et du président syrien Hafez El Assad, un plan de solution du problème du Proche-Orient dont l'inspiration ne paraissait pas incompatible avec celle du plan avancé au même moment par Ronald Reagan : l'O.L.P. n'allait-elle pas jusqu'à envisager de laisser la Jordanie traiter en son nom avec Israël ? La Syrie et l'Etat hébreu se déclaraient d'accord pour un retrait simultané de leurs troupes du Liban. Après sept années de guerre civile ou étrangère, l'élection de Bechir Gemayel puis, après son assassinat, celle de son frère Amine, semblaient indiquer que l'heure de la réconciliation nationale avait sonné au Liban.

Ce beau château de cartes, aujourd'hui, est par terre. Le Liban ne sera que très partiellement évacué, et par la seule armée israélienne. La Syrie a renforcé sa position militaire en installant sur son territoire des fusées soviétiques avec leurs servants également soviétiques. Elle ne recule devant rien pour asservir l'O.L.P. à ses desseins. Begin persévère dans son refus de toute négociation avec l'O.L.P., tandis que les incidents se multiplient dans les territoires occupés de Cisjordanie et du Liban.

En même temps, la guerre israélo-irakienne fait planer une forte menace sur les approvisionnements en pétrole du monde occidental, voire sur la stabilité des régimes du Golfe. L'Arabie Saoudite, dont la puissance financière n'avait pas peu contribué à maintenir l'équilibre de la région, voit ses rentrées s'effondrer sous l'effet de la diminution des ventes et du prix du pétrole : son commerce extérieur est déficitaire de 10 milliards de dollars. Les Etats-Unis se sont fait des illusions, lorsqu'ils ont pensé, au moment de la conclusion de l'accord israélo-libanais du mois de mai, que l'influence saoudienne suffirait à persuader les Syriens de se retirer de leur zone d'occupation.

Dalles d'acier avait cru à la possibilité d'une paix armée au Proche-Orient : aujourd'hui, comme alors en 1947, les Soviétiques s'arrangent toujours pour faire comprendre qu'ils ne laisseront pas l'Occident établir son hégémonie sur la région. Shimon Peres a certainement raison, dans ces conditions, de réclamer qu'Israël poursuive ce qu'il appelle la « désescalade au Liban ». Mais c'est-il prouvé que la Syrie et l'U.R.S.S. y répondraient ? En tout cas, les Etats-Unis, menacés d'un Vietnam en Amérique centrale, n'ont certainement aucune envie de s'en coller un autre sur les bras au Proche-Orient. Ils n'ont même pas la ressource de faire appel à Kissinger : il est déjà parti.

La vraie solution, ce n'est pas de parler enflé, sur l'ordre dans le chaos. Cela vaut bien quelques « *co-concours* », à la mesure de l'esprit de clocher dont font preuve Sharon Bogley et ses collaborateurs, qui ne tiennent que des stéréotypes américains, à part Lorenz et Feisenbaum, d'être des étoiles de première grandeur.

De seconde (ou troisième) main, l'article de *Newsweek* nous fait mal en évidence la nature profonde du phénomène. Les propriétés d'ordre dans le chaos appartiennent à des classes très restreintes, même si leur importance pratique est énorme (météorologie, turbulences), de problèmes de physique représentables par des équations bien particulières. Il s'agit le plus souvent de systèmes déterministes, c'est-à-dire dont le comportement est entièrement calculable et de manière unique, une fois connues les conditions initiales : colonne de fumée dans l'atmosphère, objet autour d'un astre en présence d'autres objets, etc.

Le chaos est, dans de telles situations, d'essence assez subtile. Pour en avoir une idée, prenons les décimales du nombre «  $e$  ». Pour chacune d'elles, l'ordinateur y joue un rôle déterminé et unique si je fais le calcul avec la précision requise.

LU

« LA CAUSE ARMÉNIENNE », D'YVES TERNON

### Une synthèse d'une réalité multiforme

Il est regrettable de n'avoir à évoquer les problèmes politiques — à moins qu'ils ne soient d'urgence immédiate actualité — que s'ils sont relayés par la violence (1). Car la cause arménienne n'est pas, il s'en faut, celle d'un terrorisme aveugle organisé par des groupuscules plus ou moins manipulés. De toute façon, Yves TERNON refuse en bloc le terrorisme, qu'il soit aveugle ou sélectif. La publication de son livre est d'abord une occasion d'en savoir davantage sur les données du problème arménien.

Celui-ci, on le sait, vient du fait que la déportation et la liquidation physique de la population arménienne en 1915-1917, sous l'empire ottoman, ne sont reconnues ni par la Turquie ni par les organisations internationales. Que disaient les communautés juives si l'Allemagne fédérale continuait depuis 1945 de nier le rétablissement du génocide ? Si la révolte du ghetto de Varsovie était reconnue comme justification de la liquidation finale des juifs ? Si l'ONU faisait la sourde oreille ? C'est la situation que connaissent les Arméniens.

Tous les hommes politiques savent que c'est un Etat qui est tenu pour responsable des « crimes de guerre », non un régime, et que ce crime, selon l'ONU, est « imprescriptible ». La position de la Turquie actuelle rejoint celle des Jeunes Turcs. L'ambassadeur de Turquie à Paris écrit récemment dans le journal, à propos des Arméniens : « Une cause inextinguible, inventée jadis et ressuscitée aujourd'hui par des actions terroristes... »

Yves TERNON a d'abord commencé par écrire sur le nazisme. Chirurgien de métier, historien par vocation, il a étudié le national-socialisme sous l'angle de l'usage de la médecine. *La Médecine des idées, la Médecine allemande et le National-Socialisme* (2), puis, par une filiation logique, il est passé à l'étude du génocide des Arméniens (3) et a produit ainsi deux des meilleurs ouvrages d'ensemble sur ce problème.

La Cause arménienne complète ses recherches sur la question arménienne au vingtième siècle, puisqu'elle couvre la période qui va de la fin de la première guerre mondiale jusqu'à aujourd'hui. TERNON comble un vide. Aucun livre en langue française (4) ne traite de façon synthétique d'une réalité aussi multiforme. Il y a des histoires contemporaines qu'on pourrait dire linéaires : celles de la France et des Français par exemple, fondées sur un territoire bien défini et maîtrisé (à l'Alsace-Lorraine près). Au cours de ce siècle, les Arméniens ont subi de l'éclatement : déportation et liquidation en masse, création d'une éphémère République par des nationalistes ayant échappé ou survécu au massacre, tentative de constitution d'un foyer en Cilicie avec l'appui des troupes françaises (1918-1921), qui se retirèrent devant la violence du nationalisme, constitution d'une Arménie soviétique en 1921. Et dispersion enfin, qui porte les débris d'un peuple ayant subi le premier génocide du vingtième

siècle vers les Etats-Unis, la France, le Liban, etc. Cette histoire violente brasse, à l'échelle d'un peuple numériquement faible, mais particulièrement vivace, en quelques décennies, de l'empire ottoman à l'U.R.S.S., à l'Occident et au Proche-Orient, un espace considérable où s'entrechoquent des hommes politiques et culturels très différents.

Yves TERNON tient le gage de rendre compte de l'ensemble de ces cheminement, tout en esquissant une histoire critique de la principale formation politique arménienne hors d'U.R.S.S. : la Fédération révolutionnaire arménienne (Dashnak), ainsi que de l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie).

Il établit d'intéressantes parallèles entre les deux grands génocides du siècle dernier : celui des Arméniens en tant que tel ; celui des juifs et celui des Arméniens. Le premier du moins était reconnu. Quant aux Arméniens, ils ont très longtemps, il ne faut pas l'oublier, recouru à toutes les procédures légales pour faire entendre leur voix. En vain : les minorités sans Etat n'ont guère de poids.

Certes, le terrorisme qui a ramené l'attention sur la question arménienne ne peut y apporter de réponse. L'une des organisations arméniennes, la fraction dite dure de l'ASALA, vient de commettre à Orly un acte atroce, qui ne peut qu'être condamné, sans appel. Cela n'empêche pas de remarquer que le sacrifice des cinq militants de l'Armée révolutionnaire arménienne (ARA) à Lisbonne est d'une tout autre nature, et que les justiciers du génocide ont usé d'un terrorisme sélectif à l'encontre des représentants de l'Etat turc.

Cela, surtout, ne devrait pas faire oublier que les communautés arméniennes qui conservent douloureusement la mémoire collective des massacres ne sont pas responsables de ces actes ni qu'ils désapprouvent les attentats comme ceux de Orly. Enfin, ne faut-il pas rappeler que l'ONU et les Etats démocratiques ont leur part de responsabilité dans la non-reconnaissance de ce génocide — la France à cet égard ayant été plus courageuse que d'autres ? Les crimes de guerre ne doivent pas être encouragés par le silence. A cet égard, Yves TERNON est de ceux, trop rares, qui combattent pour une norme de moralisation dans les relations internationales. Souhaitons que son livre soit largement lu.

GERARD CHALIAND.

« La Cause arménienne. Ed. du Seuil, 312 p., 79 F.

(1) A. Ter Minassian - *La Question arménienne*, éditions Parus, 1983 — éclaircit, dans un excellent ouvrage dont on n'a guère parlé, le problème arménien de la fin du dix-neuvième siècle à nos jours.

(2) Tous ces ouvrages ont été écrits en collaboration avec S. Helman et publiés chez Castorina.

(3) *Les Arméniens. Histoire d'un génocide*, Seuil, 1977.

(4) Ch. J. Walker, *Armenia, the Survival of a Nation*, Londres, 1980.

### Rendons à César...

Je vois dans l'article d'André Fontaine — « Des lois pour le chaos ? » — qu'un « étrange attracteur » est introduit par les savants d'outre-Atlantique. En fait, l'expression *strange attractor* apparaît pour la première fois dans un article que j'ai écrit en France (tout bêtement) en collaboration avec Floris Takens (un Hollandais).

La traduction française admise est « *attracteur étrange* » et la France s'est illustrée tant dans l'étude théorique qu'expérimentale de ces objets. Ces étranges mathématiques sont d'ailleurs bien intéressantes, puisqu'elles sont liées au problème de la prédictibilité de l'évolution des systèmes physiques.

Il y a quatre-vingts ans déjà, Hadamard, Duhamel, Poincaré s'étaient rendu compte que même des équations parfaitement déterminées n'avaient pas nécessairement beaucoup d'utilité prédictive quand de petites erreurs étaient présentes. Cette remarque de principe (oubliée quand on sait que le phénomène de « dépendance sensible des conditions initiales » ou « chaos » est présent dans la turbulence hydrodynamique) était

le sujet de mon article avec Takens.

La question est cruciale dans le domaine de la météorologie, où l'on sait que les prévisions ont une fiabilité limitée (et on sait maintenant pourquoi !). On discute actuellement de savoir pourquoi les prédictions sont parfois une fiabilité plus grande, parfois plus faible. Comme l'indique très bien l'article d'André Fontaine, cela amène à considérer la problématique de la prédictibilité dans le champ biologique et le champ social ou économique. On n'a guère de résultats précis dans ces domaines, mais l'apport philosophique des idées nouvelles est considérable.

DAVID RUELLE, professeur à l'Institut des hautes études scientifiques, Bures-sur-Yvette.

[M. Jean Duché nous écrit d'autre part pour nous signaler que la « *révision* » de « *On peut tout faire avec des balistiques, sans s'asseoir dessus* », n'est pas de Chomsky, comme le croyait André Fontaine, mais a été empruntée à Emile de Girardin (1806-1881), fondateur de *Journal la Presse*, premier en date des quotidiens populaires.]

## Un corset imposé au hasard

par JEAN-LOUIS BOBIN (\*)

travaux théoriques, plus rarement expérimentaux, sur l'ordre dans le chaos. Cela vaut bien quelques « *co-concours* », à la mesure de l'esprit de clocher dont font preuve Sharon Bogley et ses collaborateurs, qui ne tiennent que des stéréotypes américains, à part Lorenz et Feisenbaum, d'être des étoiles de première grandeur.

De seconde (ou troisième) main, l'article de *Newsweek* nous fait mal en évidence la nature profonde du phénomène. Les propriétés d'ordre dans le chaos appartiennent à des classes très restreintes, même si leur importance pratique est énorme (météorologie, turbulences), de problèmes de physique représentables par des équations bien particulières. Il s'agit le plus souvent de systèmes déterministes, c'est-à-dire dont le comportement est entièrement calculable et de manière unique, une fois connues les conditions initiales : colonne de fumée dans l'atmosphère, objet autour d'un astre en présence d'autres objets, etc.

Le chaos est, dans de telles situations, d'essence assez subtile. Pour en avoir une idée, prenons les décimales du nombre «  $e$  ». Pour chacune d'elles, l'ordinateur y joue un rôle déterminé et unique si je fais le calcul avec la précision requise.

Mais leur succession est complètement aléatoire. Je ne peux prévoir quelle sera, par exemple, la cent vingt-cinquième si je suis trop paresseux pour faire le calcul. Il se passe la même chose pour certains systèmes dynamiques : partant de conditions initiales données, faisant et refaisant le calcul avec une grande précision sur mon ordinateur favori, je trouve toujours la même réponse, que je ne peux prévoir si je n'effectue pas le calcul complet.

Et, si je modifie, même de très peu, les conditions initiales, le comportement du système pourra être radicalement différent, mais tout aussi déterminé en faisant le calcul qu'imprévisible sans calcul. On a ici une amplification des erreurs, apparentée à celle qui fait de la roulette un jeu de hasard, mais de nature différente, plus complexe.

L'histoire de ce domaine de recherches a maintenant vingt ans. C'est en 1963 qu'apparurent les travaux fondateurs de Lorenz aux Etats-Unis et d'Hénon en France, menés tout à fait indépendamment et dans des contextes différents : circulation atmosphérique, mécanique céleste. L'ordinateur y joue un rôle

(\*) Professeur à l'université Pierre-et-Marie-Curie.

déterminant, car tout repose sur des calculs très longs et très précis. Poincaré, en son temps, avait bien flairé la bonne piste, mais, faute de nos modernes moyens de calcul, n'avait pu aller très loin.

Les problèmes qui se posent depuis l'origine sont, d'une part, la structure du chaos, et en particulier de ces fameux « *attracteurs étranges* », corset imposé au hasard et dont l'étranger disparaît avec les mathématiques introduites dans les manuels pour étudiants, et, d'autre part, les diverses façons par lesquelles un système évolue vers l'état chaotique : on désigne les plus communes d'entre elles par les termes techniques de « *bifurcation* » et « *intermittence* », cette dernière ayant été découverte par le Français Pomeau.

Je ne sais si les quelques prédictions qui précèdent conforteront André Fontaine dans l'idée qu'on peut transporter ces notions du monde de la mécanique à celui des sociétés humaines. Prudent, le physicien se garde bien de franchir le pas et limite ses travaux à l'étude des objets inanimés. Celle-ci est suffisamment difficile et prometteuse d'une infinie moisson de résultats pour inciter à résister à la tentation. Le politique n'a pas de telles inhibitions. Au reste, comment mettre en équations la paranoïa de le chantage ?

فكرنا من الأصل



AFRIQUE

Tchad

Paris va livrer des canons anti-aériens

L'aviation libyenne est intervenue, le week-end dernier, sur Faya-Largeau, principalement avec des bombardiers bi-réacteurs Tupolev-22 (baptisés « Blinder » par les services de l'OTAN) et avec des monoréacteurs d'attaque et d'appui tactique rapproché Sukhoi-20 (baptisés « Fitter ») en raids de deux ou quatre appareils à la fois. Ces avions sont très légèrement supersoniques à basse altitude et, seul de ces deux modèles de marque soviétique, le Tupolev-22 serait en mesure, en prenant quelques risques supplémentaires, de pousser au-delà de Faya-

L'aide des Occidentaux

(Suite de la première page.)

En tout état de cause, le ministre tchadien de l'Information a déclaré, lundi soir à N'Djamena, que les raids aériens sur Faya-Largeau avaient été, le jour-même, moins intenses que les deux jours précédents. Quant aux Libyens, tout en continuant de démentir l'existence des bombardements, ils ont affirmé lundi que les forces de M. Goukouni Oueddei avaient réussi à « encercler Faya-Largeau » dont la garnison serait « au point de se rendre ».

En optant pour la mesure limitée que constitue la livraison d'armes anti-aériennes, Français et Américains semblent juger que la situation des gouvernements à Faya-Largeau, où se trouve toujours M. Hissène Habré, n'est pas désespérée, du moins dans l'immédiat. De source bien informée, on indiquait à ce propos, mardi matin à Paris, que la situation « n'était pas mauvaise » pour les forces de N'Djamena.

JEAN-CLAUDE POMONTI

● M. Mark Frohardt, ressortissant américain de l'équipe de Médicins sans frontières (M.S.F.) à Faya-Largeau, accusé par les partisans de l'ex-président Goukouni Oueddei d'être un agent de renseignements américain, se trouve toujours à Faya-Largeau, a annoncé, lundi 1<sup>er</sup> août, le bureau de M.S.F. à N'Djamena. M. Mark Frohardt est « en bonne santé physique et morale », ajoute l'organisation et « toute l'équipe de M.S.F., saine et sauve, est toujours sur place, où elle continue de travailler ». — (A.F.P.)

Le colonel Kadhafi joue au Maghreb la carte de la modération

Alors même qu'il accentuait son intervention au Tchad, le colonel Kadhafi vient de faire un tour en force dans le jeu maghrébin. En l'espace d'un mois, il s'est réconcilié avec le Maroc où il n'avait pas mis les pieds depuis 1969 (30 juin-3 juillet), a rétabli la concertation avec la Mauritanie (22-24 juillet), clarifié la situation avec son « allié » algérien (24-25 juillet) et renforcé la coopération avec la Tunisie à l'occasion de la réunion de la commission mixte tuniso-libyenne à Tripoli (19-20 juillet). Il est attendu le 4 août à Tunis, dernière étape de sa tournée dans les capitales maghrébines, à l'occasion du quatre-vingtième anniversaire du président Bourguiba.

Un habile tacticien

Le « guide de la révolution » libyenne se mettrait-il à adorer ce qu'il avait brûlé ? Héritier de l'unité arabe du Golfe à l'Atlantique, il avait, de 1969 à 1973, rompu avec la politique traditionnelle de « trait d'union » pratiquée par la Libye entre l'Afrique du Nord et le Proche-Orient en se consacrant par priorité à celui-ci. Il était ensuite revenu vers le Maghreb : il avait conclu une union mort-née avec la Tunisie en 1974, et en 1975 une alliance de circonstance avec l'Algérie. A nouveau déçu, il avait tenté de déstabiliser la Tunisie. En Mauritanie, où il s'était trouvé en concurrence avec le Baas irakien et la monarchie marocaine, il avait tenté de provoquer une révolution de palais après un projet d'union avorté début 1982.

Habile tacticien, le colonel Kadhafi a obtenu de Hassan II qu'il n'envoie pas de troupes au Tchad et a promis en échange de ne pas livrer d'armes au Front Polisario (qui dispose de stocks importants), promesse sur la-

quelle il pourra toujours revenir, comme il l'a déjà fait dans le passé. Pour bénéficier de la neutralité, sinon du soutien, de l'ensemble du Maghreb dans l'affaire tchadienne, il a consenti des gestes — qui sont aussi des cins d'œil en direction de la France — en souscrivant notamment aux recommandations du bureau de l'O.U.A. réclamant « le retrait des forces étrangères » et prônant « la réconciliation nationale ».

De même, après avoir poussé le Front Polisario à l'intégration au sommet de l'O.U.A., en juin, il appuie désormais les réformes économiques adoptées à l'unanimité par les dirigeants africains et recommandant des « négociations directes » entre le Maroc et le Front Polisario. Il est vrai que, dans cette affaire, son allié et rival algérien avait mieux joué en donnant au roi Hassan II deux portes de sortie — une couverture politique avec l'édification du Grand Maghreb et des avantages économiques dont le germe de l'ouest — pour faciliter la négociation avec le Front Polisario et favoriser l'insertion d'un Etat sahraoui dans la région.

Constatant que son action au Proche-Orient ne peut être que limitée et ne voulant pas rester à l'écart de la « dynamique maghrébine », le colonel Kadhafi s'est résolu à jouer la modération. Au moins jusqu'à nouvel ordre. Il a admis avec ses différents interlocuteurs, qu'il s'agit d'accommoder des régimes en place. « Nous nous acceptons tels que nous sommes », a dit un de ses collaborateurs. Et, pour ne pas donner l'impression de se déjuger par rapport à son idéal unitaire du Golfe à l'Atlantique, M. Kadhafi explique : « La complémentarité économique dans le cadre du Maghreb doit aboutir à l'unité arabe ». — P. B.

Mauritanie

AUX PRISES AVEC UNE GRAVE SÉCHERESSE

Le gouvernement tente de réduire les dépenses en réorganisant l'administration

De notre envoyé spécial

en quelques jours tendraient à le confirmer.

Bien que pléthorique, l'administration est inexistante. « Les fonctionnaires sont payés par un Etat qui ne leur sert pas car ils n'ont pas le sens de la chose publique », nous confiait un ministre. On peut d'ailleurs imaginer la gabegie qui régnait dans la fonction publique quand on sait que le recrutement a été suspendu, sauf pour des cas très précis, et que le président Khouna Ould Haidalla a réduit de moitié, il y a quelques années, le budget de fonctionnement de l'administration sans la frapper de paralysie.

Il est vrai que les distances et l'absence de moyens de communication rendent assez lâches les liens entre le pouvoir et ses représentants en province. Préfets et gouverneurs communiquent par radio avec le ministère de l'Intérieur, et rares sont ceux qui reçoivent l'unique quotidien national, *Al Chaab*. L'objectif de son directeur, M. Habiboullah Ould Abdou, est d'y abonner, dans un premier temps, toute l'administration. Mais il n'y a pas un Mauritanien qui ne se tienne informé de la marche du pays et du monde grâce au transisteur.

Les succès de l'incorruptible

Les principaux bailleurs de fonds étrangers, en particulier le F.M.I. et la Banque mondiale, qui ont leurs antennes à Nouakchott, sont également fort bien informés, comme cela ressort de deux longues lettres adressées par ces deux organismes au chef de l'Etat pour lui demander avec une précision et une insistance inhabituelles de réorganiser le système bancaire et les entreprises publiques, d'assainir encore plus les finances de l'Etat et de redresser la balance des paiements, faute de quoi les aides extérieures, actuellement suspendues, se tariraient.

Intègre, rigoureux, volontaire, le président Haidalla et son premier ministre, le colonel Moukhtara Ould Sid Ahmed Taye, ont bien entamé ce redressement, mais le contexte sociologique rend la tâche gigantesque. Le ministre des finances, M. Sid Ould Ahmed Dey, qui a confirmé son surnom d'« incorruptible », dresse un premier bilan de sa gestion depuis qu'il a été nommé, l'an dernier : « Les recettes douanières ont été réduites de 99 % des prévisions pour les six premiers mois de 1983 contre moins de 60 % pour le premier semestre 1982. Quant aux sociétés, elles ont déclaré 20 milliards de chiffre d'affaires pour l'an dernier, contre 14 pour 1981 ».

Maroc

AUGMENTATION DU PRIX DE PLUSIEURS PRODUITS DE BASE

Le gouvernement marocain a augmenté lundi 1<sup>er</sup> août, dans des proportions allant de 7 % à 67 %, les prix de certaines denrées de base dans le cadre de mesures d'austérité draconiennes adoptées la semaine dernière par le Parlement en vue de redresser la situation économique du royaume.

Ces hausses résultent de la décision du gouvernement de diminuer de 20 % les subventions d'Etat aux denrées essentielles, suite à la compression des dépenses publiques. L'agence de presse marocaine MAP, qui annonce ces mesures, précise que les salaires minima garantis dans l'industrie et l'agriculture sont, par contre, augmentés de 20 % et que les impôts sur les hauts salaires sont alloués pour répartir équitablement le fardeau financier qu'impose l'austérité. La dernière hausse des denrées de base au Maroc, en juin 1981, avait déclenché de sanglantes émeutes à Casablanca. — (Reuter).

● La Communauté économique européenne et la Banque européenne d'investissement ont alloué au Maroc une aide totalisant 87 millions d'ECU pour financer des projets de construction de barrages et d'usines hydro-électriques. Il s'agit du barrage de Ait Chouar, près de Marrakech, et d'une centrale hydro-électrique à Amougguez. — (Reuter).

experts de la Banque mondiale ont-ils imaginé que le fer de Zouerate, qui se vend mal actuellement malgré son excellente qualité, pourrait servir à construire la voie de chemin de fer qui évacuerait le minerai de Gara-Djebilet (Algérie) par le Maroc ou le Sahara occidental, le jour où il sera exploité.

Les conséquences de la guerre s'ajoutant à la terrible sécheresse qui sévit depuis une dizaine d'années ont provoqué un exode des populations vers Nouakchott. Atar et sa région se sont vidées de la moitié de leurs habitants : des familles entières sont parties et ne restent sur place que des femmes, des enfants et des vieillards, les hommes allant chercher du travail dans la capitale et ne revenant que pour la cueillette des dattes.

Démantelée, la tribu ne parvient plus à jouer son rôle traditionnel de protection. Comment faire évoluer les mentalités et faire admettre que seul l'Etat peut à la fois assurer le processus de modernisation et se substituer à la tribu, compte tenu de l'ampleur des problèmes à résoudre à l'échelle nationale ? Cette transformation de la société est, à coup sûr, le principal défi que doit relever la Mauritanie, et elle n'y parviendra pas du jour au lendemain.

Le président Haidalla, qui, malgré quelques faux pas, a réussi à consolider le régime issu du coup d'Etat du 10 juillet 1978, cherche à assurer la stabilité politique sans laquelle aucune réforme sérieuse n'est possible. Pour la première fois depuis qu'il est au pouvoir, il n'a pas hésité, au printemps dernier, à s'absenter longtemps et à plusieurs reprises de Nouakchott pour visiter systématiquement toutes les régions du pays. Ce contact direct avec la population prouvait qu'il se sentait mieux assuré, tout en contribuant à renforcer encore plus son autorité.

Le redressement sera-t-il réalisé par les « structures d'éducation des masses » dont la mise en place se poursuit ? Le chef de l'Etat s'en déclare persuadé : « C'est une école d'éducation civique qui doit éveiller la population et la préparer à la démocratie. Elle doit lui inculquer la notion de l'Etat et la persuader que la chose publique est son bien ». C'est là un noble idéal à condition de veiller à ce que les arrivistes ne se servent pas des « structures » comme d'un tremplin à des fins personnelles.

PAUL BALTA.

(1) Une mauvaise communication téléphonique nous a fait écrire (*Le Monde* du 3 juillet) que le ministre des finances faisait partie du ministère du plan, ce qui n'est pas le cas.

LA CAUSE ARMÉNIENNE

Une synthèse d'une réalité multiforme

Les responsables de l'Etat à l'égard des Arméniens ont été, jusqu'à présent, très faibles. Ce n'est pas un hasard si, dans les pays où il y a une communauté arménienne, on trouve souvent des responsables de l'Etat qui ont été, à un moment ou à un autre, des Arméniens. C'est le cas de la France, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la Turquie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de l'Arménie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat.

Les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la France, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la Turquie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de l'Arménie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat.

Les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la France, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la Turquie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de l'Arménie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat.

Les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la France, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la Turquie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de l'Arménie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat.

Les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la France, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la Turquie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de l'Arménie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat.

au hasard

Les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la France, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la Turquie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de l'Arménie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat.

Les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la France, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la Turquie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de l'Arménie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat.

Les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la France, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la Turquie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de l'Arménie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat.

Les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la France, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la Turquie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de l'Arménie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat.

Les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la France, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de la Turquie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat. C'est le cas de l'Arménie, où les Arméniens ont été, à un moment ou à un autre, des responsables de l'Etat.

PRIX DU MEILLEUR LIVRE ÉTRANGER



Hector BIANCIOTTI L'amour n'est pas aimé

GALLIMARD nrf

Handwritten signature or note at the bottom of the page.







# ASIE

# AMÉRIQUES

LE VOYAGE DE M. CHEYSSON EN AMÉRIQUE LATINE

- **BOGOTA** : La France se félicite de la médiation colombienne dans les conflits d'Amérique centrale
- **LA PAZ** : Paris promet son aide à la lutte contre le trafic de cocaïne

Bogota (A.F.P.). - Le ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson, était attendu, ce mardi 2 août à Bogota, pour une visite officielle de quarante-huit heures en Colombie, troisième et avant-dernière étape de son voyage de quinze jours en Amérique latine. Au cours de son séjour à Bogota, M. Cheysson accompagnera par M. Antoine Blanc, ambassadeur itinérant pour les pays d'Amérique latine, sera reçu en audience par le président Belisario Betancur, au pouvoir depuis un an. Il aura également un entretien avec son homologue colombien, M. Lloreda Calcedo, et des réunions de travail avec les ministres de l'Éducation, des mines et de l'Agriculture. Le ministre évoquera la situation internationale et plus particulièrement celle qui prévaut en Amérique centrale, et s'indiquera de source diplomatique.

## Dans le cadre de la C.E.E.

La Paz (A.F.P.). - La France va étudier la possibilité de collaborer avec la Bolivie, dans le cadre de la Communauté européenne, pour tenter de mettre un terme au trafic de drogue dans ce pays andin, a-t-on appris à La Paz, lundi 1<sup>er</sup> août, lors d'une conférence de presse commune du ministre français des relations extérieures, M. Claude Cheysson - qui a achevé une visite officielle de trois jours à La Paz - et du ministre bolivien de l'Intérieur, M. Mario Roncal, ministre des affaires étrangères par intérim.

Ce projet de collaboration fait suite à l'engagement pris récemment à Caracas par six pays d'Amérique latine (Bolivie, Colombie, Équateur, Panama, Pérou et Venezuela), qui ont décidé de conjuguer leurs efforts pour mettre un terme à l'écoulement de production de coca dans les nations andines et éviter son détournement à des fins de trafic.

Le ministre bolivien a annoncé que le gouvernement français avait promis son appui pour intervenir auprès des autres pays européens dans le but de leur faire prendre conscience de la nécessité de lutter activement contre ce fléau.

Qualifiant d'« estimable » la décision prise par ces pays latino-américains de coopérer avec les pays européens pour contrôler et faire disparaître « cet élément vicieux qui représente les grands spéculateurs internationaux », le ministre bolivien a déclaré : « Il faut que nous luttons tous ensemble ».

« Il ne faut pas pour autant déclarer que la coca est un produit prohibé », a-t-il précisé, dans un pays où cette plante est importante pour l'équilibre physiologique des populations indiennes vivant et travaillant en altitude.

M. Claude Cheysson a clairement indiqué à ce propos que ce n'est pas la production primaire, « nécessaire au producteur, au consommateur, à la médecine », qu'il faut interdire.

Mais, a-t-il ajouté, il faut agir contre « la déformation, la corruption de ce produit en instrument de spéculation par quelques milieux internationaux redoutables ».

D'autre part, M. Cheysson a indiqué qu'il était venu « apporter le soutien de la France au peuple bolivien dans son histoire, dans sa lutte et ses difficultés actuelles ». La Bolivie, a-t-il dit, a fait « un saut prodigieux pour revenir à la démocratie » et a bénéficié d'un « crédit politique considérable ».

Mais il a précisé que la Bolivie devait réussir dans son entreprise « avec les structures démocratiques qu'elle s'est choisies librement ». Dans le cas contraire, a-t-il estimé, les efforts des autres pays d'Amérique du Sud « tentés par cette évolution » pourraient être contre-productifs par les effets qu'aurait un échec de la démocratie bolivienne. « Il faut que la Bolivie réussisse, a répété M. Cheysson, c'est notre intérêt à nous, pays démocratiques ».

Le ministre nicaraguayen de la Défense, M. Humberto Ortega, a annoncé lundi la mort de treize « contre-révolutionnaires » et de deux soldats des forces sandinistes lors de plusieurs affrontements à la frontière avec le Costa-Rica et au nord de la capitale ; des éléments des forces anti-sandinistes, précise un communiqué officiel, ont attaqué dimanche soir le poste frontalier de Penablanca, à la frontière avec le Costa-Rica. Six « contre-révolutionnaires » ont trouvé la mort le 30 juillet lors d'un affrontement à 260 kilomètres au nord de Managua. Et sept autres ont été tués dans le département de Rio-San-Juan, au sud du pays. - (A.F.P.)

M. Rodrigo Escobar Navia, ministre colombien de l'Intérieur, a renoncé à ses fonctions le lundi 1<sup>er</sup> août. C'est le premier ministre à quitter le cabinet Betancur depuis l'entrée en fonctions de celui-ci, le 7 août 1982. - (Reuter.)

Trois navires de la 1<sup>re</sup> flotte américaine ont quitté, lundi 1<sup>er</sup> août, le port de Palma-de-Majorque pour rejoindre le porte-avion *Corul Sea* et mettre le cap vers la zone où doivent avoir lieu les manœuvres navales américano-honduriennes. Les trois bâtiments comptent environ chacun huit cents hommes à bord. - (A.F.P.)

## Chine

### La « campagne de rectification » dans le parti s'engage sur des thèmes patriotiques

De notre correspondant

Pékin. - Une certaine reprise en main idéologique se manifeste en ce moment à Pékin, et le rétablissement de l'autorité du parti en la matière devrait occuper, dans les mois qui viennent, une place importante parmi les tâches de la direction chinoise sur le plan intérieur.

Le lancement à l'automne de la grande campagne de « rectification », annoncée lors du congrès de septembre dernier, va fournir l'occasion de sonder les « cœurs » et les esprits de l'ensemble des membres du parti. A ces derniers, un nouveau bréviaire a déjà été fourni sous la forme des « œuvres choisies » de M. Deng Xiaoping, désormais qualifiées de « base théorique » pour l'édification d'« un socialisme moderne aux couleurs de la Chine ».

Le parti doit, toutefois, faire face à des préoccupations à la fois plus immédiates et plus larges. Ce ne sont pas seulement les quarante millions de communistes qui vont devoir « mettre leurs pensées à l'épreuve » et se débarrasser une bonne fois pour toutes des influences « gauchistes ». Les responsables idéologiques ont plus conscience que jamais qu'un sérieux travail d'« éducation » est nécessaire parmi la classe ouvrière tout entière, si le parti veut éviter que s'y développent certaines « mauvaises tendances » et que s'accroisse une « crise de confiance » notée depuis déjà plusieurs années.

Un souci de stabilisation

Tel est le sens d'une conférence nationale sur le travail de propagande, qui s'est tenue du 7 au 17 juillet à Pékin, en présence de M. Hu Yaobang, secrétaire général du parti. A l'issue de cette réunion, un long document, intitulé *Programme de travail politico-idéologique pour les travailleurs des entreprises d'Etat*, a été publié dans la presse. Ce texte faisait lui-même suite à une circulaire du comité central, différente dans son contenu mais comparable dans sa finalité, consacrée au « patriotisme ».

L'examen de ces différents textes ne laisse guère de doute sur l'intention de leurs auteurs. Après des années de luttes internes - révolution culturelle, chute de la « bande des quatre », mise à l'écart de M. Hua Guofeng - les dirigeants chinois estiment que le parti a besoin d'une période de stabilisation et de consolidation, en même temps que d'une « réidéologisation ». C'est là, est-il

dit, une question « d'une extrême urgence ». Mais les luttes du passé n'ont pas été sans laisser de traces, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de son rang. La circulaire du comité central sur le patriotisme le note sans détour : « Certains de nos camarades manquent d'une confiance suffisante dans l'avenir de notre patrie socialiste et ils ne savent pas quoi faire. Ils sont parfois incapables d'analyser de façon scientifique certaines questions de l'histoire ou de la réalité présente. Ils arrivent alors à la conclusion que le système socialiste n'est pas bon et même que la patrie n'est pas digne d'être aimée ».

Les propositions à Taiwan

Le socialisme n'apparaissant plus à beaucoup comme la panacée, il s'agit de reprendre les choses en main en douceur tout en « ratisant » le plus large possible, et quel meilleur thème offrir à l'adhésion des masses que celui du patriotisme, auquel l'actualité donne, par ailleurs, quelque aliment ? Le gouvernement de Pékin n'est-il pas engagé dans une négociation serrée pour le retour à la mère patrie de la « colonie » britannique de Hong-Kong ? Et chacun sait que la question de Taiwan se trouve, aujourd'hui, comme hier, au cœur des relations avec les Etats-Unis.

Certains peuvent mettre en doute l'idée que seul le socialisme peut sauver la Chine. En revanche, estime le parti, « le patriotisme peut être plus aisément accepté et compris par les larges masses ». Sur cette base, il devrait être plus facile, pensent les idéologues, de faire apparaître le parti communiste comme une force positive ayant puissamment contribué à l'émergence de la Chine moderne.

Le P.C.C. n'a-t-il pas toujours considéré comme une « tâche sacrée » l'indépendance de la patrie, la lutte pour la libération nationale et la « défense de la dignité nationale » ?

D'au, discours de « lutte des classes », dont le maintien pendant trop longtemps est considéré aujourd'hui comme une « erreur », le parti passe donc à un propos « unanime », qui s'adresse non seulement aux citoyens de la République populaire, mais aussi aux « compatriotes » de Hongkong et de Taiwan et, au-delà, à l'ensemble de la communauté des Chinois d'outre-mer. La démarche, assurément, est bien-

venue au moment où M. Deng Xiaoping est en train de peser de tout son poids dans la balance en s'engageant personnellement dans l'affaire de Taiwan.

Reconnaissant que la réunification pacifique est devenue le « langage commun » du Kuomintang et du parti communiste, M. Deng vient de proposer aux dirigeants du parti nationaliste des conversations « sur une base d'égalité » afin de définir par la voie de la négociation les modalités d'une coopération future, qui serait la troisième dans l'histoire, après celles qui avaient eu lieu des groupes rivaux de 1924 à 1927, puis de 1937 à 1945. Tout en excluant pour Taiwan « l'autonomie com-

## Elégance policière

De notre correspondant

Pékin. - Les Pékinois n'en sont pas encore revenus : de nouveaux uniformes ont fait leur apparition, le lundi 1<sup>er</sup> août, dans les rues de la capitale. Les gardes, qui assurent la sécurité des bâtiments officiels bordant la place Tiananmen, ainsi que celle des ambassades et des résidences pour étrangers, ont troqué leur vesture légère et leur pantalon bleu pour un superbe ensemble vert-olive, dont l'agence Xinhua a révélé qu'il a été fabriqué dans un tissu à base de laine et polyester.

La transformation est radicale : les braves « pioupious », qui la veille encore, avaient fait horriblement mal figurés dans des vêtements parloirs tous jours trop larges, arborent désormais une allure des plus martiales : l'étau à révoquer, brillant comme un sou neuf, se détache sur la veste bien ajustée, le pli du pantalon tombe droit comme un fil à plomb et la casquette molle de rangers a cédé la place à une large casquette plate, tenue sous le menton par une jugulaire. L'apparition de ces uniformes a donné lieu, lundi, dans le quartier des ambassades, à de nombreuses conversations entre ceux qui en étaient revêtus et les passants, curieux de se renseigner sur les raisons d'un tel changement.

L'introduction de ce nouvel uniforme fait suite à la création, en avril dernier, au niveau national, d'un corps de police armé, qui regroupe les anciennes forces de sécurité de l'armée populaire de libération, les unités armées

de la police, les gardes-frontières et les brigades anti-incendie. Ce corps est rattaché administrativement au nouveau ministère de la sécurité d'Etat, créé au mois de juin dernier. Le commandement opérationnel de ces troupes reste, cependant, sous le contrôle de l'armée. Cette dualité est illustrée par le fait que le commandant de cette police armée est M. Li Gang, ancien commandant adjoint de la place militaire de Pékin, tandis que son commissaire politique est M. Zhao Cangbi, ancien ministre de la sécurité publique.

Cette réforme répond à un souci de professionnalisation des organes de sécurité, en même temps qu'elle traduit un affaiblissement du contrôle exercé précédemment sur eux par l'armée. Elle marque ainsi un retour aux origines : après l'adoption de la Constitution de 1954, le gouvernement chinois avait décidé, en juillet 1955, la création d'une police populaire armée, distincte de l'A.P.L. Les militaires devaient toutefois reprendre le contrôle de cette troupe à la faveur de la révolution culturelle. Avant ces événements, ce corps de police comptait environ deux cent mille hommes.

La généralisation des nouveaux uniformes dans l'ensemble de la police armée s'étalera jusqu'en 1985. Elle devrait préfigurer une transformation vestimentaire, à plus ou moins long terme, de l'armée de libération elle-même.

M. L.

## A TRAVERS LE MONDE

### Angola

● **LE BILAN DE L'ATTENTAT CONTRE UN TRAIN.** - Selon l'UNITA, l'attentat perpétré contre un train qui circulait, la semaine dernière, dans la région centrale de Luena (*le Monde* du 29 juillet), a fait 78 morts et 319 blessés (et non 50 tués et 210 blessés, ainsi que Luanda l'avait annoncé). Dans un communiqué diffusé lundi 1<sup>er</sup> août à Lisbonne, le mouvement rebelle de M. Savimbi affirme que le train transportait le 73<sup>e</sup> bataillon de la 21<sup>e</sup> brigade des forces armées angolaises, ainsi que des conseillers cubains et des membres des familles des militaires angolais. - (A.F.P.)

### Egypte

● **LE TRIBUNAL SUPÉRIEUR DE L'ÉTHIQUE** a ordonné, lundi 1<sup>er</sup> août, la mise en liberté du frère de l'ancien président Sadate, M. Esmat El-Sadate, et de ses trois fils, condamnés en février à un an de détention. Le tribunal, qui se prononçait en appel, a cependant confirmé le jugement de première instance, mettant sous séquestre la totalité des biens des accusés, évalués à 125 millions de dollars environ. M. Esmat El-Sadate et ses trois enfants, Talaat, Galal et Mohab Anouar, avaient été condamnés pour « corruption, trafic d'influence et malversation ». Ils ont été acclamés par deux ou trois cents personnes à leur sortie du tribunal.

### États-Unis

● **PLUS DE DEUX CENTES FEMMES** ont été arrêtées lundi 1<sup>er</sup> août à la suite d'une manifestation organisée par des pacifistes, à proximité du dépôt d'armes de Seneca, dans l'Etat de New-York. Environ mille neuf cents femmes s'étaient rassemblées pour protester contre le déploiement de missiles américains en Europe.

### Hongrie

● **OUVERTURE D'UN ÉTABLISSEMENT RELIGIEUX.** - Pour la première fois depuis l'arrivée au pouvoir des communistes en Hongrie, une mission de retraite et d'enseignement catholique a été inaugurée près de Budapest, à Leányfalu, en présence du cardinal Joseph Höffner, archevêque de Cologne, du primat de Hongrie, le cardinal László Lakai, et du secrétaire d'Etat aux affaires religieuses, M. Imre Miklos. - (Reuter.)

### Honduras

● **LE PRÉSIDENT ROBERT SUAZO CORDOVA** a été hospitalisé après une défaillance cardiaque, a-t-on révélé lundi 1<sup>er</sup> août de source gouvernementale. Les médecins estiment son état « sérieux ». M. Suazo Cordova, lui-même médecin, a été élu en novembre 1980 comme premier président civil après 20 ans de régime militaire. - (A.F.P.)

### Zimbabwe

● **EXPULSION D'UNE ÉQUIPE DE LA B.B.C.** - Les autorités ont demandé lundi 1<sup>er</sup> août à une équipe de la télévision britannique basée en Afrique du Sud de quitter le pays « le plus tôt possible », conformément à l'interdiction de la veille par les pays de la « ligne de front » concernant les journalistes étrangers installés en République sud-africaine (*le Monde* du 2 août).

L'Association des correspondants étrangers pour l'Afrique australe, installée à Johannesburg et qui regroupe cinquante-trois organes de la presse écrite, parée et révisée de douze pays, s'est élevée contre la décision prise par les Etats membres de la « ligne de front », « déplorant toute restriction de nature à entraver la libre circulation de l'information ». - (A.F.P.)

plète ». M. Deng propose aux dirigeants de l'Ile un statut de « région administrative spéciale », qui leur permettrait de suivre, sur le plan intérieur, leur propre politique et, en particulier, de conserver leurs propres forces armées.

Il serait étonnant que cette offre, à l'instar de propositions similaires faites en septembre 1981 par le maréchal Ye Jianying, à l'époque président de l'Assemblée nationale populaire, ne se heurte pas à un refus catégorique de Taiwan. Mais il n'est pas sûr que les accents patriotiques

seraient étonnants que cette offre, à l'instar de propositions similaires faites en septembre 1981 par le maréchal Ye Jianying, à l'époque président de l'Assemblée nationale populaire, ne se heurte pas à un refus catégorique de Taiwan. Mais il n'est pas sûr que les accents patriotiques

## Vietnam

### DES CATHOLIQUES SONT CONDAMNÉS A DE LOURDES PEINES

Treize catholiques, dont cinq religieux jésuites, ont été récemment condamnés à de lourdes peines de prison par le tribunal populaire de Ho-Chi-Minh-Ville pour avoir tenté de « renverser le pouvoir révolutionnaire », a annoncé, lundi 1<sup>er</sup> août, l'agence vietnamienne de presse V.A.N. Il leur a été aussi reproché d'avoir illégalement édité un journal intitulé *Religion et Vie*, « en vue d'inciter les catholiques à se révolter contre l'administration populaire ».

Accusé d'être un « agent de la C.I.A. », le R.P. Nguyen Van Hien, prêtre jésuite, a été condamné à la réclusion perpétuelle. Les quatre autres religieux - parmi lesquels figure le R.P. Nguyen Cong Doan, ancien collaborateur proche de l'archevêque de Saigon, Mgr Nguyen Van Biah - ont été condamnés à des peines variant de 1<sup>er</sup> à quinze ans de prison, sans autres précisions.

Les condamnés ont aussi été reconnus coupables d'avoir eu « des contacts avec des organisations réactionnaires étrangères ». Selon le journal de l'armée, *Quan Doi Nhan Dan*, trois des cinq religieux condamnés auraient reconnu les faits qui leur sont reprochés. - (A.F.P.)

« négliger, voire à nier l'utilité du travail politico-idéologique ». Un effort considérable va donc devoir être fait, surtout auprès des jeunes de moins de trente-cinq ans, lesquels représentent les deux tiers des salariés urbains.

A cette fin, un corps d'« instructeurs », comparable à celui des commissaires politiques de l'armée, va être créé à tous les échelons de l'organisation du parti. Leur rôle sera de dispenser une éducation systématique visant à élever la conscience politique de la classe ouvrière. Trois maîtres seront obligatoires : l'histoire contemporaine de la Chine, l'assimilation des données générales du socialisme scientifique et un aperçu de la classe ouvrière. L'étude de la « pensée de Mao Zedong » est reléguée au rang des matières facultatives. Ce programme s'adresse exclusivement aux travailleurs des villes. Les risques d'augmentation de l'individualisme et de création d'une nouvelle catégorie de paysans riches paraissent pourtant réels dans les campagnes avec la généralisation de l'exploitation familiale. Mais à l'évidence, le parti est d'avis que l'essor économique du monde agricole a davantage besoin d'une période de calme prolongée que d'agitation idéologique.

## MANUEL LUCBERT.

● **La Chine et la Grande-Bretagne** ont engagé mardi 2 août une nouvelle série de négociations sur l'avenir de Hongkong, la troisième en moins d'un mois. Ces conversations se poursuivront pendant quarante-huit heures. Ayant leur ouverture, le ministre chinois des affaires étrangères, M. Wu Xueqia, a réaffirmé que la Chine ne pouvait faire l'objet de discussions. Au cours d'une conférence de presse à Bangkok, M. Wu, cité par l'agence Chine nouvelle, a cependant ajouté que la Chine entend discuter des moyens à mettre en œuvre pour « préserver la prospérité et la stabilité de Hongkong avant et après la restauration de la souveraineté de la Chine ». - (A.F.P.)

20100101



Le Monde

# société

## LA LUTTE CONTRE LA DELINQUANCE ET LA VIOLENCE

### M. Bonnemaison (P.S.) plaide pour une prévention tous azimuts

Le Conseil national de prévention de la délinquance va donner la priorité à dix villes pilotes. Celles-ci n'ont pas encore été choisies mais le seront au mois de septembre. Il faut qu'elles soient volontaires et que les différents services qui seront mis à contribution le soient aussi, a déclaré lundi 1<sup>er</sup> août, au cours d'une conférence de presse à Paris, M. Gilbert Bonnemaison, vice-président (P.S.) de ce conseil. Un inventaire complet de la délinquance et des moyens de lutter contre elle sera établi dans ces villes pilotes. L'expérience sera ensuite étendue à d'autres villes.

M. Bonnemaison, qui parlait en présence de M. Max Gallo, porte-parole du gouvernement, a rappelé dans quel esprit travaillerait le Conseil national que M. Mauroy, qui le préside, a installé le 21 juillet (le Monde des 16 et 23 juillet). Il a opposé « la répression brutale » à la nécessité de faire appel « à toutes les ressources de l'imagination et de l'intelligence ». « Peut-on supprimer les effets sans tuer la cause ? », a demandé M. Bonnemaison.

Le vice-président du Conseil national de la prévention a insisté, d'autre part, sur la nécessité de combattre le recel, « cette criminalité de l'ombre » sans laquelle la délinquance ne serait pas ce qu'elle est. M. Bonnemaison a souvent insisté sur ce phénomène : « S'il n'y avait pas de recel, il n'y aurait pas de voleurs » (le Monde daté 3-4 avril).

Parmi les autres préoccupations du Conseil national et des maires, toutes étiologies confondues, qui y siègent, figurent la nécessité de combattre l'immigration clandestine afin que les étrangers qui séjournent en France en situation régulière soient accueillis dans des conditions décentes, a dit M. Bonnemaison.

Le Conseil, qui plaide pour une prévention tous azimuts, se préoccupe aussi de la détention et de

l'usage abusif des armes par certains particuliers (voir ci-contre). M. Bonnemaison a rappelé la proposition 50 du rapport des maires sur la sécurité dans les villes, rédigée en ces termes :

« La commission, considérant le nombre croissant d'accidents mortels occasionnés par les détenteurs d'armes, acquiesçant notamment dans une perspective d'autodéfense, propose que la détention d'une ou de plusieurs armes fasse l'objet d'une déclaration indiquant leurs caractéristiques ».

« Elle estime en outre que :  
— la vente d'armes ne devrait être autorisée que dans les magasins spécialement habilités à cet effet, offrant toutes les garanties de compétence et de sérieux ;  
— la détention d'une arme devrait être assortie de l'obligation de la déposer sur un râtelier fermant à clef, ou disposant d'un système de sûreté équivalent, obligation sans laquelle il ne devrait pas être possible de la vendre ou de l'acheter ;  
— la détention des munitions devrait être interdite si elles ne sont pas enfermées dans une boîte d'un modèle réglementé fermant à clef, ou munie d'une combinaison ».

« Voisinage et bruit. — Une jeune femme a été légèrement blessée à la tempe, dans la nuit du 31 juillet au 1<sup>er</sup> août, d'un plomb de carabine tiré par un voisin gêné par le bruit, à Cadolet (Gard). Vers 23 heures, M. Séraphin Vanin, quarante-neuf ans, masqué-carabine, a tiré plusieurs coups de sa carabine à plombs en direction de la fenêtre de ses voisins d'en face, atteignant M<sup>me</sup> Françoise Schettini, trente-six ans, à la tempe. M. Vanin a indiqué aux gendarmes que ses voisins faisaient trop de bruit à une heure tardive. Placé en garde à vue, il devrait être présenté au parquet mardi 2 août.

### Les fusils de chasse et certaines carabines à un coup resteront en vente libre

précise le ministre de l'intérieur

De notre correspondant régional

Marseille. — M. Defferre a confirmé, le lundi 1<sup>er</sup> août, à Marseille, la publication « dans les prochains jours » d'un décret renforçant la réglementation des ventes d'armes individuelles (le Monde daté 5-6 juin et du 2 août). « Il faut éviter — a déclaré le ministre de l'intérieur — que trop d'habitants de notre pays, qui n'ont pas le contrôle d'eux-mêmes, utilisent des armes et provoquent des accidents très graves comme ceux qui se sont produits ces dernières semaines ». Le ministre a précisé que le décret à paraître concernerait d'une part, les armes de poing (revolvers, et pistolets) et, d'autre part, les fusils comportant un chargeur de plus de dix cartouches, ou d'un type spécial tels les fusils à pompe dont le canon est inférieur à 60 centimètres de longueur ou « certaines armes à canon repliable ».

La vente de ces armes sera soumise à une autorisation préfectorale. La nouvelle réglementation ne viendra pas, en revanche, le commerce des fusils de chasse et des armes d'épaule dont le chargeur contient moins de dix cartouches, quel qu'en soit le calibre. La vente des armes à air comprimé ne sera pas non plus réglementée. « Les fusils de chasse », a commenté M. Defferre, « sont beaucoup moins dangereux que les autres et il n'est pas facile de les transporter sans qu'ils soient visibles. Ils sont de plus très répandus et leur vente en France, pays de chasseurs, a toujours été libre. On peut certes tuer ou blesser avec un fusil de chasse comme avec des carabines ou des armes de poing à air comprimé, ou un couteau, mais nous n'avons pas voulu pousser les choses à l'extrême. On verra ce que donnera l'application du décret ; s'il

faut le modifier ou le compléter, on le fera ».

Selon M. Defferre, les autorisations de détention d'armes soumises à contrôle ne seront délivrées qu'aux personnes « apportant la preuve qu'elles ont absolument besoin d'une arme à domicile et qu'elles sont capables de maîtriser leurs nerfs. Ces autorisations auront un caractère exceptionnel », a-t-il ajouté.

Le ministre a par ailleurs indiqué qu'il avait proposé cette nouvelle réglementation dès le mois de mars 1982, « mais, a-t-il déclaré, les autres ministères intéressés n'avaient pas le même point de vue que moi, ce qui est normal, j'ai reçu les syndicats d'armuriers et nous avons trouvé un terrain d'entente. La vente des revolvers ou des fusils à pompe est, en fait, assez limitée, et je ne pense pas que cela portera un préjudice important aux professionnels ».

GUY PORTE.

### Point de vue

#### L'HOMME, LA MORT ET L'ENFANT

par STANISLAS MANGIN (\*)

ANSI donc depuis deux mois une dizaine d'enfants ont été tirés à coups de fusil et deux ont été tués par des hommes qui ne sont pas des professionnels de la mort. Les jeunes gens non armés ont été abattus par des policiers ou des personnes privées à l'occasion d'incidents minimes et la plupart des victimes sont des Maghrébins.

Depuis deux mois le silence entoure ces hommes.

Tandis qu'un ministre déclare que le fond du problème c'est d'écarter ces enfants des terrains libres autour de leurs logements (tant mieux s'ils y jouent un jour des lieux de détresse...) et qu'un maire explique que son problème c'est d'éviter qu'on ne réagisse à un tel meurtre, alors que, selon lui, le problème du gouvernement c'est la chaleur et qu'il doit réfléchir rapidement à... demandons-nous plutôt, nous tous, comment il est possible que des hommes tuent ces petits et ces très jeunes gens, enhardis l'un après l'autre par le silence qui voile leurs gestes mortels d'exaspération ?

N'est-ce pas le fruit de la campagne contre l'insécurité et la violence, cette campagne sans fondement, comme le démontrent les statistiques, et de la campagne pour l'autodéfense, qui créent finalement le besoin de réagir contre les fonctions, de les conjurer en prenant une violence expiatoire ?

On a donné bonne conscience à l'inconscient de haine qui suit la peur en chacun de nous. Mais comme on n'a pas donné le courage physique en plus, la peur et la haine se défontent sur les inférieurs, les petits : immigrés, enfants (ça, c'est nouveau)...

Mais quel ! Personne ne vous reproche rien ! Ecoutez, laissez : rien ! (sauf vous-même, peut-être... mais après coup).

Et tandis que ça se propage tranquillement, on nous rassure : on va contrôler les armes... sans inquiéter les armuriers, est-ce spécifié... (quid du 22 long rifle ?) et, pour résumer le fond du problème, on envoie les petits jouer ailleurs.

(\*) Conseiller d'Etat honoraire.

## UN COLLOQUE DU CONSEIL DE L'EUROPE

### Les médias et l'« empire » du sexisme

De notre correspondant

Strasbourg. — Les médias sont un instrument décisif pour la promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. Mais, comme la langue des hommes, meilleure et pire des choses, ils peuvent freiner, sinon bloquer, toute évolution vers cet équilibre. Cette constatation est revenue comme un leitmotiv tout au long du colloque consacré récemment au rôle des médias de communication dans l'élimination des discriminations sexistes, qui a réuni une soixantaine de spécialistes et responsables de mouvements féminins au Conseil de l'Europe à Strasbourg.

Trop de feuilletons du genre « Dallas », trop d'émissions à prétention historique ou littéraire, trop de bandes dessinées, trop de faces à face politiques, perpétuent par leur contenu comme par leurs acteurs, réels ou fictifs, les stéréotypes sexuels. La faible proportion des femmes à des postes de responsabilité dans l'élaboration des programmes, le choix des thèmes et leurs représentations sont sans doute, pour les participants au colloque, une cause majeure de cette situation.

Bien plus que de s'insister en insinuant des comportements traditionnels (et en grande partie révolus), les médias devraient refléter l'état actuel de la société en réservant à la femme la place qu'elle y tient réellement, en particulier dans le monde du travail. Cela suppose une refonte des programmes destinés à assurer la place de la femme dans la dignité et l'importance de son rôle social, tout en prévoyant des émissions spéciales pour aider certaines catégories féminines défavorisées à prendre conscience de leurs problèmes.

Reste à changer les médias eux-mêmes. Statistiquement à l'appui, on a constaté la faible proportion de femmes parmi les professionnels de l'information, hier que la situation ait évolué en leur faveur, depuis vingt ans. Mais, comme dans les autres branches de l'économie, leur place reste très faible aux échelons de décisions, la direction des services rédactionnels « nobles », éco-

nomie ou politique, dans les quotidiens et magazines d'informations restant hors de leur portée.

Le colloque a proposé une politique de l'emploi dans les médias assurant une meilleure promotion des femmes qualifiées en vue de l'instauration d'un équilibre entre sexes, au niveau des directions de services et des échelons de décision dans les rédactions. Une plus forte participation des femmes dans l'élaboration des programmes devrait permettre de faire valoir un point de vue féminin dans des secteurs traditionnellement réservés aux hommes.

L'image de la femme que véhicule la publicité dans les médias a beaucoup préoccupé les participants. Au moment d'adopter les conclusions de leurs travaux, ils ont trouvé une allée de poids en la personne de Mme Yvette Roudy. Le ministre français des droits de la femme, qu'elle retrouvait au palais de Strasbourg, où elle siège pendant deux ans au sein du groupe socialiste du Parlement européen, devait évoquer l'esprit de son projet de loi antixénisme. Elle attaquait vivement une certaine publicité et ses supports, dénonçant « des enjeux économiques énormes » pour les publicitaires, la presse écrite en particulier, qui « dans sa quasi-totalité » a pour caractéristique « de propager des stéréotypes ou de contribuer à la création de modèles de consommation courante ».

Devant les représentants des organismes de défense de la femme, Mme Roudy retrouvait son ton de militante pour mener une attaque tous azimuts en déclarant : « C'est donc par la dénonciation inlassable de l'empire sexiste de l'économie, de la presse et de la publicité que nous arriverons à faire entendre la voix des femmes du monde politique. Nous y avons des alliés ». Pour le moment, ce message n'était guère entendu de ses destinataires, les « décideurs » du monde des médias étaient quasiment absents de cette rencontre, mais les conclusions des travaux seront transmises à leurs organisations professionnelles.

JEAN-CLAUDE HAINH.

## FAITS ET JUGEMENTS

### Pascal Blanc a été inculpé

Pascal Blanc, ancien légionnaire arrêté dimanche 31 juillet au Mont-Dore (Puy-de-Dôme), a été inculpé lundi après-midi pour trois des quatre meurtres qu'il avait avoués dans la machine (nos dernières éditions). Trois magistrats sont chargés, à ce stade de l'instruction, de cette affaire : M<sup>me</sup> Marie-Joëlle Blanc, juge à Clermont-Ferrand, où Pascal Blanc a été écroué. M<sup>me</sup> Bégon avait été chargée en juillet 1982 de l'enquête sur le meurtre de la directrice d'un centre pour enfants en difficulté, situé à Crévant-Laveine, M<sup>me</sup> Michelle Petit.

Pascal Blanc a également été inculpé lundi par M. Alain Clergues, juge d'instruction à Privas (Ardèche), auquel avait été confiée en avril dernier l'enquête sur le meurtre de deux jeunes Nantaises dans le bois de Palolive. M. Clergues a fait lundi le voyage à Clermont-Ferrand, où était attendu mardi un troisième magistrat instructeur, M. Francis Carle. Celui-ci, en poste à Mende, devait inculper Pascal Blanc pour le meurtre de Jean-Claude Kaysarlian, un jeune Marseillais trouvé mort le 26 juillet.

Un ingénieur d'exploitation des Houillères du bassin de Lorraine a fait le 1<sup>er</sup> août une chute mortelle dans un montage haut de 130 mètres du puits Wouters des Houillères du bassin de Lorraine à Marlebach (Moselle). La victime, M. Serge Kerdjinski, trente ans, marié et père de deux enfants, venait de chanter dont il a la responsabilité quand, pour une raison indéterminée, il a fait cette chute.

### Deux attentats contre des touristes au Pays basque français

Une villa située à Ascain (Pyrénées-Atlantiques) a été attaquée, lundi 1<sup>er</sup> août, par un commando de quatre hommes se faisant passer pour des policiers, nous indique notre correspondant à Bayonne. Après avoir éloigné les enfants, les inconnus ont répandu dans des pièces le contenu d'un jerrican, avant d'y mettre le feu. « Les propriétaires nous ont volé nos terres, ont-ils dit avant de s'enfuir, c'est le premier acte d'une longue série ». L'édifice n'a pas souffert de l'incendie, mais le mobilier a été détruit. Ses occupants, des estivants arrivés de Nantes le matin, ont été relégués dans une maison voisine. La villa, construite il y a sept ans en pleine campagne, est d'une architecture audacieuse qui n'a rien de commun avec les fermes du voisinage. Elle est considérée par certains, dans le pays, comme une « provocation à l'environnement ».

D'autre part, un véhicule immatriculé en Vendée, appartenant à un touriste, a explosé dans la nuit du lundi 1<sup>er</sup> au mardi 2 août, vers 1 h 30, à Ascain (Pyrénées-Atlantiques). Ces deux attentats s'ont pas été revendiqués, mais ils s'inscrivent dans l'action contre le tourisme décliné depuis un mois par l'organisation clandestine séparatiste Iparretarak (le Monde daté 31 juillet-1<sup>er</sup> août).

Deux ressortissants de Sri Lanka, qui avaient participé à une bagarre entre Tamouls et Cinghalais, samedi 30 juillet, rue Spontini à Paris (16<sup>e</sup> arrondissement), ont été inculpés lundi 1<sup>er</sup> août de « coups et blessures volontaires » et placés sous mandat de dépôt. Il s'agit de Sunil Desanayake, vingt-six ans, Cinghalais, et de Arumugham Palanisam, vingt-quatre ans, Tamoul.

Tous deux étaient amis de coauteurs. Au cours de l'arrestation de samedi, quatre personnes ont été blessées et la police a procédé à une quinzaine d'interpellations. Le lendemain, d'autres bagarres ont eu lieu à Paris entre Cinghalais et Tamouls. Elles ont fait deux morts : un Tamoul et un Cinghalais (le Monde du 2 août). Le parquet a ouvert, mardi 2 août, une information contre X... pour homicide volontaire.

NUMÉRO SPÉCIAL  
16 PAGES

## Le Monde

dossiers et documents

### LES NOUVEAUX DROITS DES TRAVAILLEURS



LA GESTATION  
L'ÉLABORATION  
LE CONTENU  
ET L'APPLICATION  
DES LOIS AURAUX

ILLUSTRÉ PAR PLANTU

EN VENTE AU «MONDE»

BON DE COMMANDE

NOM ..... PRÉNOM .....  
ADRESSE .....  
CODE POSTAL ..... VILLE .....  
NOMBRE D'EXEMPLAIRES : ..... X 12 F (FRAIS DE PORT INCLUS) : ..... F MD

COMMANDE À FAIRE PARVENIR AVEC VOTRE RÈGLEMENT AU MONDE  
SERVICE DES VENTES AU 1<sup>er</sup> - 5, RUE DES ITALIENS - 75427 PARIS CEDEX 05

Le Monde

NEUBAUER

Un choix considérable  
de Peugeot-Talbot  
en livraison immédiate

PRIX SPÉCIAUX  
derniers modèles 1983

M<sup>r</sup> GUILLOUX — 821-60-21

هكذا من الأصل







## SPORTS

## BASKET-BALL

## LES DROITS DES JOUEURS NATURALISÉS

## Le Conseil d'Etat intervient auprès de la fédération

A quelques semaines de la reprise des compétitions nationales, la Fédération française de basket-ball (F.F.B.B.) doit renoncer aux nouvelles dispositions adoptées le 15 janvier au comité directeur, puis le 25 juin en assemblée générale, pour favoriser la saison prochaine la participation au championnat des joueurs français d'origine au détriment des étrangers et surtout des naturalisés. Saisi par dix-neuf de ces derniers, soutenus par cinq clubs, le Conseil d'Etat a ordonné, le 29 juillet, à la F.F.B.B. de surseoir à l'exécution de ces décisions en attendant qu'il se prononce, sans doute à la rentrée, sur leur annulation.

Le nouveau règlement fédéral prévoyait d'imposer, dès la saison prochaine, l'inscription sur la feuille de match (dix joueurs) de huit joueurs de nationalité française, il en était à la F.F.B.B. au cours des cinq dernières saisons sportives et ayant participé à une compétition organisée par la F.F.B.B. au cours de cette période. Le règlement aurait été plus draconien encore pour la saison 1984-1985 en imposant à ces huit joueurs d'avoir été licenciés en première année de juniors à la F.F.B.B. Ces mesures auraient bien sûr écarté de la compétition bon nombre de joueurs venus des Etats-Unis ou d'Afrique et qui ont obtenu leur naturalisation à la suite de mariages parfois sujets à caution.

Après avoir démarché en vain auprès de la F.F.B.B., le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, du ministère de l'intérieur et du ministère de la justice, M. Jacques Bertrand a donc saisi le Conseil d'Etat en s'appuyant sur l'article 80 du code de la nationalité, qui garantit aux naturalisés les droits civils de la citoyenneté et sur la loi du 29 octobre 1975 (loi Mazeaud) qui défi-

nit les devoirs des fédérations en matière de pratique sportive.

Dans son arrêt, le Conseil d'Etat considère que « le préjudice qui résulterait, pour les requérants, de l'exécution des décisions du comité directeur de la Fédération française de basket-ball, en date du 23 octobre 1982, 15 janvier 1983 et 12 mars 1983, portant règles de participation des joueurs aux différentes compétitions officielles organisées par la F.F.B.B. en division masculine nationale I et II pour les saisons 1983-1984 et 1984-1985, présente un caractère de nature à justifier qu'il soit surseoir à cette exécution ; que l'un au moins des moyens invoqués par le requérant à l'appui du recours pour excès de pouvoir qu'il a formé devant le Conseil d'Etat contre ces décisions, parait, en l'état de l'instruction, de nature à justifier leur annulation ; que dans les circonstances de l'affaire, il y a lieu d'ordonner qu'il soit sursis à l'exécution de ces décisions ».

## La libre circulation des travailleurs

Dans l'immédiat, la F.F.B.B. va donc devoir réexaminer les demandes de mutation en se référant aux règles en vigueur la saison dernière. Mais cet arrêt du Conseil d'Etat, qui exige le respect des textes législatifs dans la mise au point des réglementations sportives, pourrait avoir demain des prolongements dans d'autres disciplines. Ainsi évoque-t-on périodiquement pour les sports professionnels le non-respect des dispositions du Traité de Rome qui prévoient la libre circulation des travailleurs à l'intérieur des frontières du Marché commun.

## D'un sport à l'autre

**ATHLÉTISME.** - Catherine Beauvois a battu le record de France féminin du lancer du disque, le 30 juillet à Lisbonne, avec un jet de 36,48 mètres. Elle a amélioré de 20 centimètres l'ancien record d'Isabelle Acanaltray.

**À Londres, le Britannique Sebastian Coe a annoncé son forfait pour les prochains championnats du monde, où il devait disputer le 800 mètres dont il détient le record du monde. Il souffrirait d'une infection des glandes lymphatiques.**

**TENNIS.** - Le premier tour du tournoi d'Indianapolis, doté de 300 000 dollars, a désastreusement pour le joueur français engagé, dit-on, Guy Forget a été éliminé par l'Américain Mark Dickson, 6-4, 6-4, tout comme Lolo Courteau par le Hongrois Zoltan Kuharsky, 6-3, 4-6, 6-4, Dominique Bedel par l'Américain Scott Lipton, 6-0, 6-3 et Jérôme Vanier par le Suisse Colin Doderwell, 6-4, 7-5. En revanche, Thierry Tulasne a battu l'Américain Todd Witsen, 6-4, 6-1.

**VOILE.** - France-3, qui avait été autorisée à recevoir sa régate contre Challenge-12 à la suite d'un avis de mise, a été déclassée de 54 secondes par le bateau australien, lundi 1er août. Il reste au bateau français du défi pour la Coupe de l'Amérique à disputer au dernier régata ce mardi contre Advance, mais, quel que soit le résultat de cette course, les deux bateaux seront ensuite écartés des éliminatoires. En réponse aux accusations lancées par M. McCullough, le président du New-York Yacht Club, qui estimait que la jauge d'Australis-2 n'était pas réglementaire, les challengers de la Coupe de l'Amérique ont déclaré à l'immédiat le bateau australien conforme au règlement. Il pourra donc poursuivre les régates éliminatoires, où il occupe la première place.

## MÉDECINE

## SELON UN RAPPORT PUBLIÉ PAR L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ

## La mise en œuvre de la moitié des armes nucléaires provoquerait la mort d'un milliard d'êtres humains

Sur la demande de l'Organisation mondiale de la santé (O.M.S.), un comité international d'experts, présidé par le professeur suédois Sune Bergström, prix Nobel de médecine (1982), a rédigé un rapport sur les conséquences sanitaires d'une guerre thermonucléaire. L'essentiel de ce rapport, qui sera diffusé intégralement dans un proche avenir par l'O.M.S., fait l'objet d'une étude synthétique mais révé-

sante publiée dans l'une des revues de l'organisation (1) et signée du professeur Bergström lui-même. Entre autres perspectives, le comité d'experts estime qu'un conflit nucléaire « total », mais n'atteignant que la moitié du stock estimé d'armes nucléaires, provoquerait la mort d'un milliard d'êtres humains et un nombre équivalent de blessés. Le comité assortit son rapport d'un appel solennel à la communauté internationale sur les menaces catastrophiques qui pèsent ainsi sur l'humanité.

« S'il en restait », ne pourrait s'approcher d'eux à cause de l'omniprésence des radiations.

Aussi, note le rapport, les possibilités d'assurer des soins aux survivants seraient-elles pratiquement nulles. En tout état de cause, il conviendrait d'organiser pour les personnels sanitaires une rotation rapide de service pour qu'ils ne soient pas exposés trop longtemps aux radiations, ainsi qu'un système de surveillance et de décontamination, mesures que la désorganisation consécutive à l'explosion rendrait extrêmement aléatoires. Enfin, les responsables politiques des puissances nucléaires doivent avoir présente à l'esprit la réflexion suivante : les dégâts qui pourraient résulter de l'explosion accidentelle de l'une des bombes, qui constituerait « les énormes stocks en attente, débordant de eux seuls les ressources sanitaires des pays ».

En cas d'explosion nucléaire, ajoute le rapport, aux dommages humains immédiats s'ajouteraient, donc, le démantèlement des services de santé, le manque de nourriture, les dommages causés au milieu, la destruction des sources d'énergie et des réseaux de communication ; les saut du sol comme celle de la pluie seraient trop contaminées pour être consommables, de même que l'ensemble des aliments frais. La seule nourriture sûre serait constituée par les conserves et les stocks préservés de la contamination.

Le rapport Bergström conclut sur les effets à long terme d'une explosion nucléaire. Outre le démantèlement des structures socio-économiques, celle-ci provoquerait une contamination durable et catastrophique de l'ensemble des eaux, non seulement par des matières radioactives mais aussi par des virus et des bactéries auxquels la destruction des stations d'épuration et l'amoncellement des déchets auraient laissé le champ libre. L'impossibilité de réfrigérer provoquerait aussi une contamination de l'ensemble des aliments solides par des micro-organismes pathogènes. En outre, la perturbation de millions de cadavres humains et animaux favoriseraient l'éclatement de multiples épidémies dont la propagation serait facilitée par la prolifération d'insectes plus résistants que l'homme aux radiations.

Enfin, le comité d'experts souligne que les terres arables « seraient transformées en jachères par le feu et la radioactivité résiduelle » et qu'il s'ensuivrait inéluctablement la désertification à terme des terres rendues, par l'explosion impropres à la culture et même à l'élevage. Aussi, des millions de ceux qui auraient survécu à l'explosion et à ses suites immédiates « mourraient de faim et de malnutrition au cours des années suivantes ». Ainsi, conclut le rapport, « alors que les drames immédiats provoqués par un conflit nucléaire se jouent en heures et même en minutes, les conséquences incalculables qui s'ensuivraient pour l'ensemble de l'humanité s'étendraient sur des années, des décennies et même des générations ».

CLAIRE BRISSET.

- (1) *Santé du Monde*, juillet 1983.  
(2) *Chêne du monde* des cellules du sang ou d'un tissu.

Le professeur Christian Barnard va prendre sa retraite à la fin de l'année, à cause d'une arthrite persistante qui diminue ses capacités manuelles. Il quittera ainsi, à l'âge de soixante ans, la direction du service de chirurgie cardiaque de l'hôpital de Groote Schuur, où il avait réalisé, en novembre 1967, la première transplantation cardiaque sur un domaine de cinquante-trois ans, Louis Washkansky, qui devait décider dix-huit jours après l'intervention. Par la suite, de nombreux services de chirurgie thoracique dans le monde devaient procéder à des transplantations cardiaques, beaucoup moins pratiquées depuis les années récentes.

**ROBLLOT S. A.**  
622-27-22  
ORGANISATION D'OBSEQUES

## CARNET

## Naissances

- Pierre et Martine BENOUEZ, ainsi que Charles David ont la joie d'annoncer la naissance de :

**Raphaël,**  
le 27 juillet 1983.  
6, avenue Ingres, 75016 Paris.

- Au, Louis et Iskra LANOIX sont heureux de faire part de la naissance de :

**Jean-Christophe,**  
le 29 juillet 1983.  
33 bis, rue des Fontaines,  
Dieppe (Seine-Maritime).

- Agnès et Richard SINDING font part de l'heureuse naissance de :

**Alexandre,**  
le 25 juillet 1983.

## Décès

- On nous prie d'annoncer le décès de :

**M. Skymon AJZENFISZ**, président fondateur de la société Minis-Maximilien nationale.  
survécu le 31 juillet 1983 en son domicile de Montmorency (Val-d'Oise). Les obsèques ont lieu mardi 2 août 1983.  
On se réunira à la porte principale du cimetière parisien de Bagneux à 15 heures.  
De la part de M. Kayla Ajzenfisz, son épouse,  
De ses enfants, petits-enfants, arrière-petits-enfants et de toute la famille.  
Ni fleurs ni couronnes.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

- La Société des Auteurs, Compositeurs et Editeurs de musique a le regret de faire part du décès de :

**M. Georges AURIC**, de l'Institut, grand-croix de la Légion d'honneur, commandeur dans l'ordre des Arts et Lettres, commandeur dans l'ordre des Palmes académiques, président d'honneur de la SACEM, président d'honneur de la fondation SACEM pour la communication musicale.  
survécu le 25 juillet 1983, à Paris.  
Les obsèques ont eu lieu, selon la volonté du défunt, dans la plus stricte intimité.

- M. Jean Brenier fait part du décès de sa belle-mère, Augusta BRENIER, dans sa quatre-vingt-quatrième année, mère de notre bien-aimé Jean Brenier. Le 27 juillet 1983.  
26390 Haurville.

- Champigny-sur-Marne.  
M. Edmond Cohen, son époux, le docteur Roger Cohen et M. et M. M. Jacques Bailly et leurs enfants,  
M. et M. Jules Taieb et leurs enfants,

M. Gérard Cohen et ses enfants,  
M. Pierre Cohen et ses enfants,  
M. et M. Hubert Cohen et leurs enfants,  
M. et M. Jacky Cohen et leurs enfants,  
M. et M. Charles Ajzenfisz et leurs enfants,  
ses enfants et petit-enfants,  
Et toute la famille,  
font part du décès de :

**M. Irène COHEN**, née Auzan,

survécu le 1er août, dans sa soixante-troisième année.  
Les obsèques auront lieu le mardi 2 août 1983, à 15 h, au cimetière de Champigny-sur-Marne.  
La famille ne reçoit pas.  
Ni fleurs ni couronnes.

94300 Champigny-sur-Marne, 53, rue Louis-Talmon.

- Les familles Bourlier, Ganz, Maille, ont la douleur de faire part du décès de :

**Mimie GANZ**, survenue le 28 juillet 1983, dans sa quatre-vingt-septième année.  
470, chemin de Mondret, 33000 Toulon.

- Le docteur et M. Serge Gaudreau et leurs enfants,  
M. et M. Claude Gaudreau et leurs enfants,  
M. et M. Jean-Pierre Noel, Et toute la famille, ont la douleur de faire part de la perte cruelle qu'ils viennent d'éprouver en la personne de :

**M. Daniel GAUDEAU**, né Oly de Gerbec, leur mari et grand-père, qui Dieu a rappelé à Lui le 22 juillet 1983, dans sa quatre-vingt-quatrième année.  
Le service religieux a eu lieu en l'église réformée de Tours, le 27 juillet 1983.  
32, rue Emile-Zola, 37000 Tours.

- Le général d'armée Jean Simon, commandeur de l'Ordre de la Libération, Le conseil de l'Ordre et les compagnons de la Libération, ont la grande douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-quatre ans, le 31 juillet 1983, à Sarrebourg, du :

**docteur Henri KARCHER**, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945 (quatre citations), médaillé de la Résistance, grand invalide de guerre, ancien de la 1<sup>re</sup> division française libre, puis de la 2<sup>e</sup> division de général Lécuyer.

Les obsèques auront lieu à Abrischviller (Moselle), le 5 août, à 16 heures, où les honneurs militaires seront rendus à sa dépouille mortelle.  
L'inhumation aura lieu au cimetière d'Abrischviller, dans le caveau de famille.

M. Henri Karcher, né le 26 octobre 1908, à Sarrebourg, les Vorges, Moselle, a participé à tous les combats de la 2<sup>e</sup> D.B. et notamment à la libération de Paris en 1944. C'est lui qui a été nommé par le Général de Gaulle, commandant la place de Paris.

Après le retour au pouvoir du général de Gaulle, il fut élu député O.L.R. dans le 1<sup>er</sup> arrondissement de Paris de 1958 à 1962 (vingt et une mandats de député de la Seine), puis élu député (nouveau scrutin) de 1962 à 1967. Il fut élu sénateur de la Moselle en 1967 et élu député de la Moselle en 1967. Il fut élu député de la Moselle en 1967 et élu député de la Moselle en 1967. Il fut élu député de la Moselle en 1967 et élu député de la Moselle en 1967.

**M. Jean LAFONT**, né Marie-Joseph Camus, survenu le 28 juillet 1983.  
Les obsèques religieuses ont eu lieu, le lundi 1er août, dans l'intimité familiale et l'inhumation au cimetière de l'Horizon.  
Cet avis tient lieu de faire-part.

5, place André-France, 92000 Saint-Etienne, 311, rue Lecoq, 75015 Paris.  
7, Longworth Avenue (Sydney), 22 bis, rue Vauvargues, 75018 Paris.  
52, rue d'Orléans, 88000 Epinal.

- Villefranche-sur-Saône, Grenoble, Favein, Roubaix.  
Pierre et François Corbet, Pierre François-Lamont, Jean et Yvonne Laurent-Lamont, Jean-Paul et Marie-Claude Nique, ses enfants,  
Hubert, Axel et Gerold Nique, ses petits-enfants,  
M. et M. Lécuyer, ont la douleur de faire part du décès, dans sa soixante-dix-huitième année, de :

**M. Paul LAMOUR**, chevalier de la Légion d'honneur, commandeur des Palmes académiques, ingénieur A. et M. et E.S.T., directeur honoraire des Ecoles textiles de Lyon, ancien conseiller général du M.O.F., président des Arts et Métiers de Villefranche, membre du Rotary Club.

Ses obsèques religieuses ont eu lieu ce mardi 2 août 1983, à 15 h 30, en l'église Saint-Pierre de Villefranche.

- M. et M. Charles Pally, ses grands-parents,  
M. et M. Rose Pally, sa grand-tante, M. Guy Pally, son père,  
M. et M. Dominique Pally, sa mère, M. et M. Dominique, ses frères,  
Sa famille et ses amis ont la douleur de faire part du décès de :

**Véronique PIAU**, à l'âge de vingt et un ans.  
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité familiale, à Vichy, le 1er août 1983.  
Centre hospitalier Delsfontaine, 93205 Saint-Denis, 3, rue Desbordes, 03200 Vichy.

- M. Jean Savelli, M. et M. Philippe Savelli et leurs enfants,  
Le docteur et M. Yves-Jean Fisch-Motras et leurs enfants,  
M. Roger Savelli, M. et M. Olivier Savelli, en religion Sœur Marie-Agnès de la congrégation de la douleur de faire part du décès de :

**docteur Jean SAVELLI**, leur époux, père, grand-père, frère, survenu le 30 juillet 1983, à Paris.  
La cérémonie religieuse aura lieu le jeudi 4 août 1983, à 10 h 30, en l'église Saint-Pierre de Montrouge, 32, avenue du Général-Leclerc, Paris (4), suivie de l'inhumation au cimetière de Roule-Matignon (Haut-de-Seine).

- Le général Jean Simon, chef de corps de la Libération, Le conseil de l'Ordre et les compagnons de la Libération, ont la grande douleur de faire part du décès, à l'âge de soixante-dix ans, le 30 juillet 1983, de :

**M. Paul SCHMIDT**, officier de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945 (quatre citations), croix de la Résistance et nombreuses décorations étrangères.  
Les obsèques auront lieu à Paris (Seine-Saint-Denis), le 2 août 1983, à 15 heures.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Port-Bianco, dans la chapelle des familles.  
[M. le 22 septembre 1917, à l'âge de 22 ans, il fut nommé capitaine et fut promu lieutenant-colonel en 1942. Il fut nommé général de brigade en 1945. Il fut nommé général de division en 1950. Il fut nommé général de corps d'armée en 1955. Il fut nommé général de division en 1960. Il fut nommé général de corps d'armée en 1965. Il fut nommé général de corps d'armée en 1970. Il fut nommé général de corps d'armée en 1975. Il fut nommé général de corps d'armée en 1980. Il fut nommé général de corps d'armée en 1985. Il fut nommé général de corps d'armée en 1990. Il fut nommé général de corps d'armée en 1995. Il fut nommé général de corps d'armée en 2000. Il fut nommé général de corps d'armée en 2005. Il fut nommé général de corps d'armée en 2010. Il fut nommé général de corps d'armée en 2015. Il fut nommé général de corps d'armée en 2020. Il fut nommé général de corps d'armée en 2025. Il fut nommé général de corps d'armée en 2030. Il fut nommé général de corps d'armée en 2035. Il fut nommé général de corps d'armée en 2040. Il fut nommé général de corps d'armée en 2045. Il fut nommé général de corps d'armée en 2050. Il fut nommé général de corps d'armée en 2055. Il fut nommé général de corps d'armée en 2060. Il fut nommé général de corps d'armée en 2065. Il fut nommé général de corps d'armée en 2070. Il fut nommé général de corps d'armée en 2075. Il fut nommé général de corps d'armée en 2080. Il fut nommé général de corps d'armée en 2085. Il fut nommé général de corps d'armée en 2090. Il fut nommé général de corps d'armée en 2095. Il fut nommé général de corps d'armée en 2100.]

هكذا من الأصل



# Le Monde MEDECINE

## Menaces sur la médecine du nouveau-né ?

Parmi les réussites les plus incontestables de la médecine française au cours des quinze dernières années figure la baisse spectaculaire de la mortalité infantile, et singulièrement celle des quatre premiers semaines de la vie. A cet égard, la comparaison avec les autres pays industrialisés est des plus éclairantes : la France, avec un taux de mortalité infantile inférieur à 10 ‰ naissances vivantes (9,8 ‰ en 1980), se situe dans le peloton de tête, immédiatement après les pays du nord de l'Europe, le Japon et la Suisse, mais avant le Royaume-Uni (12,1 ‰), les États-Unis (11,7 ‰), l'Allemagne fédérale (11,6 ‰), et bien loin devant l'Union soviétique, pour laquelle les dernières estimations connues faisaient état de 28,8 ‰ (1).

Ces résultats remarquables tiennent à un ensemble de facteurs convergents parmi lesquels figurent les progrès généraux de la couverture sanitaire du pays, l'application d'une prévention plus systématique, l'élévation du niveau économique général. Mais ces éléments ne suffisent pas à expliquer que la France ait, sur ce point, dépassé des pays de niveau économique comparable, tels que l'Allemagne fédérale et la Grande-Bretagne en particulier.

Il semble, en effet, certain que deux facteurs aient joué un rôle déterminant : en premier lieu, la baisse considérable du nombre des naissances prématurées, comme le souligne ci-dessous le professeur Émile Papiernik. Fruit d'une stratégie systématique et d'une réelle planification, la chute de la prématurité — de quelque 40 ‰ en dix ans, voire 50 ‰ en certains endroits — a, par elle-même, sauvé des dizaines de milliers de vies de nouveau-nés et évité à autant d'entre eux de multiples séquelles invalidantes.

Un deuxième facteur — convergent — explique le niveau de protection de la toute petite enfance en France : le développement constant et récent de la médecine néonatale, c'est-à-dire d'une pédiatrie ultra-spécialisée dans le traitement, la surveillance et la réanimation des nouveau-nés.

Or cet acquis est aujourd'hui menacé, estiment les responsables de la pédiatrie néonatale. Ceux-ci ont, depuis plusieurs années, lancé au gouvernement des appels pressants pour que la réalité de ce problème (manque dramatique de moyens, d'effectifs médicaux et paramédicaux, absence de planification à long terme) soit prise en

compte et qu'une stratégie de développement soit élaborée d'urgence.

Faute de quoi, disent-ils, la position privilégiée de la France dans ce domaine risque d'être compromise à brève échéance, ce qui se traduirait, très vite, en termes de pertes de vies humaines et en augmentation des handicaps.

Malgré l'importance de l'enjeu, les éléments de ce problème sont restés, jusqu'à présent, largement confidentiels. Bien des responsables de la médecine néonatale viennent, aujourd'hui, briser ce silence.

C. B.

(1) Ces chiffres sont tirés d'une étude de l'Institut national d'études démographiques : « La mortalité infantile dans le monde », mai 1983. L'Union soviétique a cessé de publier ses statistiques sur cette question depuis 1974. La mortalité infantile comprend les décès survenus entre la naissance et l'âge d'un an. La mortalité néonatale comprend les morts intervenues avant le vingt-huitième jour.

## 80 000 enfants sous haute surveillance

LES progrès réalisés par la France dans le domaine de la médecine du nouveau-né ont été remarquables. En dix ans, en effet, soit de 1970 à 1980, la mortalité néonatale (de la naissance au vingt-huitième jour) a chuté de plus de cinquante pour cent, passant de 12,5 morts pour mille naissances vivantes à 5,8 pour mille (1). Ainsi estime-t-on que pour la seule année 1980, quelque cinq mille nouveau-nés ont été sauvés sans pour autant grossir le nombre des handicapés, demeuré stable.

C'est effectivement sur cette période très brève de la vie de l'enfant qu'il convenait de faire porter un effort particulier : entre la naissance et la fin du premier mois surviennent les trois quarts des décès de la première année de la vie ; plus de dix des hospitalisations pédiatriques (de zéro à quinze ans) se produisent aussi au cours de cette même période. Un pourcentage élevé de graves handicaps se constitue également au cours de ce bref laps de temps qui, de toute évidence, mérite une attention très particulière.

Certes, sur les quelque 80 000 naissances annuelles en France, l'immense majorité des nouveau-nés ne requiert que les soins classiques, en l'absence de toute pathologie évidente. Néanmoins, près de 80 000 d'entre eux nécessitent une prise en charge hautement technique : quelque 15 000, qui sont dans une situation de détresse vitale à la naissance, exigent un transfert dans une unité de réanimation intensive. Les soixante-dix mille restants devront être placés dans des services de soins continus, intensifs, moins lourds, mais indispensables à leur survie.

### Jour et nuit

Le simple rappel de ces chiffres suffit à expliquer la lourdeur des tâches qui incombent aux pédiatres néonatalogues. Ceux-ci doivent, en effet, non seulement pratiquer les gestes de réanimation immédiate à la naissance et organiser le transfert des enfants nés en état de détresse vitale de la maternité vers l'unité spécialisée. Ils doivent aussi examiner systématiquement l'ensemble des nouveau-nés, même supposés sains, pour dépister une urgence peu apparente et détecter l'amorce d'un handicap encore évitable, le tout en collaboration avec les équipes obstétricales. Ils doivent surtout faire fonctionner, nuit et jour, des services de réanimation et de soins intensifs d'une nature très singulière, qui imposent des contraintes bien différentes de celles des unités de réanimation d'adultes.

En effet, rappellent les pédiatres, la médecine du nouveau-né comporte des caractéristiques très particulières dues à la spécificité de la pathologie d'un organisme encore entièrement immature. La physiologie du nouveau-né impose un abord thérapeutique qui ne se retrouve à aucun âge de la vie : contraintes dues à une aspiété absolue, particularités quantitatives et qualitatives des perfusions, exigences de l'intubation, et de l'oxygénothérapie, le tout sur un organisme d'une grande instabilité thermique. « Le nouveau-né représente une entité particulière qui déroute tout médecin non formé en néonatalogie... Il est troublant pour qui n'en a pas l'habitude. Le prématuré, et a fortiori le très grand prématuré, l'est encore plus », soulignent les pédiatres (2).

Aussi la notion de « plein temps » hospitalier n'a-t-elle ici aucun sens : les soins doivent, dans ces unités, être absolument permanents, la nuit ne se distingue jamais du jour et les « gardes » qui s'intercalent entre deux journées de travail comportent la même intensité d'activité, pour

Malgré des contraintes aussi pesantes, que les progrès techniques permanents dans cette discipline rendent paradoxalement plus lourdes encore, la néonatalogie a donc pris un essor considérable dont les effets se traduisent dans les chiffres.

### Des acquis fragiles

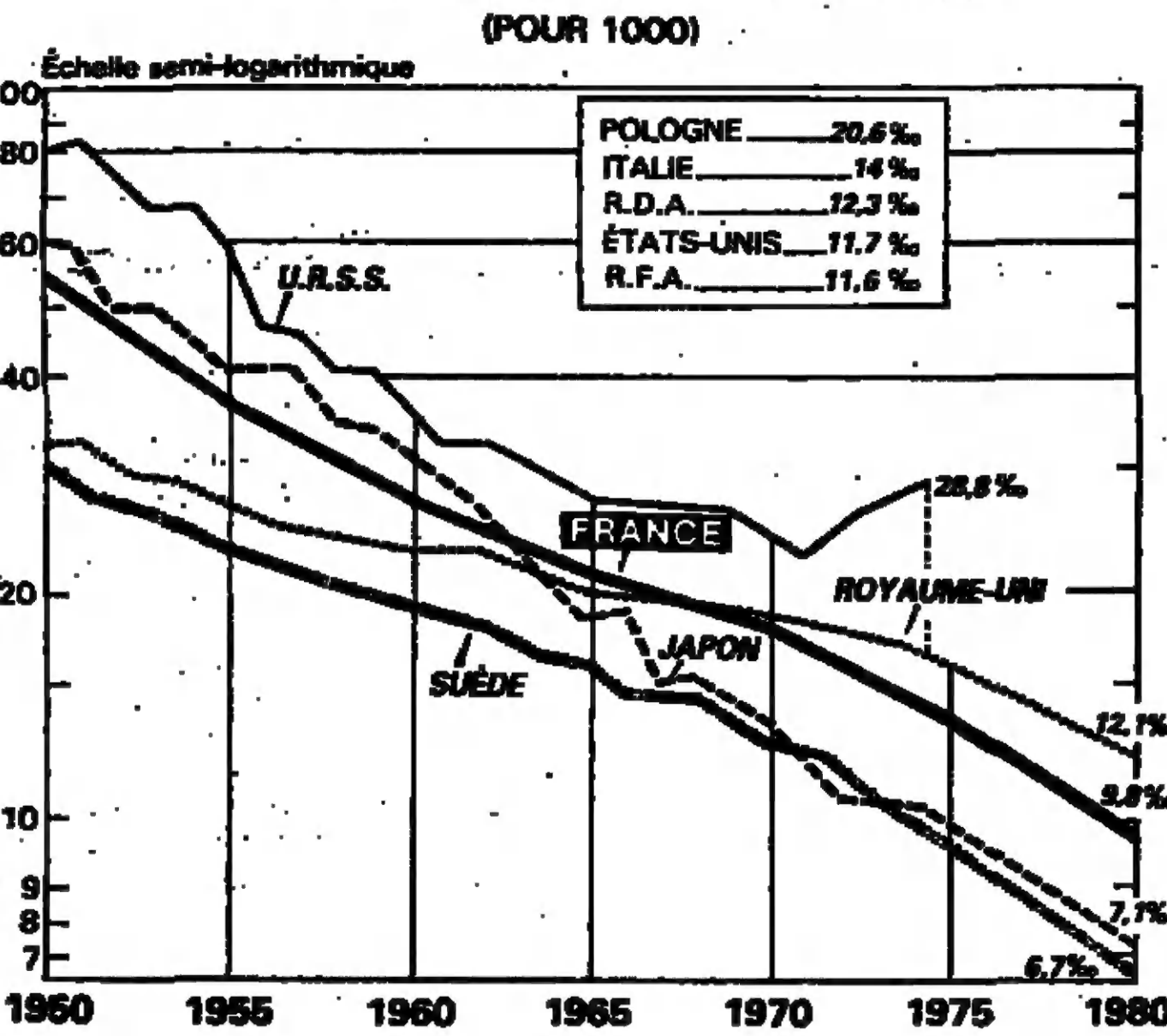
Mais ces acquis demeurent fragiles, estiment les responsables du Groupe d'études en néonatalogie et urgences pédiatriques (GENEUP). Ils sont fragiles et aujourd'hui menacés. Pourquoi ? D'abord en raison du sous-équipement médical des unités. Ces dernières, en effet, ne

atteignent à l'acquisition et à l'entretien des matériels, de mener au rationnement des fournitures.

S'ajoute à cela l'insuffisance dramatique des effectifs infirmiers dans les unités de néonatalogie, insuffisance qui a déjà conduit à des fermetures de lits que les besoins réels ne justifient pas.

En bref, concluent les responsables du GENEUP, les acquis auxquels nous sommes parvenus — ne sont pas irréversibles : une situation comparable à celle des hôpitaux londoniens, où un tiers des prématurés n'ont pu être admis, en décembre 1982, dans des lits spécialisés, n'est plus invraisemblable à moyen terme, si l'insuffisance en personnel

### TAUX DE MORTALITÉ INFANTILE (POUR 1000)



Source : INED

médical et paramédical amène la fermeture d'un nombre croissant de lits.

Les néonatalogues sont fort conscients, ajoutent-ils, des contraintes économiques générales auxquelles se heurte la gestion du système de santé. Mais ils soulignent que, chaque année, des morts et des handicaps ne sont évités que par le maintien d'un niveau technique très élevé, aujourd'hui menacé. Ils demandent, donc, outre la création de postes médicaux et paramédicaux dans les unités de néonatalogie, indispensables pour éviter l'épuisement du personnel, une planification d'ensemble, fortement régionalisée, soit mise en œuvre, de telle sorte que l'ensemble du territoire national soit couvert. Bref, ils souhaitent qu'une véritable politique de la périnatalogie soit élaborée, qui permette d'assurer, pour l'avenir, le maintien d'acquis essentiels qui n'ont dû d'exister, jusqu'à présent, qu'à un ensemble de bonnes volontés insuffisamment coordonnées.

CLAIRE BRISSET.

(1) Et 5,5 ‰ en 1981.  
(2) F. Beaufils, M. Dehan, J.-P. Fournet, J.-C. Gablilan, C. Lejeune, M. Vial, Groupe d'études en néonatalogie et urgences pédiatriques (GENEUP) de la région parisienne.

## Près de deux fois moins de naissances prématurées en dix ans

par le professeur  
ÉMILE PAPIERNIK (\*)

N'AITRE trop tôt est, aujourd'hui comme hier, un danger véritable pour l'enfant. Il peut en mourir tout d'abord. Il peut aussi être dans un tel état de détresse vitale qu'il sera nécessaire d'utiliser des techniques de réanimation très perfectionnées qui peuvent le sauver. Mais même les prestations de soins les plus attentives n'évitant pas toujours la constitution de séquelles permanentes : lésions cérébrales, surdités, cécités, déficiences mentales...

Bien entendu, la gravité de la maladie varie avec l'importance du raccourcissement de la durée de la gestation : d'une mort presque certaine quand la naissance survient à six mois de grossesse, à des risques très faibles quand l'enfant naît à huit mois. La plupart de ces nouveau-nés auraient été normaux si la grossesse avait eu une durée normale de neuf mois.

C'est pour prévenir de tels accidents que nous avons mis au point une prévention spécifique. Celle-ci avait été l'un des thèmes essentiels de la politique de santé proposée dès 1970 par le « programme finalisé périnatalité » lancé par le ministère de la Santé (M. Robert Boulin, puis M. Marie-Madeleine Dienesch).

A cette époque, le taux de naissances prématurées était en France de près de 8 ‰. Nous avions fait le pari qu'il était possible de réduire ce taux de moitié en dix ans.

Ce pari, nous l'avons tenu. La fréquence des naissances avant terme est, aujourd'hui, de 3,5 ‰ à l'hôpital Antoine-Béclère de Clamart (Hauts-de-Seine), contre plus de 7 ‰ il y a dix ans. Cela est observé non seulement dans le service que je dirige, mais dans de multiples maternités du pays où les mêmes techniques ont été employées. Les enquêtes de M. Rumeau-Bouquien (Institut national de la Santé et de la Recherche Médicale - INSERM) montrent que de tels résultats, en France, ne sont pas exceptionnels (1).

De plus, la prématurité est un accident de naissance à distribution sociale inégale, dont la fréquence est nettement plus élevée dans les classes sociales les plus défavorisées. Une enquête de l'INSERM réalisée en 1972 montrait que la fréquence de la prématurité variait de plus du simple au double selon la profession du mari ou le niveau d'études de la femme.

Or nos travaux ont montré qu'une politique active de prévention de la prématurité pouvait réduire de moitié la fréquence de la prématurité. Notre démonstration porte sur la population venant consulter à l'hôpital Antoine-Béclère à Clamart, où notre service ouvert depuis dix ans a assuré plus de 24 000 accouchements, qui s'ajoutent à son action en gynécologie, particulièrement orientée vers la lutte contre la stérilité du couple.

### Le rôle des efforts physiques

Notre abord du problème a d'abord consisté à mieux comprendre les raisons de cet accident d'interruption prématurée et spontanée de la grossesse, dont les spécialistes ignorent l'essentiel jusqu'à une période récente. Nous savions que certaines causes sont liées à un événement particulier tel qu'une grossesse gémellaire ; un excès de liquide amniotique, un saignement associé à un placenta inséré anormalement bas.

C'est que nous avons démontré, c'est la relation de cet accident avec certains événements de la vie quotidienne, tels que des efforts physiques pénibles. Nous avons aussi montré qu'il était possible de reconnaître pendant la grossesse des pré-

dispositions de plus près. Nous avons alors constaté que l'information élémentaire sur la grossesse a disparu dans nos sociétés alors qu'elle demeure très vivace dans le tiers-monde, où la prématurité semble fort rare, notamment dans les zones rurales. La grossesse d'urbanisation, entre autres, porte atteinte à la fois au système d'information traditionnelle et au réseau d'entraide des femmes du village.

Dans les sociétés urbanisées, personne n'enseigne plus à la jeune femme enceinte à reconnaître l'apparition d'une contraction utérine. Personne ne lui dit plus la relation entre la contraction et le type d'effort que la médecine populaire savait interdire aux femmes enceintes : soulever une lessiveuse, étendre le linge... Il n'est pas besoin d'un enseignement de type scolaire pour assurer le transfert de ce type d'information.

A cet égard, les résultats remarquables des préparations à l'accouchement, sans douleur assurées par les sages-femmes nous ont guidés. Nous avons renoué le fil de la tradition qui faisait de la sage-femme la porteuse de la connaissance sur la grossesse et l'accouchement.

Par la reconstruction d'une information qui n'aurait jamais dû disparaître, ce que nous visons n'est autre que de rendre consciente la femme enceinte de sa capacité à modifier le cours de sa grossesse. Quand elle a compris tout particulièrement la relation précise de certains efforts physiques avec l'apparition de contractions de l'utérus, elle devient capable de prendre en charge elle-même la gestion des événements qui peuvent conduire à une naissance prématurée ou au contraire à un accouchement à terme.

### Renouer les réseaux de l'information

Tel était l'enjeu, tels étaient les moyens. Ainsi apparaît-il que la prévention peut ne pas être seulement une parole ou un slogan. Elle peut être efficace. Il faut démontrer le mécanisme de l'accident à éviter ; mettre en œuvre certaines actions précises, un arrêt de travail par exemple, quand le métier est physiquement pénible. Il faut surtout mettre à la disposition des intéressées les moyens de modifier leur situation présente. On s'aperçoit alors que beaucoup sont capables de gérer leur capital santé et d'éviter des accidents qui paraissent fatidiques à y peu, telle que la naissance prématurée d'un enfant avec les risques considérables qu'elle comporte pour lui et pour le groupe social.

Les excellents résultats ainsi obtenus ont été source d'inspiration dans des structures de type ancien où prévalaient la bonne volonté, le bénévolat, pour ne pas dire le sacerdoce de tous les participants. Si l'on n'adapte pas l'outil aux nécessités de l'heure, les résultats acquis par l'obstétrique moderne, tout comme ceux de la pédiatrie du nouveau-né, sont menacés à court terme.

La question pouvait donc se poser : l'obstacle le plus formidable à nos efforts n'était-il pas, avant toute autre chose, ce défaut d'information ? Il fallait analyser cette hypo-

(\*) Professeur agrégé à la faculté de médecine Paris-Sud, chef de service de gynécologie-obstétrique à l'hôpital Antoine-Béclère (Assistance publique de Paris) de Clamart (Hauts-de-Seine).

(1) Selon les derniers chiffres publiés par l'INSERM, le taux moyen de prématurité, en France, était de 8,2 ‰ en 1972, de 6,3 ‰ en 1976 et de 5,6 ‰ en 1981.

## VALMONT clinique médicale

OUVERTE TOUTE L'ANNÉE, 1823 GLION-S.-MONTREUX (Suisse)  
à 1 h. de Genève - Tél. 1941-21, 6348-51 (10 lignes) - Téléc. 453.157  
600 m d'altitude, face au lac Léman, climat doux, grand parc en dehors de toute circulation routière publique, à proximité de Montreux. Clinique de pathologie interne organisée pour les traitements des affections nécessitant des soins médicaux réguliers, une diététique individuelle, du repos et de la tranquillité. Centre de cardiologie, Physiothérapie - Kinésithérapie - Electrothérapie - Hydrothérapie - Electrocardiographie - Rayons X - Examens de laboratoire.

TOUTS SOINS PAR ÉQUIPE MÉDICALE RÉPUTÉE

ROBLOT S. A.

Handwritten signature or mark.



## Ile-de-France

## Pourquoi donc un opéra à la Bastille ?

La place de la Bastille, où le président de la République souhaite voir construit un opéra populaire de quelque deux mille cinq cents places, n'a jamais été qu'un vaste carrefour aménagé au gré des événements, et qui, contrairement aux autres places monumentales de Paris, comme la Concorde, Vendôme ou même de l'Opéra, n'a jamais fait l'objet d'un plan d'ensemble, architectural ou urbanistique.

Les maisons qui le bordent à l'ouest ont été construites sous Louis-Philippe, sous le Second Empire et même pendant la III<sup>e</sup> République. A l'est, en revanche, l'îlot compris entre les rues de la Roquette et de Charenton forme le front ancien du vieux faubourg, et la maison qui se dresse sur la place, à l'angle de la rue de Charenton, dite de la Tour d'Argent, est certainement une des seules qui soient contemporaines de la prise de la Bastille.

La forteresse de la Bastille, gothique démolie entre 1789 et 1791 dont l'implantation est figurée dans le pavé de la place, commandait le passage de la ville vers les faubourgs au nord de la rue Saint-Antoine, et c'est pour aménager l'espace infirme ainsi délaissé qu'on décidait de créer une « esplanade patriotique », centrée sur un monument qu'on voyait comme une fontaine entourée de maisons à colonnes doriques.

Mais l'Empire survint, et un nouveau projet fut mis à l'étude en 1806, Napoléon ayant décidé, pour célébrer l'arrivée à Paris des eaux de l'Oura, de faire ériger une fontaine monumentale au centre de ce grand carrefour irrégulier. L'empereur, toujours hanté par la campagne d'Egypte ou le passage des Alpes par Hannibal, confia à Cellerier le soin de dresser les plans d'un édifiant géant « coulé dans le bronze des canons pris aux Espagnols » et qui, de sa trompe, cracherait l'eau dans un immense bassin.

Après avoir bâti au centre de la place un socle destiné à recevoir cet extraordinaire pachyderme, Jacques Cellerier, relayé par Jean-Antoine Alavoine, fit exécuter une maquette en bois recouverte de plâtre du futur monument qui subsista — et dans quel état — jusqu'en 1848 (après avoir été déplacé sous la Restauration), mais qui permit à Victor Hugo d'écrire une des scènes les plus célèbres des *Misérables* puisque c'est dans le ventre de l'édifiant que se réfugièrent toute une nuit Gavroche et son petit frère.

C'est également Alavoine, associé à Joseph Louis Duc, qui dessina et construisit, cette fois au milieu de la place, un monument prévu en vertu de la loi du 13 décembre 1830 à la mémoire

des mille huit cents morts des Trois Glorieuses. Ainsi naquit la colonne de juillet (174 tonnes de bronze, 51 mètres de haut) surmontée du célèbre génie de la Liberté.

Formée maintenant au trafic, la petite gare de la Bastille n'en accueille pas moins beaucoup de monde depuis sa reconversion en hall d'exposition. Mais elle est très certainement condamnée puisqu'on envisage de construire en partie sur son emplacement ce fameux opéra populaire dont on parle tant.

En partie, seulement, car les résultats d'une enquête dans les archives et anciennes maisons de la rue de Charenton, ilot jusqu'ici préservé et chargé de tant de souvenirs du vieux faubourg, seront, paraît-il, corrigés dans le plan de démolition.

## Manque de réalisme

L'idée d'un opéra recevant quotidiennement une telle concentration de spectateurs dans un quartier peu accessible (1) et dont on doit démolir, sans aucun respect, la partie la plus intéressante et la plus évocatrice de son passé, paraît peu réaliste. En effet, Paris possède déjà quatre théâtres lyriques : l'Opéra, l'Opéra-Comique et deux autres, le Théâtre lyrique depuis deux ans Théâtre lyrique municipal et le Théâtre des Champs-Élysées qui n'est utilisé qu'exceptionnellement. Enfin et surtout, nul ne songe à une cinquième scène vouée au silence depuis bien longtemps. C'est le Gaîté-Lyrique, construite en 1881, délaissée suite à l'arrivée de mille six cents places proche de Beaubourg et du centre culturel de la capitale. Elle appartient, d'ailleurs, à la Ville de Paris, et sa restauration ne devrait pas poser de problème.

Si on condamne définitivement le minable gare de Vincennes et le cinéma qui la jouxte, pourquoi ne pas élever à leur emplacement une « maison des expositions » d'une hauteur raisonnable et dont l'architecture n'écarterait pas un environnement ancien qui reste un des seuls charmes de la place de la Bastille ? Le succès remporté par toutes les expositions qui sont présentées dans les halls de la vieille gare, et dont les plus prestigieuses sont celles des antiquaires et celle des vieux papiers, devrait encourager les pouvoirs publics à substituer au projet d'un Opéra populaire celui d'un centre artistique qui animerait tout l'est de Paris.

ANDRÉE JACOB.

(1) Le sol de la place de la Bastille est une véritable tanière : on y trouve trois lignes de métro, le canal Saint-Martin souterrain qui aboutit au boulevard de la Bastille et les canaux des victimes de 1830. Il semble difficile d'y construire un parc automobile souterrain.

## APRÈS LA DÉCISION DU CONSEIL D'ÉTAT

## M. Chirac fait préparer un nouveau plan d'aménagement du quartier Champperret

Les travaux de construction de la ZAC (zone d'aménagement concerté) Champperret, dans le dix-septième arrondissement, à Paris, sont-ils vraiment arrêtés, comme l'a ordonné le Conseil d'État le 6 juillet dernier ? L'affaire (*Le Monde* du 2 et du 23 juillet) continue à susciter de vives réactions.

Constatant qu'une certaine activité persistait sur le chantier plusieurs jours après la notification du jugement et après les arrêtés pris par M. Jacques Chirac, le 19 juillet, ordonnant à son tour l'arrêt des travaux de construction, l'Association de sauvegarde de l'environnement Maillot-Champperret a obtenu la nomination d'un huissier qui s'est rendu sur les lieux le 28 juillet.

Celui-ci a constaté qu'il ne restait sur le chantier qu'une quinzaine d'ouvriers sur le chantier, mais que le travail continuait. Les représentants de l'entreprise — la société Schwartz-Haumont — ont expliqué que les opérations encore en cours consistaient à démonter les échafaudages et à obtenir les ouvertures pour éviter des accidents et l'installation éventuelle de soutènements, mais que la construction elle-même était interrompue.

L'achèvement de ces mesures, prescrites par la Ville et indispensables à la sécurité des biens et des personnes, prendra encore quelques semaines. L'association soutient que l'exécution de l'arrêt du Conseil d'État aurait dû être beaucoup plus rapide.

De son côté, l'union régionale C.G.T. proteste contre la décision de juridiction administrative qui, selon elle, menace des centaines d'emplois et entrave la réalisation d'équipements et de logements sociaux indispensables.

La Ville de Paris, quant à elle, souligne que la remise en cause de la ZAC touche une école, maternelle, une halte-garderie, une piscine et six immeubles locatifs, qu'elle va mettre des ouvriers en chômage technique et qu'elle entraînera un renchérissement du coût de cette opération, qui en définitive, sera payée par les contribuables parisiens.

C'est pourquoi M. Chirac a demandé à ses services de préparer « dans les meilleurs délais » un nouveau plan d'aménagement de zone (puisque le plan actuel a été annulé) qui tiendra compte des observations de la juridiction administrative.

## régions

## Vivre au pays et parler sa langue

Lorsqu'il était candidat à la présidence de la République, M. François Mitterrand avait promis de favoriser l'enseignement des langues et cultures régionales. Après une période d'étude et de concertation, M. Alain Savary, ministre de l'éducation nationale, a défini en juin 1982 « un programme d'actions pour une période de trois années ». De son côté, M. Jack Lang, président des initiatives pour mettre en application les propositions du rapport de M. Henry Groussier, « Démocratie culturelle et droit à la différence » (février 1982).

Une circulaire du 21 juin 1982 précise l'engagement de l'État pour l'organisation des enseignements de langues et cultures régionales (1). Ceci-ci doit être dispensé de la maternelle à l'université « non pas comme une matière étrangère, mais comme une matière spécifique ». L'objectif du ministre est de favoriser le volontariat des élèves et des enseignants, dans le respect de la compétence du service public.

Un an après ces décisions, les premiers résultats d'une enquête dans les académies par le ministère permettent de constater que, dans les écoles maternelles et élémentaires, le nombre d'élèves « concernés par des expériences significatives d'enseignement des langues et cultures régionales » atteint cent dix mille. Soit six fois plus que pendant l'année scolaire 1980-1981.

La création de chaires et de postes de maîtres itinérants et de conseillers pédagogiques des académies d'initiation dans les classes à tous les niveaux. Un nombre croissant d'élèves devraient ainsi être formés grâce à la mise en place d'une option

facultative de langues et cultures régionales aux composantes d'entrée aux écoles normales. Cette année, plus de mille candidats ont choisi cette option.

Dans les collèges et les lycées, l'affectation de postes spécifiques, — une vingtaine, — et d'heures supplémentaires a permis une progression importante du nombre d'établissements dans lesquels existent des options de langues et cultures régionales. Un enseignement facultatif d'une heure est prévu, dès la prochaine rentrée, pour les classes de sixième et les classes de cinquième s'engageant à suivre ce cours. À partir de la classe de quatrième, une option « langues et cultures régionales » de trois heures est proposée aux élèves, qui peuvent continuer cet enseignement dans le second cycle. Ils ont été dix mille à choisir cette option au baccalauréat de 1983.

Le ministère a aussi créé des postes dans l'enseignement supérieur et accordé des habilitations pour délivrer des formations à l'occitan, au basque, au catalan, au breton et au corse dans les universités des régions dialectophones (2). Enfin, les centres régionaux de documentation pédagogique (C.R.D.P.) ont publié, grâce à des crédits spécifiques, un matériel pédagogique.

Toutes ces dispositions permettent à M. Jean-Claude Luc, chef de la mission de l'action culturelle et des langues et cultures régionales au ministère de l'éducation nationale, de dire que, « actuellement, et selon les informations dont il dispose, l'enseignement est organisé dans tous les établissements dans lesquels un nombre de familles suffisant en a exprimé le souhait ». Cependant, les

responsables de la mission reconnaissent que des difficultés subsistent, car l'information des familles n'est pas toujours réalisée correctement dans toutes les écoles et tous les lycées. Mais la volonté du ministre de favoriser la décentralisation impose que la demande vienne de la base, donc des parents.

Les nombreuses associations qui militent pour le développement des langues régionales souhaitent en outre que l'État « fasse plus ». « Les revendications des associations sont nettement supérieures aux besoins réels », explique M. Jacques Boulenc, l'adjoint au chef de la mission, dans un entretien publié par l'hebdomadaire *l'Éducation*. Le ministre, ajoute-t-il, a décidé, « au moins pour les trois ans qui viennent, de ne répondre qu'à ses besoins ». Il faut, cependant, objectivement, donner toutes les possibilités aux familles. On verra après... »

Entre les militants bretons du basque et le ministre, la polémique continue. L'ouverture à la rentrée (3) de deux classes bilingues (occitan et breton), qui s'ajoutent aux deux écoles bretonnes et à l'école basque, favoriseront-elles une évolution ?

SERGE BOLLOCH.

(1) La loi Deixonne — du nom d'un député — de 1951 reconnaît officiellement cinq langues : le basque, le breton, le catalan, le corse et l'occitan.  
(2) Cette année, l'université de Rennes-II a délivré les soixante-sept premières licences de breton. Le moyen d'âge des diplômés, presque tous des salariés, est de trente-huit ans.  
(3) Les écoles bilingues déjà ouvertes sont les suivantes : Saint-Rivoire (Finistère) ; breton ; Lannion (Côtes-du-Nord) ; breton ; Sarre (Pyrénées-Orientales) ; basque. Pour la rentrée 1983-1984, une classe d'occitan sera ouverte à Sarlat (Dordogne) et une classe de béarnais dans les Pyrénées-Orientales.

## Pour apprendre le basque aux petits et aux grands

De notre correspondant

Bayonne. — « C'est blesser un peuple de sa langue, de lui-même que de l'enseigner dans sa langue et sa culture. Le temps est venu d'un statut des langues et cultures de France qui leur reconnaisse une existence réelle ». Voilà ce que déclarait M. François Mitterrand à Lorient, le 14 mars 1981.

Les oreilles des Basques ne s'émeuvent plus de ce genre de promesses électorales : ils d'espérer réparation du pouvoir parisien à un siècle de « persécution culturelle », on a commencé à s'organiser pour essayer d'entraîner la lente agonie d'une langue considérée comme une des plus vieilles du monde.

Sans nier les progrès réalisés à partir des années 1980 par l'obligation scolaire, il reste que l'initiation à l'école de la langue basque a été des générations de paysans, d'artisans et d'ouvriers ruraux dans la honte de leur langue et de leur identité culturelle. Mais si la loi ne reconnaît toujours que le seul français comme langue d'enseignement, le basque figure aujourd'hui dans les programmes de l'éducation nationale, dont nous dressons ci-dessous l'inventaire.

## A. — DANS LE PRIMAIRE

Secteur public : vingt-quatre instituteurs itinérants (dix en 1981) et une conseillère pédagogique enseignent la langue basque à raison de trois heures par semaine. Il existe ici de deux cent soixante-dix écoles, et l'on estime qu'une centaine de ces professeurs itinérants serait nécessaire pour satisfaire à la demande.

Dans le petit village de Sare a été ouverte en avril dernier la première maternelle bilingue de l'enseignement public où l'euskara (langue basque) est utilisée comme langue d'enseignement à égalité avec le

français. Une vingtaine d'enfants ont participé à cette expérience qui devrait se continuer à la rentrée prochaine avec la création d'une classe primaire.

Secteur privé : trois maternelles hors contrat accueillent les enfants en basque, sans exclure la langue française (trois heures hebdomadaires). Dans la primaire, les trois heures hebdomadaires sont assurées en grande partie par les instituteurs, dont 70 % environ sont « basco-phones », aidés en cela par huit itinérants. Les activités d'éveil sont également faites en langue basque.

## B. — DANS LE SECONDAIRE

Secteur public : douze collèges assurent tant bien que mal une initiation à l'euskara, qui va d'une heure par semaine en 6<sup>e</sup> et 5<sup>e</sup> à la classification de deuxième langue vivante en 4<sup>e</sup>, 3<sup>e</sup> et seconde, à raison de trois heures hebdomadaires. Mais, sauf exception, cet enseignement demeure marginal, soit parce qu'il s'agit d'une matière à faible coefficient, soit parce qu'il est dispensé en dehors des heures de cours. Une association de parents d'élèves (ELEB) vient d'ailleurs de voir le jour pour dénoncer l'indifférence, si ce n'est l'hostilité, de certains chefs d'établissement à un enseignement de basque.

Secteur privé : un même enseignement est dispensé en 6<sup>e</sup>, 5<sup>e</sup> dans trois collèges ; l'option seconde langue est, elle, assurée dans cinq établissements d'autres cours. Mais, en l'absence de licence de basque, ces heures d'euskara sont payées en dessous de la rétribution des autres matières.

## C. — A L'UNIVERSITÉ

Bien qu'il existe à Bordeaux un professeur, un assistant et un lecteur

de basque, ainsi qu'un assistant et un maître-assistant de sociologie basque à Pau, ces cours ne sont sanctionnés ni par un DEUG (1), ni par une licence, ni encore par une maîtrise. Seul existait, avant mai 1981, pour le basque à l'université de Bordeaux-III, outre deux sujets de premier cycle, un certificat de langue, littérature et civilisation basques pouvant servir pour la licence et la maîtrise de langues vivantes et de lettres modernes.

Depuis l'arrivée des socialistes au pouvoir, et après que fut accordée en septembre 1981 l'habilitation pour une licence de breton à l'université de Rennes, une demande d'habilitation pour un DEUG de licence et maîtrise de langue et culture basque fut déposée au printemps 1982 par l'université de Bordeaux-III, où se trouve la seule chaire de langue et littérature basques existant en France. Elle fut néanmoins refusée par le ministre.

Une demande similaire fut déposée à nouveau au printemps 1983, et le même refus lui fut opposé, sous le prétexte que le ministre envisageait la formule d'un contrat entre l'université et lui-même en vue d'organiser un enseignement du niveau de la licence qui représenterait une cinquantaine d'heures et qui pourrait être intégré dans des diplômes existants ou constituer un module indépendant.

A Bayonne, on constate qu'il existe deux pôles et deux mesures : acceptation pour une licence de breton, habilitation donnée à l'université de Perpignan pour un DEUG de catalan, annonce faite par le président de la République pour l'obtention d'un DEUG de langue et culture corse à l'université de Corte, rien pour la langue basque.

« Les Basques resteront-ils toujours des mal-aimés ? », se plaint Jean Haritschelhar, titulaire de la chaire de basque à l'université de Bordeaux et responsable d'Euskaltzaindia au nord de la Bidassoa, qui ajoute : « Comment prétend-on former les futurs maîtres de l'enseignement secondaire si l'on n'accorde pas un cursus complet, seul capable de les former, comme tous les autres, dans n'importe quelle discipline ? »

## D. — LA FORMATION DES MAÎTRES

En préparation à cette licence de basque était créé à Bayonne, à la rentrée de 1981, un diplôme universitaire de basque sous l'égide de l'université de Bordeaux-III et délivré après trois ans de scolarité. Un premier cycle d'études, « formation fondamentale », d'une durée de deux ans, comprend quatre unités de valeur : linguistique basque, civilisation, littérature et culture basques.

Édité par le S.A.R.L. *Le Monde*  
Gérant : André Laurens, directeur de la publication  
Anciens directeurs : Hubert Bonnes-Méry (1944-1959) Jacques Fauvet (1959-1982)  
Imprimeur : Le Monde, 51 rue de la Harpe, PARIS-20  
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.  
Commission paritaire des journaux et publications : n° 57 437.  
ISSN : 0395 - 2037.

tion, linguistique appliquée et histoire de la littérature. Le deuxième cycle (formation approfondie) comprend trois unités de valeur : littérature, civilisation et linguistique.

## E. — LA RECHERCHE

Enfin, au dernier échelon, on trouve les chercheurs dont le travail vise à être institutionnalisés par la création en pays basque d'une antenne du C.N.R.S. (Centre national de la recherche scientifique). Deux axes de travail au programme de cette Équipe de recherche associée (ERA) : la langue et les études littéraires.

Quatre thèses de troisième cycle et de doctorat ont été soutenues avec succès depuis 1981 et trois autres devraient l'être avant la fin de l'année : six sont actuellement en préparation.

## F. — ÉKASTOLA : DES ÉCOLES RÉCONSTRUITES

Créées il y a quinze ans, ces écoles privées non confessionnelles accablent actuellement plus de six cent cinquante élèves. L'enseignement se fait uniquement en basque, dans vingt-deux maternelles, en basque et en français dans sept primaires, en basque, en français et en espagnol dans la secondaire ouvert il y a trois ans.

Ignorées à leur naissance, objet de tracasseries et formelles lors de la création des classes primaires, elles n'ont survécu pendant très longtemps que grâce à la générosité des populations. Devant leur extension, les élus locaux ont accepté de leur octroyer quelques subventions.

PHILIPPE ETCHÉVERRY.

(1) Diplôme d'études universitaires générales.

## La plate-forme de Bordeaux

Cinq associations soutiennent des écoles privées en langues bretonne, basque, occitane, catalane et corse (1) ont publié une plate-forme revendicative commune à l'issue d'une réunion qui a eu lieu le 24 juillet à Bordeaux. Ce rassemblement avait pour but de « répondre collectivement » aux dernières propositions du ministère de l'éducation nationale concernant le statut et l'aide financière à ces écoles.

À partir de 1982, les associations avaient obtenu des subventions compensant leur déficit. Au début de 1983, le ministère avait accepté de négocier une convention spéciale avec elles, comprenant, précise-t-il aujourd'hui, « la participation aux frais de fonctionnement des écoles par une subvention qui ne serait pas inférieure à 50 % du traitement des enseignants habilités », et prévoyant l'ouverture de classes à partir d'un seuil « de 10 à 15 élèves » qui reste à préciser. Le ministère, qui ne souhaite pas intégrer au service public des initiatives privées prises à une autre époque et dans un contexte différent, a mis sur une politique spécifique des lan-

gues régionales dans les établissements scolaires publics.

Les associations signataires du texte de Bordeaux demandent, quant à elles, la prise en charge complète des systèmes d'enseignement existant dans les cycles pré-élémentaire, élémentaire et secondaire, et la fin de la dépendance des associations à l'égard des pouvoirs publics. Elles revendiquent aussi la mise en place d'une double filière d'enseignement (langue régionale et française), et le recrutement des enseignants « dans l'aire linguistique concernée » (commission de maîtres basques espagnols par exemple), tandis que le ministère s'en tient aux conditions légales qui admettent la nationalité française.

Dans une lettre adressée à M. Alain Savary, les cinq associations demandent à être reçues par le ministre de l'éducation nationale avant le 20 août. Mais rue de Grenelle on semble plus favorable, et dans l'attente d'une autre lettre, à conduire la négociation au niveau des recteurs.

(1) Respectivement : Diwan, « Sokola », « Eskola », « Brezola » et « Scola corse ».

## Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Mathématiques  
75426 PARIS CEDEX 19  
CCP Paris 4207-25

ABONNEMENTS  
3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 354 F 367 F 380 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
401 F 414 F 427 F 440 F

ÉTRANGER  
(par mandat postal)

L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
381 F 394 F 407 F 420 F

II - SUISSE, TUNISIE  
454 F 467 F 480 F 493 F

Par voie aérienne  
Taux sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque  
postal (ou mandat) doivent leur  
justifier ou chèque à leur demande.

Changements d'adresse : diffuser ou  
provisionnels (sans nouvelles de plus) ;  
nos abonnés sont invités à formuler  
leur demande une semaine au moins  
avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à  
toute correspondance.

Publication hebdomadaire  
révisée tous les ans, progrès en  
capitalisme d'impérialisme.

مكتبة من الأصل



## SOIRÉES

## AVIGNON

## Auteurs, écritures

★ Trottoirs de Buenos-Aires :  
37, rue des Lombards. Tél. : 260-  
44-41. Tous les soirs sauf le lundi, à  
22 h 30. Entrées et première  
consommation, 50 F.

cher. Ce dernier nous prie de préciser qu'il a travaillé plusieurs années sur ce sujet et que le texte final a été écrit « en étroite collaboration avec Jean-Loup Rivière ».

Que l'on ne voit pas ici un procès d'intention : l'enfer, dit-on, est pavé des meilleures. Mais se rend-on tout-

**RÉPONSE AUX ÉLUS**

de l'Académie française, à l'époque où son enseignement était très recherché. Il avait été souvent invité donner des récitals à Paris et dans la plupart des capitales européennes.

---

de l'Académie française, à l'époque où son enseignement était très recherché. Il avait été souvent invité donner des récitals à Paris et dans la plupart des capitales européennes.

ieu me savonne !, tourné unique-  
à la ville, fait hurler de rire — du  
dans sa version originale, car

---

de l'Académie française, à l'époque où son enseignement était très recherché. Il avait été souvent invité donner des récitals à Paris et dans la plupart des capitales européennes.

**Le Monde**  
 Journal de la semaine  
 1934  
 1935  
 1936  
 1937  
 1938  
 1939  
 1940  
 1941  
 1942  
 1943  
 1944  
 1945  
 1946  
 1947  
 1948  
 1949  
 1950  
 1951  
 1952  
 1953  
 1954  
 1955  
 1956  
 1957  
 1958  
 1959  
 1960  
 1961  
 1962  
 1963  
 1964  
 1965  
 1966  
 1967  
 1968  
 1969  
 1970  
 1971  
 1972  
 1973  
 1974  
 1975  
 1976  
 1977  
 1978  
 1979  
 1980  
 1981  
 1982  
 1983  
 1984  
 1985  
 1986  
 1987  
 1988  
 1989  
 1990  
 1991  
 1992  
 1993  
 1994  
 1995  
 1996  
 1997  
 1998  
 1999  
 2000  
 2001  
 2002  
 2003  
 2004  
 2005  
 2006  
 2007  
 2008  
 2009  
 2010  
 2011  
 2012  
 2013  
 2014  
 2015  
 2016  
 2017  
 2018  
 2019  
 2020  
 2021  
 2022  
 2023  
 2024  
 2025  
 2026  
 2027  
 2028  
 2029  
 2030







# COMMUNICATION

Mardi 2 août

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 **Mardi 2 août** : Emission de M. et G. Carpentier. Avec Mireille Mathieu, Robert Castel, Popack, Sacha Distel.
- 21 h 45 **Film** : *Cousine, je t'aime*. Film espagnol de F. Trucha (1980), avec O. Ladoire, P. Molina, A. Resnais, L. Gonzales Reguerol, K. Manver. Un journaliste divorcé retrouve, à Madrid, une jeune cousine, évincée, avec laquelle il tente de retrouver l'amour et le bonheur. Un nouveau cinéma espagnol et les valeurs d'une nouvelle génération qui ne se soucie plus de Franco. Un film désordonné, mais sympathique. Se référer au doublage français.
- 23 h 15 **Journal**.
- 23 h 30 **Un soir, une étoile**.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 20 h 35 **Les dossiers de l'écran** : Un pont trop loin (2 parties). Film anglais de R. Attenborough (1977), avec D. Bogarde, J. Csan, S. Connery, E. Fox, E. Gould, G. Hackman, etc. L'échec sanglant de la bataille d'Arnhem, devant la résistance des forces allemandes, sous-estimées par l'état-major de Montgomery. La partie la plus spectaculaire d'une superproduction où l'on ne compte plus les vedettes dans les rôles de personnages historiques. Mais le film, dans son ensemble, s'élève contre un massacre qui aurait pu être évité.
- 22 h 20 **Débat** : 1944 en Hollande : échec des alliés à Arnhem. Avec les généraux J.D. Frost, H. Harmel, M.M. M. Blumenthal et E.J. Muller, et M. Foot, historien, G. Benigne, écrivain, et A. Deuss, officier de la résistance hollandaise de 1942 à 1945.
- 23 h 20 **Journal**.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 **La dernière séance** : Soirée Robert Mitchum.

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- Emission d'E. Mitchell et G. Jourdain. A 20 h 45, Tom et Jerry, à 22 h 20, Les Aventures de l'époque.
- 20 h 50 **Premier film** : *L'Avanturier du Rio Grande*. Film américain de R. Parrish (1959), avec R. Mitchum, J. London, G. Merrill, P. Armendariz, J. Oakie, A. Dekker. Un pistolet, qui se croit indétricable au Texas, entre au service d'un dictateur au Mexique et mène une existence de paria. Une aventure inhabituelle (dans le western) et traitée avec originalité. On sera sensible au style de Parrish et à l'interprétation, par Robert Mitchum, d'un personnage humain, vulnérable.
- 22 h 40 **Journal**.
- 22 h 55 **Deuxième film** : *Trahison à Athènes*. Film américain de R. Aldrich (1959), avec R. Mitchum, E. Mueller, S. Baker, G. Scala, L. Billel, M. Goring (N.). Un journaliste américain, correspondant de guerre à Athènes au moment de l'invasion allemande, est mêlé, malgré lui, à une affaire d'espionnage et traqué par les nazis. Aldrich s'est plu à mêler d'une action soignée, au film d'aventures et de guerre à l'étude psychologique. Mitchum, lui, n'est pas déçu.
- 0 h 45 **Prélude à la nuit**. Toccata, de J. Ibert, et *Champs-Élysées*, de A. Roussel, par A. Rans (piano).

## FRANCE-CULTURE

- 21 h, *L'opéra de la Rêve*, avec Edmond Tilmont.
- 22 h, *Un rêveur de mots*, Gaston Bucheland : les valeurs de la science.
- 22 h 30, *La crise aux confins du monde* : la Norvège, avec Margareth Patric.
- 23 h 30, *New Wave*.

## FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30, **Concert** (donné à la Philharmonie de Berlin le 28 février 1963) : *Concerto pour violon, violoncelle et orchestre, Symphonie n° 1*, de Brahms, par l'Orchestre philharmonique de Berlin, dir. H. von Karajan ; sol. : A.S. Mutter, violon, et A. Messias, violoncelle.
- 22 h 30, *Fréquence de nuit* : Pékin, la Chine.

Mercredi 3 août

## PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 12 h **Vision plus**.
- 13 h 30 **Le bar de l'été**.
- 13 h **Journal**.
- 14 h 45 **Série** : *L'homme invisible*.
- 16 h 30 **Série** : *Quelques vacances*.
- 18 h **Le rendez-vous**.
- 18 h 10 **Dossier secret des trésors**. Les sept secrets de Prague.
- 19 h 5 **Météorologie**.
- 19 h 15 **Emissions régionales**.
- 19 h 40 **Jeu** : *Super-défi*.
- 19 h 45 **Jeu** : *Marions-les*.
- 19 h 53 **Loterie nationale**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 27 **Tirage du Loto**.
- 20 h 35 **Vagabondages**. Emission de R. Gicquel et D. Sanders. *Autour du violoniste Ivo Gittis et du coureur automobile Didier Pironi*.
- 21 h 35 **Portrait francophone** : José Van Dam. Réal. G. Corbion. *Le portrait d'un chanteur d'opéra (baryton-basse) sur toutes les scènes de la planète*.
- 22 h 35 **Journal** (et à 23 h 10).
- 22 h 45 **Caméra fantastique** : *Réflexions sur un miroir*. Suite de la série P. Dovic et P. Le Gall sur le cinéma de science-fiction en France. Des extraits de films et des interviews intéressantes.
- 23 h 25 **Un soir, une étoile**.

## DEUXIÈME CHAÎNE : A 2

- 10 h 30 **ANTIOPE**.
- 12 h **Journal** (et à 12 h 45).
- 12 h 10 **Platine 45**. Avec Kim Wilde, Gérard Blanchard, Pink Floyd.
- 12 h 30 **Série** : *Les amours des années grises*.
- 13 h 30 **Série** : *le Virginien*.
- 14 h 45 **Série documentaire** : *Un monde différent*. Sur la piste des grands singes, réal. F. Rosati.
- 15 h 45 **Dessins animés** : *Tom et Jerry*.
- 15 h 50 **Sports**. Golf : *Open de Grande-Bretagne*.
- 18 h **Révis A 2**.
- 18 h 40 **Flash info**.
- 18 h 50 **Des chiffres et des lettres**.
- 19 h 15 **Emissions régionales**.
- 19 h 40 **Le théâtre de Boulevard**.
- 20 h **Journal**.
- 20 h 35 **Téléfilm** : *le Kimono rouge*. De Y. Muraloni et O. Gérard (1<sup>re</sup> partie). *L'histoire de Georges Rigot, jeune peintre caricaturiste français du XIX<sup>e</sup> siècle qui, séduit par l'art de l'estampe, abandonne sa carrière parisienne pour partir au Japon... Une production franco-japonaise*.
- 21 h 35 **Concert** : *Prokofiev*. Le *W. Symphonie* par l'Orchestre national de France, dir. L. Mautel.
- 22 h 25 **Document** : *La vie quotidienne de nos ancêtres*. Emission du C.N.R.S. Audiovisuel, réal. J. Brissot. *Les activités archéologiques en France. Le traitement des données par informatique, l'utilisation du scanner ou du microscope électronique*.
- 22 h 50 **Journal**.

## TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 19 h 10 **Journal**.
- 19 h 15 **Emissions régionales**.
- 19 h 35 **Pour les jeunes**. Bucky et Pepito : *Rock'n'roll* ; *L'alphabet magique*.
- 19 h 50 **Dessin animé** : *Ulysse 31*.
- 20 h **Les jeux**.
- 20 h 35 **Série** : *Frigolet*. Nouvelle série en six épisodes de P. Cava, L.D. Demby, R. Leric, réal. P. Cava ; avec L. Proietti, L. Polito.

VU

## Arnhem : l'improvisation désastreuse

Quand les généraux, au bout du compte, sont vainqueurs, on oublie qu'ils ont parfois été vaincus. Et on transforme en héros malheureux ceux qui ont payé les erreurs des grands chefs.

L'affaire d'Arnhem est de celles que les Alliés auraient bien voulu oublier. Le film de Richard Attenborough, inspiré par la minutieuse enquête de Cornelius Ryan, le ramène à sa vraie place : une sanglante imbecillité (1).

Montgomery n'avait pas eu sa ration de leuliers après le débarquement de Normandie. Les Américains, après le percée, avaient cavalcadé à travers l'ouest, alors qu'il descendait à grand-peine vers Falaise. Les projecteurs se tournaient vers un autre grand acteur : Patton. Et la Grande-Bretagne n'attendait pas, dans la victoire, pour les parents pauvres.

Le commandant suprême, Eisenhower, se laisse convaincre. Le grand problème de ce bon chef d'entreprise était de donner à des subordonnés peu faciles leur ration de champs de bataille et de divisions. Tous deux sortant de leur rôle. Eisenhower, de celui d'arbitre modérateur, champion d'une guerre soigneusement programmée, Montgomery, de guerrier scrupuleux qui se préparait longuement et mettait tous les atouts dans sa manche. Il crurent les Allemands vaincus et débordés et se lancèrent dans ce que le général Horrocks, dans le film, qualifie de western. On lâche à 100 kilomètres en avant une masse de parachutistes et la cavalerie des États-Unis se rejoint. Les ponts du Rhin sont franchis au sud de la Hollande, et la victoire finale est au bout du fusil.

Mais la route n'a qu'une seule voie, les transmissions n'ont pas la portée suffisante, les Jeep armées n'arrivent pas, le pauvre général Urquhart est lâché à 13 kilomètres du pont dont il devait s'emparer ; et les Allemands savaient toujours faire la guerre. Des professionnels, eux, de l'improvisation. Attenborough, derrière Ryan, ne cache rien de tout cela.

Mais il gomme l'essentiel : le légèreté d'Eisenhower et de Montgomery, qui prolongea la guerre de plusieurs mois. Il est dangereux d'écarter les statues d'un président des États-Unis et du dernier « homme de fer » qu'il ait connu l'Angleterre avant Margaret Thatcher.

JEAN PLANCHAIS.

(1) Sur A 2, lundi 1<sup>er</sup> août et mardi 2, avec le début des Dossiers de l'écran.

## CENSURE A TF 1

### Zèle ?

Censure à TF 1 ? On a d'une certaine manière. Une étrange maladresse de la direction des programmes. Un incident minime mais révélateur de l'état d'esprit qui règne à haut niveau, et qui focalise l'attention sur la première chaîne.

Mariella Righini, journaliste au *Nouvel Observateur*, se plaint d'avoir été victime d'un acte grave de censure, au cours de l'émission « Droit de question » diffusée le dimanche 31 juillet sur TF 1, où trois femmes interrogées - c'est le principe - trois personnalités masculines. Interrogées après l'écrivain Gérard de Villiers (auteur de S.A.S.) sur son attitude pendant la guerre d'Algérie, Mariella Righini lui pose la question suivante : « Combien d'Arabes avez-vous tués pendant les opérations de nettoyage ? ». La réponse, qui est passée à l'antenne, est celle-ci : « Je ne les ai pas comptés, ils étaient trop loin pour que je puisse compter », mais on n'a pas attendu la suite qui était : « Je vais vous dire tout ce que j'ai vu de l'air ».

Mariella Righini, qui revenait de vacances, et qui n'a eu vent de cette « coupe » que quelques heures avant la diffusion de l'émission « s'insurge », dit-elle, contre cette censure et s'étonne « que l'arrivée en poste d'un nouveau P.D.G. se signale par une telle attitude à l'égard de la liberté d'information. Je ne puis entendre les justifications que l'on m'en fait, car elles sont, pour moi, l'apparence de raisons qui m'indiffèrent, qu'une entrave au libre exercice de mon métier de journaliste ».

A TF 1, tout le monde semble embarrassé par l'affaire. Cette émission est toujours enregistrée plus longue qu'elle ne soit, il faut tout

jours la couper et jamais personne ne s'en plaint, nous dit-on au service de presse, cela ressemble à un procès d'intention. Selon M. Olivier de Riquenes, coproducteur avec Marc Brionne de « Droit de question » (et opposé comme lui à la coupe dont il impute la responsabilité à la direction des programmes), l'émission a été enregistrée le 8 juillet, bien avant donc la nomination de M. Hervé Bourges à la tête de la chaîne. Ce qui est important dans la mesure où on aurait pu penser que la « petite phrase » de Gérard de Villiers était dirigée contre le nouveau P.D.G. de TF 1 (dont on sait qu'il a milité pour l'indépendance algérienne et qu'il fut le conseiller du président Ben Bella). L'allusion est impossible, puisque l'époque personne ne savait que M. Hervé Bourges allait être nommé à TF 1.

Alors, pourquoi avoir fait enlever

ce morceau de phrase ? C'est joliment, alors que l'émission était visionnée collectivement (comme cela arrive fréquemment), que la direction des programmes s'est inquiétée et aurait demandé son sentiment la suppression de ce morceau de phrase mais de toute la réponse et même de la question. Négociations avec les producteurs. On coupe la poire en deux.

Des gens ont-ils eu peur pour M. Hervé Bourges ? (ou pour eux, peur de déplaire ?) Une étrange maladresse, oui. Un faux pas d'autant plus inutile que M. Hervé Bourges (qui n'était pas au courant de l'affaire) n'a jamais caché ses sympathies pour la cause algérienne. Le premier incident à régler pour le P.D.G. de TF 1. Si on avait voulu lui rendre un mauvais service, on n'aurait pas fait mieux !

CATHERINE HUMBLLOT.

## EXPÉRIMENTANT SES PROGRAMMES A L'HOTEL MÉRIDIEN

### La société britannique « Satellite Television » cherche à s'implanter en France

De notre correspondant

Londres. - L'hôtel Méridien de Paris ouvre à sa clientèle, dans le courant du mois de septembre, un programme de télévision en anglais chaque soir (1) pendant deux heures dans chacune de ses mille vingt-cinq chambres (quatre heures à partir du 1<sup>er</sup> octobre). Cette expérience constitue le premier épisode français des aventures européennes de *Satellite Television*, une société britannique spécialisée dans la diffusion de programmes télévisés par satellite sur le continent européen à partir de Londres.

Un des directeurs de *Satellite*, M<sup>me</sup> Barbara Lodge, rencontrera cette semaine à Paris des représentants de l'industrie hôtelière pour étudier les possibilités de répéter l'expérience de l'hôtel Méridien. Le but ultime de la compagnie britannique est de pouvoir diffuser ses programmes dans les futurs réseaux français de télévision par câble.

L'aventure *Satellite Television* a commencé il y a trois ans. En 1980, un producteur de la télévision britannique, Brian Haynes, eut l'idée d'utiliser un des canaux du satellite européen O.T.S. 2 lancé l'année précédente, pour diffuser un pro-

gramme télévisé en langue anglaise sur le continent. L'année suivante, il obtint le feu vert d'EuTelstat, l'organisme chargé de gérer O.T.S. 2 au nom des P.T.T. européennes (2). L'argent de la City faisait le reste et, le 26 avril 1982, *Satellite* commença à diffuser ses programmes quotidiens, un mélange de musique, de comédies, de sports, de documentaires et de documentaires.

Aujourd'hui *Satellite Television* évalue à près de quatre cent mille le nombre de foyers européens qui reçoivent son service dans quatre pays : Suisse, Finlande, Norvège et Malte. Compte tenu du coût élevé des antennes nécessaires pour capter les signaux du satellite, le programme est relayé par les compagnies de télécommunication de ces pays. Certains hôtels (cinq à Helsinki) et certains groupes commerciaux (comme le groupe Springer à Hambourg) sont équipés de façon à le recevoir directement.

En dépit de ses efforts, *Satellite Television* n'est pas encore parvenue à obtenir l'autorisation de s'implanter dans deux des pays les plus « câblés » d'Europe : les Pays-Bas et la Belgique - un marché de quatre millions de foyers capables de recevoir le service. En dépit d'un jugement de la C.E.E. selon lequel les émissions du « genre » *Satellite* devaient être librement accessibles dans tous les pays de la Communauté, les gouvernements hollandais et belge tardent à donner leur accord.

Le service offert par *Satellite Television* est gratuit, la compagnie s'étant fixée pour objectif de couvrir ses frais avec ses recettes publicitaires ; elle n'espère pas faire de bénéfices avant 1986. Au printemps dernier, *Satellite* fut trouvé dans une passe financière difficile dont il fut tiré par l'intervention du groupe News International (*Times*, *Sunday Times*, *Sun*, etc.) du magnat australien Rupert Murdoch, qui apporta de l'argent frais et s'appropriant du même coup 65% des parts de la compagnie.

(Interim.)

(1) Les autorisations des P.T.T. et de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle ont été accordées.

(2) *Satellite Television* a obtenu une passe financière difficile dont il fut tiré par l'intervention du groupe News International (*Times*, *Sunday Times*, *Sun*, etc.) du magnat australien Rupert Murdoch, qui apporta de l'argent frais et s'appropriant du même coup 65% des parts de la compagnie.

## « LE MONDE » DIFFUSE DES INFORMATIONS SUR LE VIDÉOTÉLÉPHON

Depuis le 1<sup>er</sup> août, le réseau Vidéotel de la Société italienne des téléphones (SIP) diffuse chaque jour dans le cadre des programmes spécialement réalisés à l'occasion de l'Année sainte une revue de presse européenne. Chacun des journaux choisis (un par pays membre de la C.E.E.) présentera sur quatre « pages » dans sa langue originale une sélection d'informations. *Le Monde* participe à cette expérience et diffusera ainsi chaque jour en début d'après-midi ses titres de page une.

Le réseau Vidéotel est l'équivalent du Télécel français. Les autorités italiennes ont décidé de développer ce nouveau média. Deux mille écrans sont d'ores et déjà installés dans les six plus grandes villes du pays (Rome, Turin, Milan, Florence, Venise et Naples). Le nombre de ces terminaux sera porté à 5 000 en 1985 à la fin de la phase expérimentale.

## A Dijon

### « LA BOURGOGNE RÉPUBLICAINE » DÉNONCE L'ACCORD AVEC LE GROUPE « LE PROGRÈS »

M. Jean-Charles Lignel, P.D.G. de la société Delacourche, éditrice du *Progrès* (Lyon), a exigé par voie d'huissier, lundi 1<sup>er</sup> août, que lui soit restituée l'ancienne imprimerie des Dépêches à Dijon. Celle-ci est à présent le siège social de la société coopérative ouvrière de production (SCOP) fondée par les anciens ouvriers des *Dépêches* qui avaient refusé de suivre le transfert de l'imprimerie du quotidien de Dijon à Chassieu, près de Lyon.

Aux termes d'un accord intervenu après un conflit parfois violent entre la Fédération française des travailleurs du Livre (C.G.T.) et M. Lignel, les ouvriers avaient obtenu la possibilité de racheter l'imprimerie pour la somme de 13 millions de francs (initialement 15) fixée par un expert ; un premier versement de 10 % était prévu à la fin du mois de juillet (le *Monde* du 1<sup>er</sup> janvier).

M. Jean-Philippe Milesi, directeur de la *Bourgogne républicaine*, le bi-hebdomadaire édité par la SCOP, déclare aujourd'hui qu'il refuse ce prix, sans rapport selon lui avec la valeur de l'ensemble immobilier et du matériel ; il en demande la renégociation. Au cours d'une assemblée générale, le personnel du journal s'est prononcé pour la poursuite des activités d'une entreprise qu'il estime viable. Au siège du groupe le *Progrès*, on souligne que l'accord a été accepté sans restriction et qu'il convient de le faire appliquer.

Leopoldo Fregoli, esthète de pacotille au XIX<sup>e</sup> siècle, divertit si bien le Nègre que ce dernier lui rend la liberté, ce qui permet à Leopoldo d'exercer ses dons d'acteur. Un ton, un mouvement proches de la comédie dell'arte, pour une histoire assez ordinaire.

- 21 h 35 **Journal**.
- 21 h 55 **Court métrage** : *Charlot patine*, de Charlie Chaplin (1916). *Charlot, garçon de café en patins à roulettes, provoque une succession de catastrophes. Un régal.*
- 22 h 30 **Film** : *Prova d'orchestra*. Film italien de F. Fellini (1978), avec B. Basi, C. Colombo, E. Labi, R. Bonacchi, F. Vilella, G. Javarone, A. Miller. *Une répétition d'orchestre se prépare dans un oratoire du XII<sup>e</sup> siècle désaffecté. Les instrumentistes s'installent. Ils entrent bientôt en conflit avec le chef d'orchestre, nerveux, tyrannique, affligé d'un accent allemand. Tourné pour la télévision italienne en un style de faux reportage, ce film a été considéré comme une allégorie politique. Ce qu'a refusé Fellini. Quel qu'il en soit, on reconnaît un maître de mettre en scène. La musique est de Nino Rota, qui devait mourir en 1979.*
- 23 h 40 **Prélude à la nuit**. *Cantate Venedo Amor*, de Haendel, par The Five Centuries Ensemble.

## FRANCE-CULTURE

- 7 h 2, *Colportages*.
- 8 h, *La vie animale en péril*.
- 8 h 32, *Les mathématiques de France-Culture* : petit déjeuner de soleil ; à 9 h 7, *Voyages sans visa* : Cameroun ; à 10 h, *Redécouvrir Villon* ; à 10 h 15, *Les pitons de Paris*.
- 11 h, *Musique* : Murray Perahia, réflexions sur le métier de pianiste.
- 12 h, *Les parlers régionaux* : la Savoie.
- 12 h 45, *Panorama* : les kleptomanes.
- 13 h 30, *Fenillette* : le Mystère de la chambre jaune.
- 14 h, *Albanes* : perceptions.
- 15 h, *C'était le France* : métiers du village.
- 15 h 30, *Un saint devenu roi* (quinze images de la vie de Louis IX), une reconstitution.
- 16 h, *L'art caché des hommes* (rediffusion).
- 17 h, *Les films anglo-américains*.
- 18 h, *Esthétique avec Matta* : un peintre qui n'est pas peintre.
- 19 h 20, *Survival de la Syrie* : la culture araméenne.
- 19 h 50, *La vallée aux loups*.
- 20 h, *Communauté radiophonique*.
- 21 h, *L'opéra de la Rêve*, avec Gabrielle Ristori.
- 22 h, *Un rêveur de mots* : Gaston Bucheland, le merveilleux scientifique.
- 22 h 30, *La crise aux confins du monde* : l'Inde, avec Anand Nayak.
- 22 h 30, *New Wave*.

## FRANCE-MUSIQUE

- 6 h, *Musiques du matin* : œuvres de Sibelius, Roussel, Couperin, Brahms, Wieniawski et Liszt.
- 7 h 45, *Le Journal de France-Musique*.
- 8 h 15, *Autour des... variations sur une valse de Diabelli*.
- 12 h, *Arts de recherche* : Yves Ramette.
- 13 h 35, *Jazz* : *Parfum de Femmes*.
- 13 h, *Haïkai* : œuvres de Monnaie, Verdelot, Martini.
- 13 h 30, *Jazz* : *Les solistes* : Roland Dycan, guitare (Brouwer, Jobin, Dycan).
- 14 h 4, *Drame orfèvre l'autre* : Jon Vickers ; œuvres de Leoncavallo, Berlioz.
- 17 h 5, *Requiem contemporaine* : jeunes compositeurs français, Gilbert Amy.
- 18 h, *Jazz* : *musées oubliés*, inconnus.
- 18 h 30, *L'improvisation*.
- 19 h 30, *Concert* (Festival de Salzbourg, donné au Grosses Festspielhaus - 29 juillet 1983) : *Liederkreis Walzer, Volklieder et Duet*, de Brahms, par E. Mathis, soprano, M. Lipovack, alto, P. Schriener, ténor, W. Berry, basse, P. Schilhan et E. Werba au piano.
- 21 h, *Fenillette* : Wilhelm Backhaus.
- 22 h 30, *Fréquence de nuit* : histoires de flûtes ; à 23 h 30, *Du côté de Stamboul*, ou le mythe d'une ville à la croisée des chemins.

15.00.00



## INFORMATIONS « SERVICES »

## BIBLIOGRAPHIE

## Les régions dans leurs revues

Une ou deux Normandies ? Telle est la question que posent les *Etudes Normandes*. La couverture montre l'image d'une province fracturée, avec trois gros points noirs : deux à peu près centraux, le troisième au bord de la fracture et de l'eau ; capitales rivales, importantes de régner, celles-là - Rouen et Caen - sur un des deux fragments, celle-ci sur la mer ; Le Havre ? Pour l'historien, l'unité est un fait historique indiscutable. Mais, ajoute-t-il, il y a des ruptures en histoire aussi, il n'en pense pas moins pour l'unité. Le géographe se défend de répondre en normand... tout en se trouvant entraîné à le faire. Pour incliner du même côté que l'historien. La crise de l'industrie, en particulier haut-normande, serait-elle un facteur de division ? (N° 1-1983, 35 F, 7, rue Thorée-Becker, 76130 Mont-Saint-Aignan.)

Solennel à justement pour enseigner « L'unité normande ». Aussi ce numéro s'ouvre-t-il par un texte brillant sur le « Normandisme ». Il est de Léopold Sédar Senghor. Celui-ci note que « les Normands, bien qu'ils soient Français, sont d'un genre spécial ». Comme tous les Français. La France est faite de 50 millions de régions. Léopold Sédar Senghor a d'ailleurs épousé l'idée d'elles, qui se trouve être normande. (N° 27, illustré, 10 F. La Gab. Les Bruyères, 27290 Ecqueville.)

Une revue qui s'appelle *Poésie-Bretagne* appartient aux régions comme à la poésie. Qui pour d'ailleurs être de la prose. En français, ou en traduction française, face au texte, breton ou étranger. On se devait de marquer ici sa naissance. Autour du barreau, deux enchevêtrements bretons : Guillevic et Reunier C'han ; auxquels se joignent, venus d'ailleurs, Bartolo Cattani et Henri Drogueux sur son nom d'identité pas. (N° 1 - 45 F. Abonnement 70 F. Maison de la culture, rue du Château, 29200 Brest.)

L'Estocade, avec un beau libellé, un certain nombre de convives, donne le portrait de non-violents sous un portrait de Gandhi. Ce qui ne l'empêche pas d'entrer dans la « guerre scolaire ». Mais en apparence seulement, car L'Estocade se fait arbitre et pense que cette guerre-là, comme beaucoup d'autres, re-

pose sur des malentendus (entretiens ?), des camouflages, un échec de pudeur qui retient de tirer la vérité du puits. La Franco-Comtoise, qui est réaliste et pas manichéenne, fonde sa démonstration sur cet axiome : « Il n'y a pas un « bon » enseignement public et un « mauvais » enseignement privé ». Le mauvais est ailleurs : « Les élèves s'ennuient, les professeurs s'ennuient ». Une gravure ancienne tendrait à montrer que les premiers ne sont toujours ennuyés, mais que les seconds n'avaient pas l'air déprimés, le livre d'une main, et de l'autre tenant ferme la baguette ou la règle. En tout cas, c'est un problème Franco et pas seulement Comtois. (N° 18, 12 F. Aborn, 60 F. Illustré, B.P. 102 - 70002 Vesoul Cedex.)

Quand on ouvre ce premier numéro de la *Revue alsacienne de littérature*, on y trouve presque tout ce qu'on a donc le regret de ne pouvoir apprécier : il est d'Alfred Kern, qui l'écrivait en 1958 pour diverses radios allemandes. En le publiant intégralement aujourd'hui, il y a reconnu la constance d'une identité culturelle. A la fin, on retrouve presque les mêmes mots à propos de la reconnaissance de la poésie dialectale, « affirmation passionnée d'une identité » (le mot est entre guillemets) alsacienne, en même temps que le plaisir du contact avec « l'ensemble de l'espace linguistique allemand ». Et c'est en effet dans la culture plus encore que dans l'histoire, l'économie venant bien après, que l'identité se reconnaît. Si forte dans cette province française que, les discriminations historiques étant, la loi une et indivisible de la République, et d'ailleurs, comme on sait, faire quelques exceptions pour elle. Une identité que la nouvelle revue entend exprimer par la seule publication de textes de grande qualité. C'est un pari courageux : le premier qui ait été tenu en Alsace - qui permettait un peu de résister et surtout la vertu de la vie associative, le bénévolat de tous. Une entreprise « hors commune », mais dont chacun peut se procurer la belle production et le bénéfice intellectuel. (N° 1 - 108 p. grand format. 40 F. Aborn. 140 F. 25, rue du Vieux-Marché-aux-Vins, Strasbourg.)

YVES FLORENNE.

## MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 2.8.83 A 0 h G.M.T.



Evolution probable de temps en France entre le mardi 2 août à 0 heures et le mercredi 3 août à minuit.

Un flux de nord-ouest frais et instable s'est établi à l'arrière du front d'altitude qui a traversé la France. Une hausse du champ de pression par l'ouest atténue très sensiblement cette instabilité.

Mercredi matin, un temps frais et nuageux sera observé sur la France ; quelques bancs de brouillard se formeront sur le Sud-Ouest et le Centre, mais ils se dissiperont très rapidement et les précipitations cesseront. Cependant, le Sud-Ouest en bordure sud des perturbations qui circulent sur les îles britanniques, quelques nuages épais pourront être observés près des côtes du Nord-Est. Le vent du nord-est soufflera faiblement, avec une stagnation du mistral et de la tramontane. Les températures, voisines de 10°C à 20°C du Nord au Sud au lever du jour, atteindront l'après-midi 20°C sur les côtes du Nord, 22°C à 26°C de la Bretagne à l'Est, 24°C à 28°C sur les régions plus au sud.

Probabilités pour la seconde moitié de la semaine.

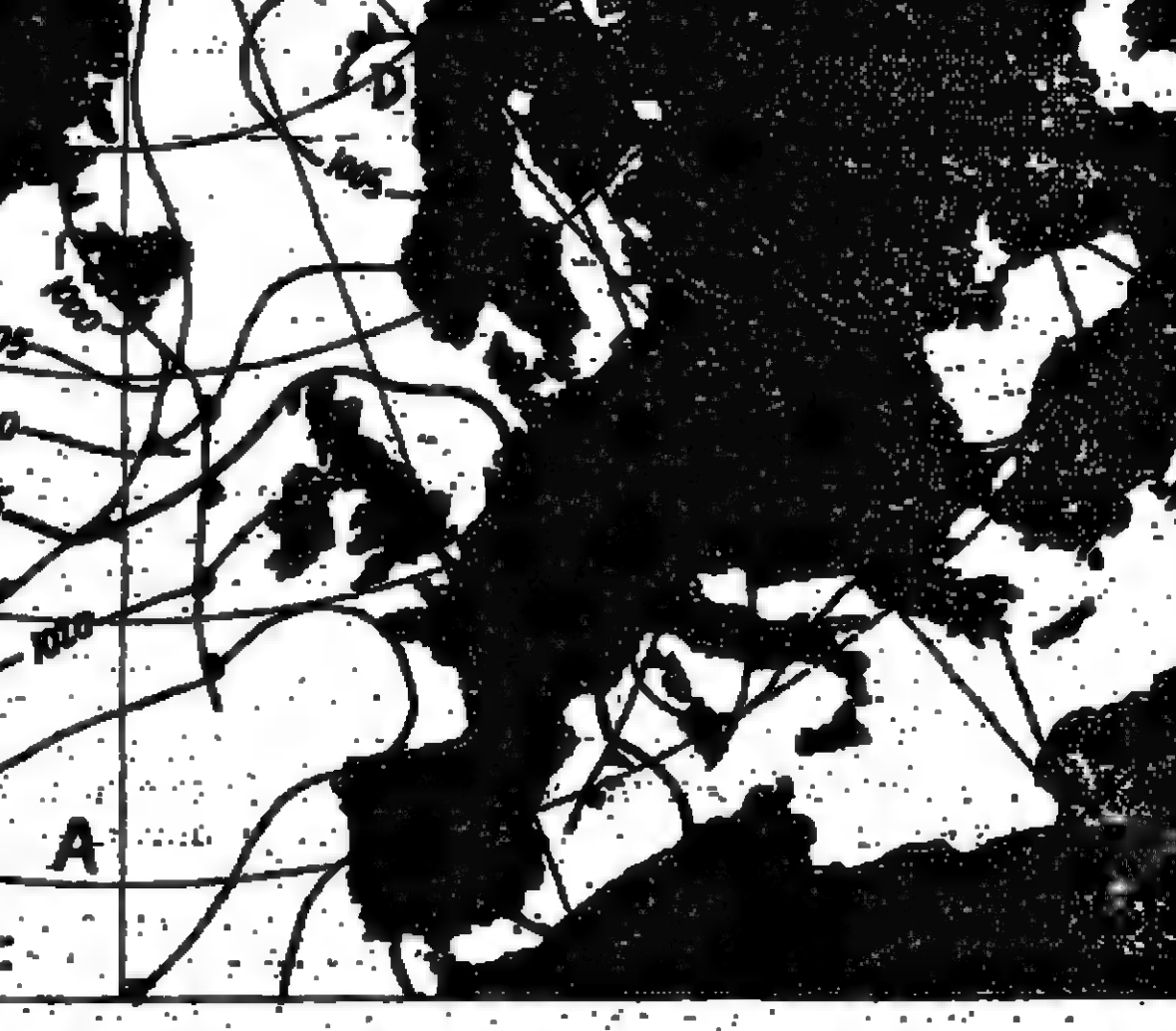
Evolution générale : à l'arrière de l'épave, pluie-orageux qui s'atténue vers l'Europe centrale et l'Italie, une amplification se développera sur notre pays avec hausse du champ de pression et retour à des conditions anticycloniques.

Jeudi : temps généralement très nuageux près de la Manche (petites pluies possibles de Cotentin et P. de Calais) avec vents faibles dominants du Nord-Est. Ailleurs, beau temps, frais et brumeux le matin, insensiblement asséché avec vents faibles dominants du secteur est dans le midi et hausse des températures maximales.

PRÉVISIONS POUR LE 3-8-83 DÉBUT DE MATINÉE



PRÉVISIONS POUR LE 3 AOUT À 0 HEURE (G.M.T.)



Vendredi et samedi, la période de beau temps se maintiendra sur l'ensemble du pays et la haute hausse des températures de post-midi. Cependant, près de la Manche, les bancs de brouillards matinaux seront parfois assez longs à se dissiper, en particulier vendredi. Ces vents faibles s'orienteront au secteur est.

Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris, le 2 août à 8 heures : 1016,3 millibars, soit 762,5 millibars de moyenne.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée de 1<sup>er</sup> août, le second le minimum dans la nuit de 1<sup>er</sup> août à 2 août) :

Ajaccio, 34 et 22 degrés ; Biarritz, 22 et 15 ; Bordeaux, 24 et 15 ; Bourges, 25 et 12 ; Brest, 20 et 12 ; Caen, 21 et 11 ; Cherbourg, 19 et 11 ; Clermont-Ferrand, 26 et 14 ; Dijon, 28 et 12 ; Grenoble, 30 et 19 ; Lille, 20 et 11 ; Lyon,

29 et 16 ; Marseille-Marinique, 32 et 22 ; Nancy, 27 et 11 ; Nantes, 23 et 12 ; Nice-Côte d'Azur, 30 et 22 ; Paris-Le Bourget, 23 et 13 ; Pau, 25 et 16 ; Perpignan, 29 et 19 ; Rennes, 25 et 12 ; Strasbourg, 18 et 15 ; Tours, 22 et 12 ; Toulouse, 27 et 16 ; Valence-Péage, 32 et 25.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 34 et 20 degrés ; Amsterdam, 23 et 11 ; Athènes, 33 et 22 ; Berlin, 36 et 17 ; Bonn, 28 et 11 ; Bruxelles, 21 et 12 ; Calcutta, 41 ; Casablanca, 27 et 12 ; Copenhague, 25 et 16 ; Dakar, 30 et 27 ; Djakarta, 30 et 25 ; Gènes, 30 et 16 ; Hanoï, 33 et 25 ; Hong Kong, 27 et 10 ; Londres, 20 et 9 ; Luxembourg, 24 et 10 ; Madrid, 32 et 19 ; Moscou, 25 et 12 ; Nairobi, 24 et 13 ; New-York, 32 et 22 ; Palma-de-Majorque, 32 et 22 ; Rome, 33 et 25 ; Stockholm, 24 et 19 ; Téhéran, 37 et 27 ; Toulon, 35 et 23.

(Documents établis avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel des lundi 1<sup>er</sup> et mardi 2 août :

## DES DÉCRETS

« Portant modification de l'article R. 512-9 du code de travail relatif à l'établissement et à l'amendement des règlements intérieurs des conseils de prud'hommes. »

« Portant publication de la convention de travail n° 144 concernant les commissions tripartites destinées à promouvoir la mise en œuvre des normes internationales du travail, adoptée à Genève le 21 juin 1976. »

## PARIS EN VISITES

JEUDI 4 AOUT

« L'expo des expositions », 14 h 30, 107, rue de Rivoli, M<sup>me</sup> Vermeil.

« Bibliothèque de l'Arvens », 15 heures, coin rue de Solly et boulevard Henri-IV, M<sup>me</sup> Garnier-Ahlberg.

« La montagne Sainte-Genève », 15 heures, place Julien, M<sup>me</sup> Legrand.

« L'île Saint-Louis », 15 heures, rue de la Harpe, M<sup>me</sup> Oswald.

« Négociat-sur-Marie », 15 heures, autobus 313, préfecture à Nogent, M<sup>me</sup> Penne (Caisse nationale des monuments historiques).

« Musée du Jeu de Paume », 14 h 30, place de la Concorde (Approche de l'art).

« Salons de l'Hôtel de Lamoignon », 15 heures, 17, quai d'Orléans (Art et curiosités de Paris).

« La cathédrale russe », 15 heures, 12, rue Drouot (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« Musée Rodin », 15 heures, 77, rue de Varenne, M<sup>me</sup> Renard.

« De l'hôtel de Seignelay à la place des Vosges », 14 h 30, métro Pont-Marie (J.M. Filaret).

« La Salpêtrière », 15 heures, 47, boulevard de l'Hôpital, M<sup>me</sup> Hauwiler.

« Delacroix intime », 15 heures, 6, place Fontenay (Histoire et archéologie).

« L'île Saint-Louis », 14 h 30, métro Saint-Paul (Régénération du Paris).

« L'île de la Cité », 14 h 30, Pont-Neuf, M<sup>me</sup> Renard.

## BREF

## CINÉMA

CONCOURS A MULHOUSE. — Le Grand Prix de la ville de Mulhouse sera décerné en 1983 à une œuvre cinématographique. Le prix, doté d'une somme de 6 000 F, est ouvert à toute œuvre réalisée par un auteur né ou domicilié dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin ou le Territoire de Belfort, ou par une équipe dont les deux tiers au moins des membres remplissent les conditions indiquées plus haut.

M. le Maire, B.P. 3689, 68042 Mulhouse. Tél. (03) 42-90-11 ; télex : 981731 Mulhe Mulhe.

## STAGES

INFORMATIQUE A ROYAN. — Le Centre audiovisuel de Royan pour l'étude des langues de l'université de Poitiers organise au sein des stages d'informatique, ainsi que, du 28 août au 9 septembre, une école d'été sur l'application de l'intelligence artificielle dont le thème est « Automates des systèmes experts » (linguistique, langage naturel, compréhension de la parole, réalisation d'un langage quasi naturel).

CAMEL, 46, boulevard Franch Lamy, 17200 Royan Cedex, tél. : (40) 85-31-08.

## AUTOMOBILE

## DU COTÉ DES GRANDES ROUTIÈRES

## Lancia H.P. et coupé à compresseur : en avant la puissance

Puis d'un an après la présentation de la Trevi à compresseur, Lancia fait désormais monter ses moteurs sur ses deux versions haut de gamme, la H.P. Exécutive et le coupé. Du coup, on ajoute le sigle VX à l'appellation, ce qui signifie que la version est dotée du Volante. Il n'y a évidemment rien de surprenant à cette décision de la marque italienne, les deux véhicules cités ayant des caractéristiques sportives d'origine.

Rappelons que le compresseur volumétrique Volumex fait appel à deux rotors en fonte qui tournent en sens opposés et qui sont montés dans un corps en alliage léger. Le rôle du compresseur est, comme il se doit, de faire passer dans les chambres une quantité de mélange air-carburant supérieure à celle qu'accepte normalement le moteur. Il en découle une puissance accrue par une augmentation de la pression. On sait que la règle Renault a choisi l'autre système de suralimentation pour la compétition ou pour ses modèles rapides de série et qui consiste à faire appel à un turbocompresseur.

La grande qualité du compresseur volumétrique réside dans la réponse aux sollicitations du conducteur, le groupe moteur réagissant sans l'aide d'un coup de mise en route du système puisqu'il opère dès le départ. C'est surtout au couple qui passe de 17,9 mkg (à 2 800 t/min) à 21 mkg (à 3 000 t/min) que l'on mesure la différence de puissance et de souplesse de cette version par rapport aux H.P. et coupés toujours fabriqués par la firme transalpine mais qui font appel uniquement à l'injection.

La conduite des modèles Volumex exige sans doute plus d'attention que leurs homologues à injection, car bien que la souplesse soit la vertu principale de la formule à compresseur, la puissance se traduit bien entendu par une vitesse de pointe accrue qui dépasse les 200 kmh comme cela s'est révélé sur les circuits d'essai. Bien que des modifications diverses aient été apportées aux suspensions, plus dures, à la boîte, au pont et à l'embrayage, il reste que ces moteurs exigeants dépassent les performances qui réclament des qualités de conduite au-dessus de la moyenne.

La tenue de route et la remise en cap traditionnellement aisées sur les modèles classiques de la prestigieuse marque italienne se trouvent parfois prises en défaut si l'on se laisse tenter par la surpuissance du moteur. Il est vrai que cette surpuissance ne peut réellement être utilisée que dans des circonstances exceptionnelles qui ne se trouvent qu'à la faveur d'une conduite sur circuit. C'est en tout cas ce que dit le règlement. Il reste que voilà probablement deux modèles exceptionnels de la construction automobile italienne. Ils pechent néanmoins par une taille trop petite du réservoir de carburant (52 litres) qui amène les conducteurs à faire le ravitaillement trop souvent pour une si grande routière.

C.L.

\* Consommations théoriques : 7 litres à 90 kmh ; 9 litres à 120 kmh. Vitesse : 12 kmh et diesel aux 120 kmh. Réflexes : de 10 à 14 litres au 100 km. Somme : Prix : Coupé VX : 92 400 F H.P. VX : 93 700 F.

**TELEX PARTAGE**  
TRAVERSE SERVICE TELEX PARIS 345 21 12

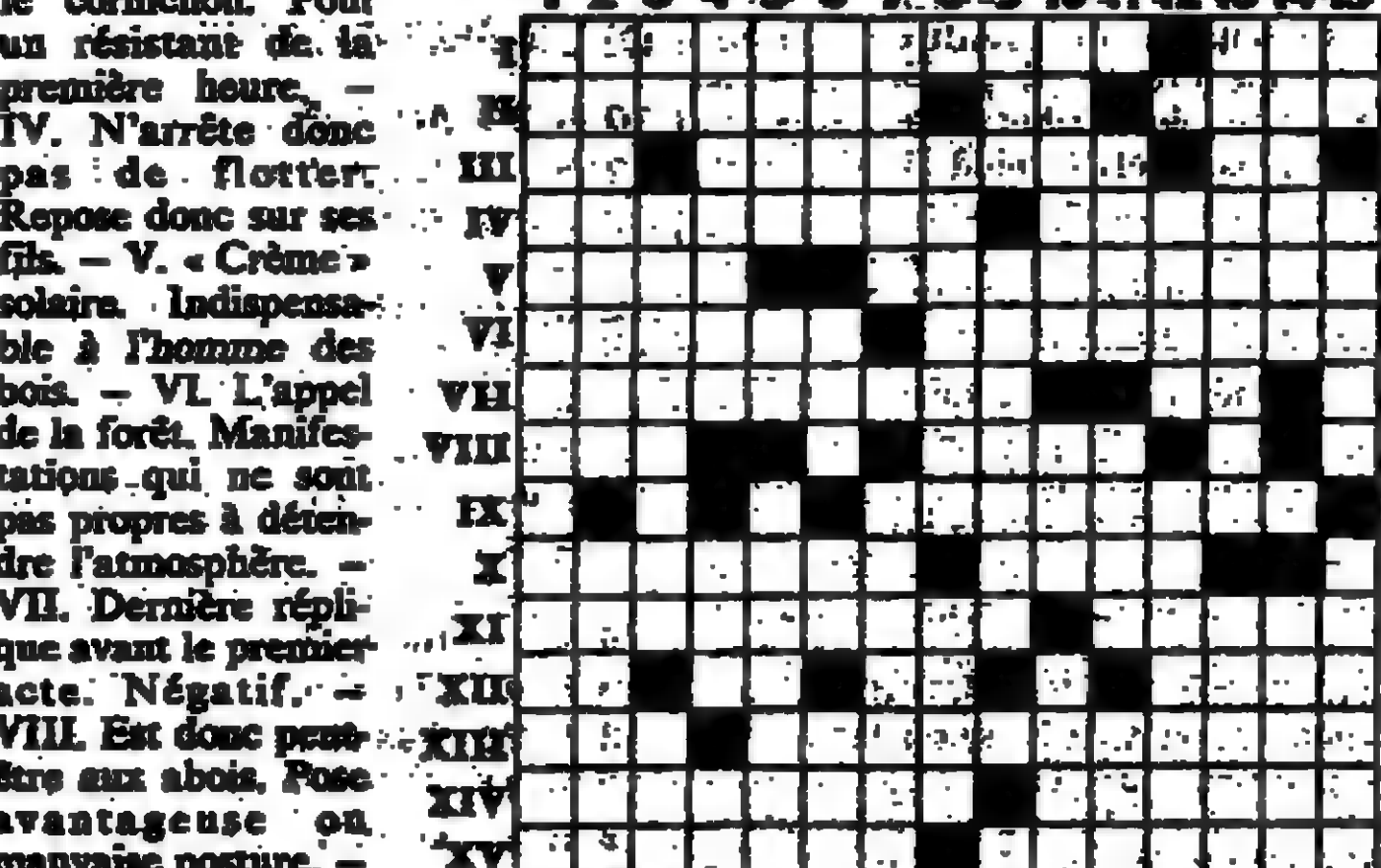
## MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3506

HORIZONTALEMENT

I. Se met au lit dès qu'on lui demande de travailler. Fin peu brillante pour un roi. — II. La régularité n'est donc pas son fort. Penses initiales. Entente pour la vie. — III. Sur un plateau étranger. On le gendarme est mis.

IV. N'arrête donc pas de flotter. Repose donc sur ses fesses. — V. « Crème » solaire. Indispensable à l'homme des bois. — VI. L'appel de la forêt. Manifestation qui ne se fait pas propre à démentir l'atmosphère. — VII. Dernière réplique avant le premier acte. Négatif. — VIII. Est donc peut-être aux abois. Pense avantageuse ou au moins pas de perte. — IX. Son bain peut donner l'impression de faire peu nerveux. — X. Haut parleur. Sont condamnés à la corde. — XI. On en est toujours libéré pour bonne conduite. Ne manque pas de culot. — XII. Joue un rôle important sur les planches. Symbole chimique. Devenu homme du monde. Un verbe de circonstance lui semble le plus probable. — XIII. Orage que l'on essaie encore sous d'autres formes. Il valait mieux manger de charbon lorsqu'on voulait lui plaire. — XIV. Traque ceux qui violent. Donc arrive ou permet d'arriver. — XV. Met les choses au clair. Sont de méchets.



VERTICALEMENT

1. Importants réduction. — 2. Se distingue dans sans être souvent bien vu. Liquidation totale. — 3. Personnel. Est de l'aille ou n'est pas dans un brillant Etat. Point lumineux. — 4. Travaille avec une certaine conscience. Prit une bonne assurance contre les dégâts des eaux. Conjonction. — 5. Etat de l'Asie.

Solution du problème n° 3505

Horizontalement

I. Revolver. — II. Liseuse. — III. Miel. Sûte. — IV. Boc. Fa. El. — V. Ontario. — VI. Narration. — VII. Ici. Lse. — VIII. Onc. Se. Tu. — IX. Ipéca. — X. Note. Unir. — XI. Tueur. Ale.

Verticalement

1. Embonpoint. — 2. Iéna. On. — 3. Electricité. — 4. Vil. Arc. Pen. — 5. Os. Frailé. — 6. Lésait. Eau. — 7. Vue. Oll. Ant. — 8. Ete. Out. II. — 9. Réel. Neure.

GUY BROUTY.

**Le Monde DE L'EDUCATION**

**PALMARES 83:**

**CLASSES PRÉPARATOIRES LES MEILLEURES**

**GESTION DES MAÎTRES FACE AUX ÉCOLES**

**ÉCOLES D'INGÉNIEURS LES PLUS EFFICACES**

**UNIVERSITÉS LES PLUS EFFICACES**

(DOCTORATS, CAPES, AGREGATIONS, SC. ÉCONOMIQUES, SC. POLITIQUES, GÉOLOGIE, GESTION)

**Les devoirs de vacances: OUI ou NON?**

مكتبة من الأصل











## LA HAUSSE DE LA DEVISE AMÉRICAINE ET SES CONSÉQUENCES

### Les banques centrales interviennent

(Suite de la première page.)

La question qui se pose aujourd'hui est, bien entendu, de savoir si la persistance d'un dollar supérieur à 8 francs jusqu'à la fin de l'année permettra au gouvernement d'atteindre ses objectifs, qui sont, rappelons-le, de ramener le déficit commercial à 60 milliards de francs et l'inflation à 8 % en 1983.

La hausse de la devise américaine exerce en effet dans ces deux domaines une action négative : sur le commerce extérieur dans la mesure où la France achète plus en dollars qu'elle ne vend ; sur l'inflation dans la mesure où elle entraîne une hausse des matières premières de base qui se retrouve dans la formation des prix, l'exemple le plus spectaculaire étant celui des produits pétroliers.

Comment faire face à ce double danger ? En conservant le cap et en renforçant la politique de rigueur, a déclaré le 1<sup>er</sup> août M. Jacques Delors. Est-ce à dire que le gouvernement prépare quelques mesures spectaculaires qui seraient rapidement annoncées ? Il ne le semble pas. Dans l'immédiat, le ministre de l'économie et des finances espère manifestement que les acteurs éco-

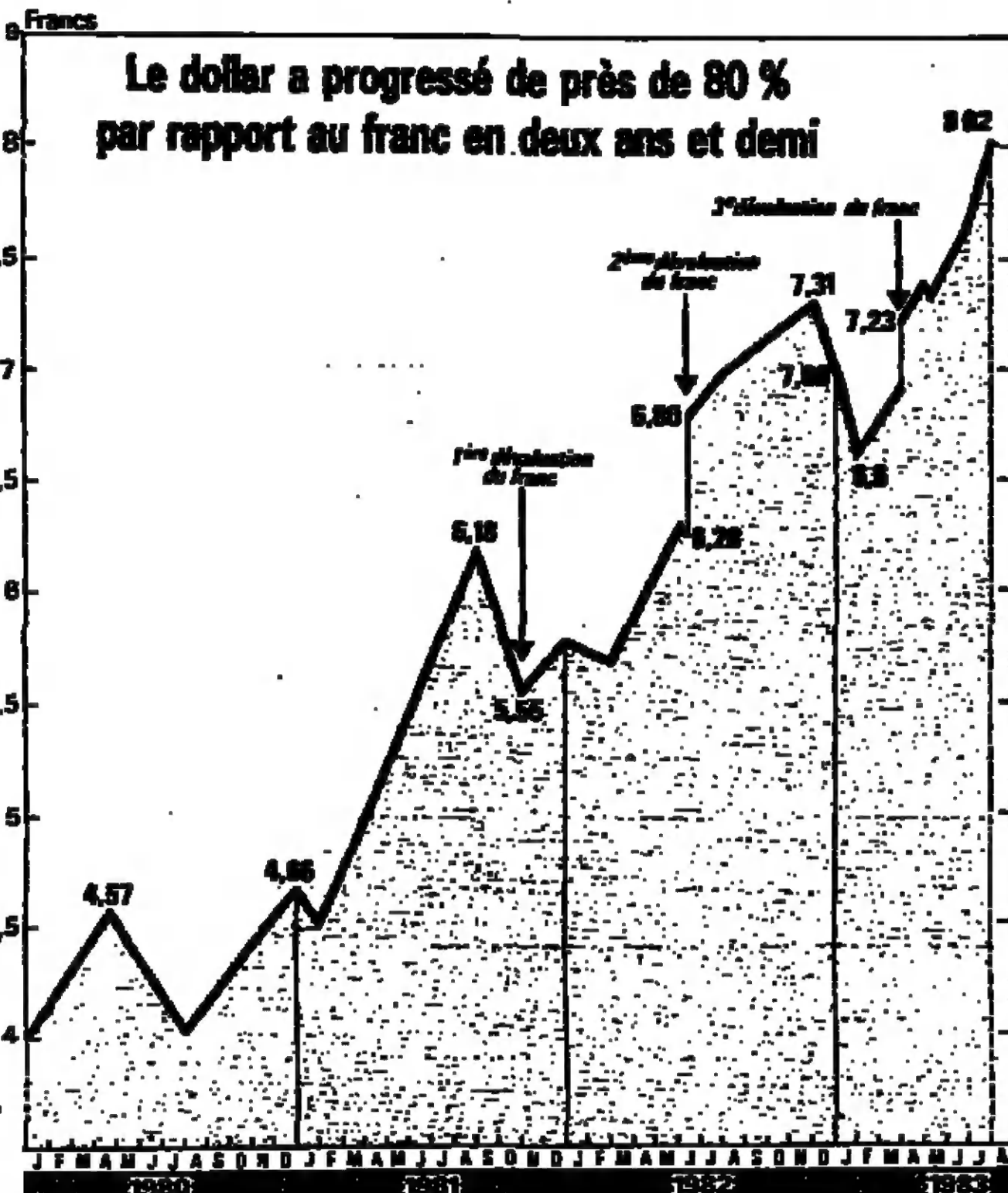
nomiques consentiront l'effort nécessaire.

Il n'existe pas de recette miracle pour réduire le déficit extérieur. Il faut tout à la fois augmenter les exportations et diminuer les importations. Sur ce premier point, on constate ces derniers mois une amélioration dont on espère Rue de Rivoli qu'elle va s'accroître. La réduction des importations pose un problème plus délicat. D'abord parce que certaines d'entre elles sont difficilement compressibles (les matières premières) ensuite parce que les autres sont directement liées à la consommation et au pouvoir d'achat.

On retrouve donc la question cruciale de l'évolution des salaires. C'est là que se livrera la bataille la plus rude. Les entreprises - dont les prix resteront un peu plus longtemps sous surveillance - ne seront sans doute pas portées au laxisme. Encore faudra-t-il que le gouvernement donne l'exemple dans les négociations avec les fonctionnaires.

Le pouvoir est conscient que se jouera là une partie décisive.

PHILIPPE LABARDE.



### États-Unis : déficit budgétaire et reprise économique

	1980	1981	1982	1983 (estimations)	1984 (prévisions)
P.N.B. (pourcentage de variation annuelle) (1) ...	-0,3 % (1,2 %)	2,3 % (1,6 %)	-1,7 % (-0,2 %)	3 % (2 %)	4,5 % (3,3 %)
PRIX (pourcentage de variation annuelle) (1) ...	13,5 % (12,8 %)	10,4 % (10,5 %)	6,1 % (7,8 %)	4,3 % (5,8 %)	5,3 % (6 %)
BALANCE COMMERCIALE (en milliards de dollars) ...	-25,3	-27,9	-36,3	-46,3	-61,8
BALANCE COURANTE (en milliards de dollars) ...	1,5	4,5	-8,1	-24,3	-37,5
DÉFICIT BUDGÉTAIRE (en milliards de dollars) ...	60	60	110	190	200

(1) Les chiffres entre parenthèses donnent les variations des mêmes indicateurs pour l'ensemble des pays de l'O.C.D.E.

Les États-Unis pourraient accroître leur participation au F.M.I. - Les chances d'adoption par la Chambre des représentants du projet de loi autorisant l'augmentation de 8,4 milliards de dollars de la participation américaine aux ressources de F.M.I. se sont améliorées vendredi 29 juillet, mais les députés américains voudraient soumettre à des conditions très strictes l'utilisation de ces fonds.

Par 332 voix contre 76, la Chambre a adopté un amendement au projet de loi, amendement qui a été rédigé avec l'assentiment du gouvernement et qui a pour objet de désarmer une partie des opposants au projet. En vertu de ce texte, le Fonds monétaire ne pourra faire jouer les accords généraux d'emprunt - au titre desquels les États-Unis doivent mettre à sa disposition 2,6 milliards de dollars supplémentaires, la somme de 8,4 milliards de dollars étant consacrée à l'augmentation de la quote-part américaine au F.M.I. - qu'en cas de crise grave et si d'autres ressources ne sont pas disponibles. En réalité, l'amendement ne fait que confirmer les conditions déjà prévues par l'accord conclu en janvier dernier par les onze pays participant aux accords généraux d'emprunt.

L'Uruguay contracte un nouvel emprunt international. - Quelque quatre-vingt banques ont accordé un prêt de 240 millions de

dollars à l'Uruguay ainsi que le refinancement de 629 millions de dollars de dettes extérieures publiques, rapporte la Citibank. Au total, ces 869 millions de dollars seront remboursés sur six ans, au taux (taux interbancaire de l'eurodollar à six mois) de 2 1/4 % au-dessus du libor ou de 2 1/8 % au-dessus du prime rate (taux de base interbancaire aux États-Unis). - (A.F.P.)

**lentilles de contact souples**  
C'est la joie de VOIR NET à l'œil nu.

Elles sont, aujourd'hui, si souples, si légères, si perméables à l'air et à l'eau qu'on ne les sent même plus. C'est comme si l'œil était nu avec un champ de vision normal et une correction parfaite.

**Ysoptic**  
80, bd Malesherbes  
75008 Paris Tél. 563 85.32  
Venez vite faire un essai  
Documentation et liste des correspondants  
nations et étrangers sur demande

**Ysoptic**

### « La rigueur n'en est que plus nécessaire même si elle devient plus difficile »

estime M. Jacques Delors

« Les pays européens doivent réagir ensemble car ils sont les principales victimes du maintien des taux d'intérêt élevés aux États-Unis et de la hausse du dollar », a estimé M. Jacques Delors, lundi 1<sup>er</sup> août, au micro de France-Inter, tout en soulignant que les Américains n'ont pas tenu les engagements pris au dernier sommet de Williamsburg.

Invité à commenter la nouvelle hausse du dollar, le ministre de l'économie, des finances et du budget a ajouté que « les pays européens, qui sont actuellement en train de réfléchir à l'avenir de la construction européenne, doivent prendre conscience que seule leur unité et leur solidarité leur permettront de faire entendre raison à leurs amis américains et de sortir de la crise ».

Pour les Français, M. Delors a souligné que « la rigueur n'en est que plus nécessaire même si elle devient plus difficile ». « Il faudra travailler un peu plus, vendre un peu plus en francs français, a-t-il affirmé, pour avoir le même niveau de dollar et continuer sur la voie où nous étions. Car au deuxième trimestre de cette année, le déficit commercial avait été ramené à 13 milliards contre 27 milliards au premier trimestre sur la base d'un dollar à 7,50 FF. »

Pour résumer sa pensée, le ministre a estimé que « là où il fallait travailler treize heures pour exporter, il faudra maintenant travailler quatorze heures ».

### LA PRESSION FISCALE DANS LES PAYS DE L'O.C.D.E.

#### Accroissement sensible des prélèvements sociaux

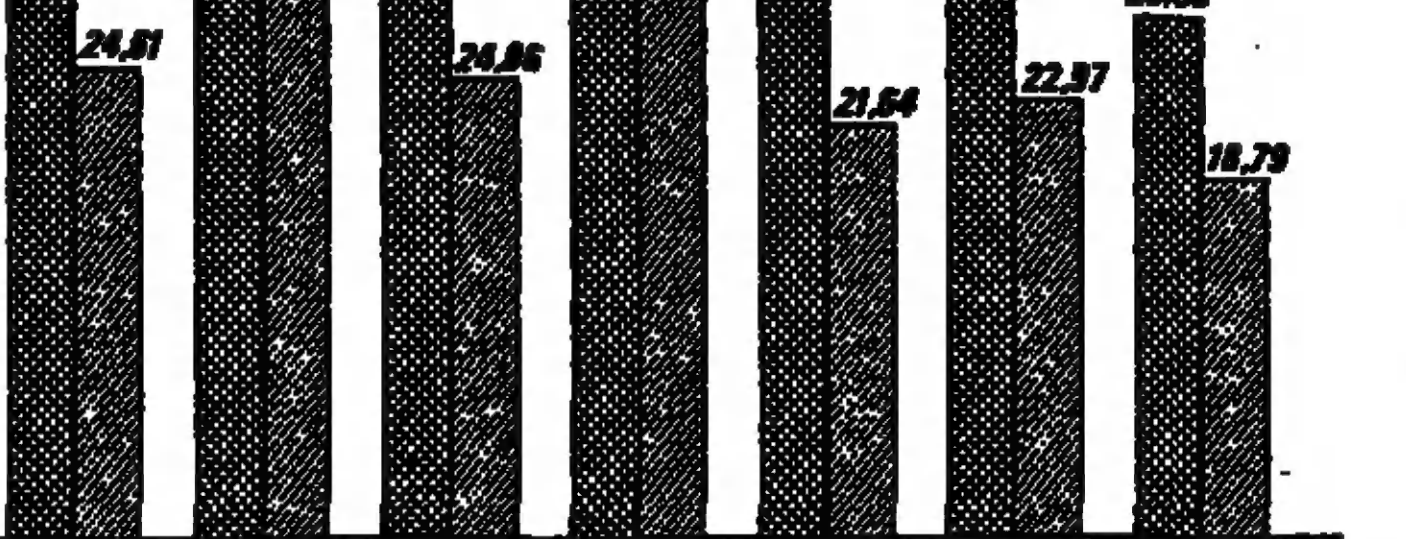
La Suède, la Norvège, les Pays-Bas, la Belgique et le Danemark, sont les pays où la pression fiscale a été la plus forte en 1981 : elle a représenté entre 45 % et 51 % des produits intérieurs bruts (PIB) de ces pays. La France (42,95 %) se classe en sixième position dans ce « palmarès », se trouvant donc en tête des grands pays industrialisés. En 1981, la pression fiscale rapportée au PIB a été de 37,35 % en Grande-Bretagne, de 37,32 % en Allemagne fédérale, de 34,74 % au Canada, de 33,74 % en Italie, de 31,24 % aux États-Unis et de 26,86 % au Japon.

L'O.C.D.E. (Organisation de coopération et de développement économique), qui publie ces statistiques,

tions sociales augmentaient de 61,4 %. Ces pourcentages d'augmentation ont été respectivement de 25,3 % et de 25 % pour la France, de 11,9 % et de 32,6 % pour l'Allemagne fédérale, de 12,5 % et de 57 % pour le Japon, de 0,1 % et de 5,2 % pour la Grande-Bretagne. Ainsi, en dehors de la France, où la part de l'impôt sur le revenu était déjà faible au départ, les grands pays industrialisés ont accru leurs recettes fiscales en augmentant les prélèvements sociaux.

Ces données se vérifient si l'on rapporte l'ensemble des prélèvements obligatoires au PIB. Elles sont à mettre en parallèle avec la part des impôts sur les bénéfices des

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES



note que si tous les pays industrialisés tirent au moins 80 % de leurs recettes fiscales du produit cumulé des impôts sur le revenu et les bénéfices, des cotisations de sécurité sociale et des impôts sur les biens et services, la répartition entre ces trois catégories d'imposition varie considérablement d'un pays à l'autre (voir tableau). La tendance générale, au cours des quinze dernières années, a été d'augmenter les impôts sur les revenus et les prélèvements sociaux plutôt que les impôts sur la consommation.

Mais, là encore, les ajustements ont été opérés de façon très différente d'un pays à l'autre. Aux États-Unis, par exemple l'impôt sur le revenu a progressé de 23,2 % en pourcentage des recettes fiscales, de 1965 à 1981, tandis que les coti-

sociétés qui, en quinze ans, n'a pratiquement pas varié pour la France, a diminué de 35,5 % en Allemagne, de 10 % au Japon, de 45 % aux États-Unis et augmenté de 33 % en Grande-Bretagne, ce dernier compensant ainsi la faible progression de l'impôt sur le revenu et des prélèvements sociaux.

La part (en pourcentage) de l'impôt sur le revenu et des cotisations sociales dans les recettes fiscales en 1981

	Impôt sur le revenu	Cotisations sociales
France	13,31	42,70
R.F.A.	29,05	35,54
Japon	24,74	30
Gré-Bretagne	29,35	16,21
États-Unis	37,63	26,47

## CONJONCTURE

### Hausse des prix de détail en juin : + 0,6 %

	des 12 derniers mois (juin 83/juin 82)	des 6 derniers mois (juin 83/déc. 82)	des 3 derniers mois (juin 83/mars 83)	du dernier mois (juin 83/mai 83)
ENSEMBLE	+ 0,8	+ 0,3	+ 2,5	+ 0,6
ALIMENTATION (y compris boissons)	+ 0,9	+ 0,2	+ 1,9	+ 0,5
Produits à base de céréales	+ 0,8	+ 0,7	+ 3,6	+ 0,2
Vianes de boucherie	+ 0,8	+ 0,2	+ 1,1	+ 0,6
Porc et charcuterie	+ 0,9	+ 0,2	+ 0,4	+ 0,3
Végétales, légumes, produits à base de viande	+ 1,1	+ 0,3	+ 1,0	+ 0,3
Produits de la pêche	+ 10,2	+ 5,7	+ 2,3	+ 0,7
Lait, fromages	+ 6,6	+ 4,5	+ 1,2	+ 0,1
Œufs	+ 4,3	+ 0,3	+ 1	+ 1,2
Corps gras et beurres	+ 4,2	+ 2,7	+ 0,7	+ 0,2
Légumes et fruits	+ 6,5	+ 3	+ 2,1	+ 1,5
Autres produits alimentaires	+ 7,2	+ 5	+ 2,7	+ 0,7
Boissons alcoolisées	+ 8,8	+ 7,2	+ 3,8	+ 0,4
Boissons non alcoolisées	+ 11,5	+ 9,7	+ 2,6	+ 0,7
PRODUITS MANUFACTURÉS	+ 8,9	+ 4,7	+ 2,9	+ 0,4
1) Habillement et textiles	+ 9,8	+ 5,6	+ 3	+ 0,6
Vêtements de femme	+ 8,9	+ 4,9	+ 2,5	+ 0,4
Vêtements de homme	+ 10,5	+ 6,5	+ 3,4	+ 0,8
Articles chaussants	+ 9,3	+ 4,8	+ 3,1	+ 0,8
Autres articles textiles	+ 10	+ 6,7	+ 3,3	+ 0,8
2) Autres produits manufacturés	+ 8,7	+ 4,4	+ 2,7	+ 0,6
Mécanique et métallurgie	+ 8,3	+ 4,6	+ 2,7	+ 0,6
Appareils ménagers électriques et à gaz	+ 7	+ 4,9	+ 2	+ 0,5
Autres articles d'équipement de ménage	+ 8,8	+ 6,8	+ 3	+ 0,9
Services de réparation, produits dérivés et produits d'entretien	+ 7,5	+ 6,1	+ 2,2	+ 0,5
Articles de toilette et de soins	+ 5,7	+ 5,7	+ 1,6	+ 0,3
Véhicules	+ 7,7	+ 3,5	+ 1,2	+ 0,2
Papeterie, librairie, jouets	+ 8,9	+ 6,3	+ 2,8	+ 0,5
Photo, optique, électro-acoustique	+ 2	+ 1,4	+ 0,6	+ 0,1
Autres articles de loisir	+ 9,1	+ 5,1	+ 2,6	+ 0,6
Cosmétiques, parfums	+ 11,4	+ 7,2	+ 4,7	+ 0,8
Tobac et produits manufacturés divers	+ 9,8	+ 6,4	+ 1,7	+ 0,6
SERVICES	+ 10,4	+ 7	+ 2,7	+ 0,4
Services relatifs au logement	+ 9,1	+ 6,4	+ 1,9	+ 0,2
Restaurants	+ 9,1	+ 6,2	+ 1,7	+ 0,2
Soins personnels, soins de beauté	+ 9,7	+ 5,4	+ 2,7	+ 0,5
Services de santé	+ 13,2	+ 9,5	+ 2,6	+ 0,3
Transports publics	+ 9,8	+ 6,5	+ 2,5	+ 0,2
Services d'utilisation de véhicules	+ 10,4	+ 6,5	+ 4,2	+ 0,3
Prêt (2)	+ 10,8	+ 7	+ 2,5	+ 0,5
Hôtels, cafés, restaurants, casinos	+ 10,8	+ 7	+ 2,5	+ 0,5
Autres services (3)	+ 9,3	+ 5,9	+ 3,3	+ 1,4

L'indice de l'INSEE est désormais calculé sur la base 100 en 1980. Il s'est inscrit à 138,2 en juin, contre 137,4 en mai.

(1) Le poste « soins personnels, soins d'habillement » comprend notamment les dépenses de rasage, blanchissage, nettoyage, teinturerie, mais aussi les dépenses de coiffure.  
(2) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.  
(3) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (scolarité, mais aussi auto-écoles), spectacles, vacances, sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électro-acoustiques, tirage des films, redevance O.R.T.F., etc.

### LE 10 AOÛT

#### Le prix de l'essence et du super augmentera de 7 centimes par litre

Les prix des carburants et du fuel domestique vont augmenter, le 10 août, principalement du fait de l'évolution du cours du dollar mais aussi en raison d'une revalorisation des marges de distribution et de stockage (le Monde du 29 juillet). Super et essence ordinaire vont subir une hausse de 7 centimes par litre, ce qui portera leurs prix respectifs, en région parisienne, à 4,94 F et 4,68 F. Cela signifie que dans les trente-quatre départements les plus éloignés des ports et des raffineries (1) - une bande qui traverse la France en biais des Hautes-Pyrénées à la Haute-Saône et au Doubs - le prix du super égalera ou dépassera d'un ou deux centimes les 5 F par litre. Un symbole au moment même où le dollar dépasse 8 F.

Le président de l'OPEP, ministre du pétrole des Émirats arabes unis, s'est déclaré satisfait de l'augmentation des prix du « brut » lourd annoncée récemment par le Mexique, le Venezuela et l'Iraq, laquelle dénote, a-t-il estimé le 31 juillet dans une déclaration à l'agence des Émirats, Wam, une amélioration du marché pétrolier. Les prix des pétroles lourds, de moins bonne qualité, ne sont pas couverts, comme ceux des bruts légers, par les règles de fixation des prix officiels communs, observées au sein de l'OPEP, dont le Venezuela et l'Iraq font partie.

Les ministres de l'énergie des quatre principaux pays producteurs de pétrole d'Amérique latine se sont réunis lundi 1<sup>er</sup> août à Puerto la Cruz (Venezuela) afin d'étudier la possibilité de créer une organisation latino-américaine de pays exportateurs de pétrole. Au cours de cette réunion « consultative », les quatre ministres représentant le Venezuela, le Mexique, l'Équateur et la Trinité et Tobago ont étudié les possibilités de stockage et d'assistance technique et ont convenus de se réunir à nouveau en novembre à Mexico. Deux des quatre pays (Venezuela et Équateur), qui produisent ensemble 5 millions de barils par jour de brut, sont membres de l'OPEP.

### SAUVEZ VOS CHEVEUX GRAS !

Votre front se dégarnit ? La tonsure menace ?

AGISSEZ VITE !

Il est temps encore...

en maîtrisant, selon les techniques exclusives de LA CREATION SCIENTIFIQUE l'excès de sébum qui aggrave les bulbes.

C'est la but de TH-2 bi-actif, spécifique anti-séborrhéique, qui contrôle progressivement le sébum et vous permet de garder une belle chevelure et de supprimer démangeaisons et pellicules.

SANS RESULTATS VISIBLES EN 30 JOURS, (HOMMES ET FEMMES), REMBOURSEMENT GARANTI.

Demandez dossier « TH-2 » gratuit à L.C.S. (Lettre) 00001 MOULANS.

Joindre 3 timbres.

07/11/1983



# ÉTRANGER

## LE PROJET DE BUDGET BELGE

### Le gouvernement prévoit une « amnistie fiscale » pour favoriser les investissements

De notre correspondant

Bruxelles. — Après de longues controverses, le gouvernement belge vient de se prononcer en faveur d'une « amnistie fiscale », même si le ministre des finances préfère une formule plus discrète, évoquant « la mobilisation des moyens financiers pour des investissements en Belgique ». Cette initiative fait partie des décisions gouvernementales prises au point en fin de semaine afin de fixer les grandes lignes du budget 1984.

Que ces délibérations aient abouti aussi rapidement représente un nouveau succès pour le premier ministre, M. Martens. Celui-ci, une semaine plus tôt, avait déjà réussi à mettre au point un compromis réglant tout à la fois le problème de la sidérurgie wallonne, celui des dettes des régions flamande et wallonne, ainsi que celui des finances bruxelloises.

Le projet budgétaire pour l'an prochain continue de faire prévaloir la rigueur et l'austérité afin de consolider le redressement économique déjà accompli. Les dépenses courantes de l'Etat n'augmenteront que de 5,3 %, autrement dit elles seront inférieures au taux d'inflation actuellement prévu. En revanche, les investissements publics s'accroîtront de 10 %, marquant ainsi la priorité accordée à la lutte pour l'emploi et le redéploiement industriel.

Pour 1984, les recettes prévues s'élèvent à 1 316 milliards de francs belges, tandis que les dépenses atteindront en principe 1 817 milliards. Bien que le gouvernement soit parvenu à définir 80 milliards d'économies et 40 milliards de recettes nouvelles, le déficit global représentera toujours 11,5 % du produit national brut, alors que l'on espérait le réduire à moins de 10 %.

Sur ce point, toutefois, M. Martens et ses collègues ont tenu compte des mises en garde de l'O.C.D.E. Celle-ci a certes rendu hommage au succès de la politique de modération salariale menée en Belgique depuis deux ans, mais elle a aussi exprimé la crainte que le pays puisse être entraîné dans le cercle vicieux de la déflation. Pour Bruxelles, il s'agit donc de ne pas accélérer outre mesure l'assainissement financier. Aussi en-on seulement dans trois ou quatre ans que la Belgique rejoindra le gros des pays européens en ce qui concerne l'importance des déficits budgétaires.

Comme on pouvait s'y attendre, les nouvelles mesures de rigueur touchent presque tous les domaines. Des économies supplémentaires sont prévues en ce qui concerne l'attribution des allocations chômage. Les retraites vont être plafonnées et leur montant sérieusement réduit. Les cotisations de l'assurance-maladie doivent être relevées, en même temps que la modération des honoraires va

être imposée aux médecins et que le remboursement des médicaments sera mieux contrôlé.

Les fonctionnaires n'auront plus droit aux « biennales », c'est-à-dire à l'augmentation automatique de leurs traitements tous les deux ans. Quant à certains services publics, les transports tout particulièrement, leur budget ne s'accroît que de 1,7 %, ce qui suppose des programmes d'assainissement touchant à la fois les consommateurs et les travailleurs.

L'originalité essentielle du projet budgétaire réside toutefois dans les mesures qui visent à favoriser l'investissement. Le gouvernement lui-même donne l'exemple en augmentant de 10 % ses propres dépenses dans ce domaine. En ce qui concerne les bâtiments, la croissance des financements officiels doit même atteindre 32 %.

L'« amnistie fiscale », quant à elle, a pour but exclusif d'accroître les investissements dans l'immobilier et dans le financement de projets industriels ayant un effet sur l'emploi. Le gouvernement propose une « garantie légale irrévocable » pour assurer ceux des citoyens prêts à rapatrier leurs capitaux que leurs investissements ne sauraient en aucun cas être considérés comme des « présomptions » utilisables pour leur réclamer ultérieurement des redressements d'impôt.

En même temps le « précompte mobilier », c'est-à-dire le prélèvement automatique d'un impôt de 20 % sur le revenu d'actions ou d'obligations, sera porté à 25 %. Mais il est prévu aussi que ce que rapportent ces titres mobiliers ne devra plus figurer sur les déclarations de revenus. Cette mesure ne va donc pas seulement récompenser les contribuables honnêtes jusqu'à présent, mais bénéficier à tous les détenteurs d'effets mobiliers.

JEAN WETZ.

## RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

### MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE

#### DIRECTION GÉNÉRALE DES INFRASTRUCTURES HYDRAULIQUES

#### DIRECTION DES INFRASTRUCTURES DE MOBILISATION ET DE TRANSFERT

### AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT NATIONAL ET INTERNATIONAL

Le Ministère de l'Hydraulique, Direction Générale des infrastructures hydrauliques, Direction des Infrastructures de mobilisation et de transfert, lance un Avis d'Appel d'Offres ouvert National et International pour la réalisation des travaux de reconnaissance géologiques sur des sites de barrages dans le cadre des études de faisabilité et d'avant-projet détaillé.

Le volume des travaux est comme suit :

Sondages : .....	15 000 m
Exécutions de puits et tranchées de reconnaissance : .....	2 000 m
Essais in situ :	
- Essais pressiométriques : .....	750 Unités
- Essais au scissomètre : .....	150 Unités
- Essais S.P.T. : .....	225 Unités
- Essais au dilatomètre : .....	150 Unités
Essais de perméabilité :	
- Essais lugon : .....	2 700 Unités
- Essais au franc : .....	540 Unités
- Essais à l'air lift : .....	75 Unités

Les Entreprises intéressées peuvent retirer le Cahier des Charges à la date de parution du présent avis en s'adressant au Ministère de l'Hydraulique - D.G.I.H./D.I.M.T., 3, rue Mohamed-Aliou - KOUBA - ALGER.

Les offres établies conformément aux clauses du dossier devront parvenir sous double enveloppe, scellée à l'adresse suivante : Ministère de l'Hydraulique (D.G.A.) Bureau des Marchés (ex-Grand Séminaire) KOUBA (ALGER).

La date limite de dépôt des offres est fixée au 29 septembre 1983, à 11 heures dernier délai.

Les soumissionnaires resteront engagés par leur offre pendant 120 jours.

## TIRAGES DIAPOS

EN 13-18 OU 18-24 RECADRAGE CORRECTIONS  
ETRAVE 38, av. Daumesnil Paris 12° ☎ 347.21.32

# AFFAIRES

## Quand Philips « vend » son téléphone à A.T.T.

Une nouvelle et profonde déchirure pour l'Europe industrielle. Pendant qu'on prône la coopération dans les industries de pointe, qu'on relance l'idée d'association entre les firmes du Vieux Continent, pendant qu'on parle, les faits vont en sens inverse. Les firmes d'Europe nouent des liens tantôt avec le Japon - Thomson avec J.V.C., hier - tantôt avec les Etats-Unis - Philips avec American Telephone and Telegraph, aujourd'hui.

Voilà quinze mois que des pourparlers sont en cours entre le groupe néerlandais, numéro un de l'électronique européenne, et A.T.T., la plus grande société américaine - et du monde - qui monopolise 80 % du téléphone outre-Atlantique. A.T.T., après un changement radical de la réglementation des télécommunications aux Etats-Unis, souhaite se tourner vers l'exportation. Une filiale a été créée à cet effet, A.T.T. International, mais il lui manquait un réseau commercial. Philips, qui fut l'un des grands du secteur, s'est laissé « décrocher » lors du passage des centraux téléphoniques à l'électronique numérique, il y a cinq ans : il lui manquait une technologie et des moyens financiers pour la développer.

Complémentaires, les deux groupes ont scellé leur accord le 22 juillet. M. Wisse Dekker, président de Philips, en a révélé quelques détails. Le 1<sup>er</sup> août, à Eindhoven, Philips et A.T.T. Int. vont créer une filiale commune à 50/50, dont le nom (provisoire) est A.T.T. & Philips International. Son siège sera aux Pays-Bas, et le président sera proposé par A.T.T. Int. Le groupe américain apporte sa technologie (le central ESS-5), tandis que Philips apporte la majeure partie de ses actifs dans le secteur de la téléphonie publique (communication et transmission), estimée à 800 millions de florins (2,15 milliards de francs).

La société commune, opérationnelle au début de 1984, aura pour tâche d'adapter le ESS-5 aux normes internationales, ce qui devrait être fait au deuxième semestre 1984, pour une production à partir de 1985, et de le commercialiser en Europe, au Moyen-Orient, en Afrique et dans certaines parties d'Amérique latine et d'Asie. En attendant, la filiale vendra les centraux achetés PRX de Philips. Le partage géographique laissera place à des exceptions. Ainsi, l'Irlande ou la Corée du Sud, où A.T.T. Int. est déjà installée, ne feront pas partie de la filiale et resteront du ressort d'A.T.T. Int. De même, semble-t-il, que les pays où il sera plus intéressant de se présenter comme « pur Américain », à Taiwan par exemple.

### Des zones de flou

Les 5 000 salariés de la filiale, à l'exception d'une poignée d'ingénieurs et du président, viendront de Philips, dont 3 000 de Philips-Hollande (1 500 ouvriers, 1 000 techniciens et ingénieurs, 3 500 agents commerciaux), le sort de certaines filiales en Europe (comme T.R.T. en France) restant « pour l'instant » inchangé. On imagine, en effet, que le découpage des laboratoires, des bureaux, des usines de l'ensemble du secteur télécommunication de Philips (19 000 salariés) entre les activités de téléphonie publique qui sont réparties dans les filiales et les autres (télécommunications d'affaires ou militaires, contrôle de trafic, radios mobiles...) qui restent au sein du groupe ne sera pas simple. Les syndicats hollandais s'en sont déjà vivement émus.

Les zones de flou sont donc encore curieusement nombreuses, comme si les deux groupes avaient passé l'essentiel des quinze mois de négociation à être en désaccord sur le fond. Comment expliquer autre-

ment les communiqués imprécis publiés régulièrement et le manque de détails encore aujourd'hui ?

Philips tenait à cet accord. Développer une génération de centraux électroniques coûte « environ 1 milliard de dollars ». Avec un chiffre d'affaires de 900 millions de florins en 1982 (2,4 milliards de francs) dans ce secteur, il est évident que le groupe néerlandais n'en a pas les moyens. Coopérer avec A.T.T. ou acheter, telle était bien l'alternative. Mais M. Dekker souhaitait « être se vendre ». Élargir l'accord aux composants électroniques et aux communications d'affaires (le Monde du 2 juin 1983), et sans doute obtenir en échange une bonne carte d'entrée sur le marché américain, où Philips cherche à s'étendre avec plus ou moins de succès depuis dix ans. L'accord conclu ne fait pas état d'un tel élargissement. Est-ce un échec ? « Tout reste ouvert », affirme Philips.

A.T.T., de son côté, cherchait avant tout une entrée sur le marché européen, qui constitue la moitié du marché mondial hors Etats-Unis. Ailleurs, la puissance politique et financière américaine lui suffit, en général. Dès l'annonce de ses conversations avec Philips, de vives protestations se sont élevées en Europe. A.T.T. en a-t-il été désagréablement surpris ? A-t-il « découvert » que Philips se contrôlait qu'environ 8 % du marché des P.T.T. européennes, ce qui est peu ? C'est possible, et c'est ce qui expliquerait qu'A.T.T. se soit finalement gardé une marge confortable de manœuvre là où bon lui semble.

Il reste que l'accord a toutes les apparences d'une vente de 50 % des actifs téléphoniques publics de Philips à A.T.T. Int., même si M. Dekker insiste pour le présenter comme une « collaboration » des deux groupes. L'avenir le dira. Pour Philips, c'est sans doute mieux que l'abandon pur et simple. Mais pour l'Europe...

ÉRIC LE BOUCHER.

## Tubes soudés VALLOUREC VEUT SE RETIRER DE VALEXY

Le président de Valexy, filiale à 36 % d'Usinor et à 64 % de Vallourec, a démissionné le 1<sup>er</sup> août, et un administrateur judiciaire a été nommé. L'entreprise spécialisée dans la fabrication des petits tubes soudés (70 % de la production française) compte 2 030 personnes. En perte depuis plusieurs années (de 55 millions de francs en 1982), Vallourec doit faire face à une crise profonde. Vallourec, après une étude sur les conditions du redressement, s'est tourné vers Usinor à la mi-juin, désignant celui-ci comme participant majoritaire au groupe d'Etat. Usinor n'a pas dit non, au contraire, mais a demandé trois mois de délai pour établir précisément les conditions du rachat. Pendant ce laps de temps, Usinor a demandé à Vallourec de couvrir à sa hauteur les dépenses courantes (36 millions de francs).

## PHARMUKA ENTRE CHEZ RHONE-POULENC

Pharmuka, filiale pharmaceutique de P.C.U.K., est officiellement passée le 27 juillet dans le giron de Rhône-Poulenc. Le prix de cette acquisition n'a pas été révélé, mais devrait être de l'ordre de 200 à 300 millions de francs.

Par cet apport prévu dans le plan de restructuration de la chimie française, Rhône-Poulenc renforce ainsi sa position de leader dans l'industrie de la santé en France. Pour 1983, M. Igor Landau, président de Rhône-Poulenc Santé, table sur un chiffre d'affaires de 11 milliards de francs, et une part du marché national supérieure à 10 %.

Grâce à Pharmuka, Rhône-Poulenc Santé va pouvoir tendre la gamme de ses médicaments, notamment avec les antidépresseurs, en développant dans cette firme, et élargir ses possibilités sur le marché mondial des produits cardiovasculaires en expansion continue et soutenue. En 1982, Pharmuka avait réalisé un chiffre d'affaires de 844 millions de francs.

## Faits et chiffres

### Agriculture

● La F.N.S.E.A. rejette les propositions de la Commission européenne d'adaptation de la politique agricole commune. Elle les juge globalement irrécevables en ce qu'elles ne tiennent pas compte de l'évolution des revenus agricoles.

● L'accord céralier américano-soviétique ne possède pas de clause de réduction ou de suspension des ventes. Le nouvel accord, contrairement à celui de 1975, ne permet pas aux Etats-Unis de réduire ou de suspendre leur livraison de céréales en cas d'insuffisance des récoltes. C'est ce qu'ont précisé le 1<sup>er</sup> août, devant le Sénat américain, deux des négociateurs, soulignant que cette clause avait été supprimée à la demande de l'U.R.S.S., désireuse de s'assurer que les Etats-Unis seront un fournisseur « fiable » (le Monde du 30 juillet).

### Communautés européennes

● La France est autorisée par la C.E.E. à contrôler ses importations de tissus de coton en provenance de Corée du Sud. Selon la Commission européenne, des détournements de trafic - à hauteur de 17,7 % des quotas alloués à la France - se sont produits, alors que les importations de tissus de coton de Corée du Sud sont soumises à un plafond et à des quotas par pays. Des contrôles sont donc autorisés jusqu'au 31 octobre 1983.

### Etranger

#### GRANDE-BRETAGNE

● Selon le ministère britannique du commerce et de l'industrie, des importations de certains vêtements en provenance de Macao, sont soumises à un contingentement depuis le 29 juillet dernier, en fonction de

l'accord multilatéral. Un quota a été fixé à 82 000 pièces pour les différents catégories de vêtements et importations pour homme. Au cours des cinq premiers mois de 1983, les importations de ce type de vêtements en provenance de Macao ont atteint 37 395 unités, contre zéro en 1982. - (A.F.P.)

#### ITALIE

● La hausse des prix italiens à la consommation s'est légèrement ralentie en juillet, se situant, en rythme annuel à 15,4 %, contre 16 % en juin. Le coût de la vie a augmenté, le mois dernier, de 1 %, comme en juin. Cependant, le taux moyen d'inflation calculé sur les douze derniers mois était de 16,8 % en juillet, contre 16,2 % en juin et 16,7 % en juillet 1982. Selon une projection statistique, l'objectif de hausse des prix de 13 % retenu par le gouvernement ne sera pas atteint : à supposer que l'augmentation des prix soit nulle d'ici à la fin de l'année, l'inflation atteindrait 13,5 %. Une augmentation mensuelle de 1 point, pour chacun des cinq prochains mois, la situerait en revanche autour de 15 %, contre 16,3 % en 1982. - (A.F.P.)

#### R.F.A.

● La production industrielle ouest-allemande a augmenté de 2 % en juin par rapport à mai, confirmant la reprise enregistrée depuis le début de 1983. Le fait a été particulièrement sensible dans le secteur de la construction, en progression de 6 %. Par rapport à juin 1982, la production industrielle est en hausse de 1,5 % (en chiffres corrigés des variations saisonnières). Elle dépasse, pour la première fois depuis plus d'un an, les chiffres enregistrés l'année précédente à la même époque. L'indice, qui s'était situé à 110,3 en juin 1982 (base 100 en 1976), a été de 112 en juin 1983. - (A.F.P.)

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

### COMPTOIR LYON ALEMAND LOUYOT (« C.L.A. »)

### BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS (« B.I.C.M. »)

Comme suite à la récente décision du Conseil national du crédit, la cession de 90 % du capital de la Banque Industrielle et Commerciale du Marais (« B.I.C.M. ») est intervenue au profit de :

- la Société Centrale d'Etudes Marcel Damsault ;
- la Société Centrale d'Investissements (« S.C.I. ») ;
- la Compagnie Financière ;
- Via Banque ;
- la Banque Vernet et Commerciale de Paris.

Dans sa séance du 28 juillet 1983, le conseil d'administration de la Banque a pris acte de la démission de M. Louis Maillard de ses fonctions de président-directeur général et de son poste d'administrateur.

Il a par ailleurs coopté en qualité d'administrateur M. Jean-Marie Vernet et l'a nommé président-directeur général.

Il a confirmé M. Jean Maurice dans les fonctions de directeur général et a nommé M. Jean Arnaud directeur général.

### BANQUE DE L'UNION EUROPÉENNE

An cours de sa séance du 27 juillet 1983, le conseil d'administration de la B.U.E., présidé par M. François Carité, a pris connaissance des décisions adoptées par l'assemblée générale extraordinaire du C.I.C. tenue le 21 juillet dernier.

Il a été constaté que, au terme des résolutions adoptées, l'Etat a fait apport au C.I.C. de la totalité des titres de la B.U.E. avant de les transférer à une holding que le nouveau groupe s'approprie à constituer.

En même temps, la B.U.E. a reçu du C.I.C. un apport en numéraire de 300 millions de francs qui seront incorporés aux fonds propres par une augmentation de capital.

Ces différentes mesures sont la preuve de la réalisation du projet déjà annoncé aux termes duquel la B.U.E. appartiendra au groupe du C.I.C. l'appui de ses techniques de banques d'affaires tout en y trouvant les moyens nécessaires à la poursuite de son développement.

Un protocole d'accord fixant les modalités de coopération sera prochainement signé entre les établissements.

Au cours de la même séance, le conseil de la B.U.E. a examiné les résultats provisoires de la banque pour les six premiers mois de 1983.

Les résultats constants d'exploitation avant provisions et opérations en titres se traduisent par un bénéfice de l'ordre de 30 millions de francs.

## JAIFER

Le chiffre d'affaires de la société mère s'est établi, pour le premier semestre 1983, à 600 millions de francs contre 560 millions de francs pour la période correspondante de l'exercice précédent.

Toutefois, la progression réelle, c'est-à-dire compte tenu des casuels d'activités intervenues en 1983 dans le cadre du plan de redressement de la société, ressort à 11,2 %.

Pour ce qui concerne le groupe, il faut noter la forte hausse de chiffre d'affaires enregistrée par les filiales à l'étranger et celles du groupe Dav, de telle sorte que l'ensemble des activités « Automobile » enregistre une progression de plus de 16 % entre les deux premiers semestres 1982 et 1983.

Les filiales « Régulation » accusent une hausse de leur chiffre d'affaires de 12,5 % entre les deux périodes considérées.

Les autres filiales françaises ont connu une faible évolution de leur chiffre d'affaires due à la nature de leurs marchés respectifs.

Le chiffre d'affaires consolidé du groupe a été, au premier semestre 1983, de 1 011 millions de francs dépassant la structure comparable, une hausse de 12,4 % sur le premier semestre 1982.

### COMPAGNIE LA HENIN

Le conseil de la Compagnie La Henin, réuni le 28 juillet 1983, prend acte avec regret de la décision de M. Jean Lamy de démissionner pour raisons de santé de la présidence de la société ; le conseil, en reconnaissance des services rendus au cours de sa carrière, nomme M. Jean Lamy président d'honneur de la société et lui exprime ses vœux de complet rétablissement.

Le conseil, par ailleurs, regrette que M. Maurice Goutier, vice-président directeur général de la société, délégué dans les fonctions de président, ne puisse accepter d'être nommé définitivement à ce poste en raison des autres fonctions qu'il occupe déjà. Il lui confirme la délégation qu'il a faite lors du conseil du 14 avril 1983, cette délégation prenant fin au moment de la nomination prochaine d'un nouveau président.

مكتبة من الأصل



# MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS

1<sup>er</sup> août

Calm plat

Le dollar à 8,0240 F

Pour ce premier jour du mois d'août, les échanges ont été calmes sur les valeurs françaises en raison de l'absence de nombreux donneurs d'ordres.

C'est souvent le statu quo qui prévaut, alors qu'on attendait une certaine effervescence au sous-sol du Palais Brongniart, là où le dollar devait inscrire un record sous la catégorie avec un cours officiel de 8,0240 F en séance, alors que le devis américain se négocie déjà à 8,00 F dans la matinée.

Sur le marché boursier proprement dit, le début des cotations a été retardé d'un quart d'heure, un délai que certains attribuent au « renouvellement des ordres ».

A l'approche de la clôture, l'indice instantané se contentait d'afficher une modeste hausse de 0,2 % environ après le repli de 0,8 % constaté le vendredi précédent.

Les cours sont restés modérés, tant à la hausse qu'à la baisse, mais Nobel-Borzel et Jeumont Industrie se sont distingués avec des replis de 11 % et 9 % respectivement, tandis que S.G.E.-S.B. était réservée à la baisse.

S.E.B., Générale Biscuits, O.F.P., Générale Fonderie et BIS leur ont aussi subi le pas avec des replis de 3 % à 5 %.

Parmi les gains les plus importants (limités entre 3 % et 6,5 %), on relève Majorette, Laboratoires Beilong, Simco, Lesieur, Signaux, Crouzet, Primat, Legrand, Auxiliaire Entreprises, Fives-Lille.

Sur le marché de l'or international le cours du métal fin est retombé à 413,25 dollars l'once (422,25 le vendredi 29 juillet) à Londres, tandis qu'à Paris le lingot perdait 100 F à 107,300 F, le napoléon gagnant 3 F à 107,300 F.

Le dollar-titre s'est maintenu aux alentours de ses plus hauts niveaux : 10,80 F.

## NEW-YORK

Nouveau repli

Deux tentatives de reprise ont échoué lundi à Wall Street, et les cours ont continué à se replier. En clôture, l'indice des industrielles a baissé à 1 194,20, soit 5,01 points en dessous de son niveau du vendredi précédent.

Sur 1 933 valeurs traitées, 1 120 ont baissé, 469 ont monté et 344 n'ont pas varié.

Bien qu'écroulé, ce jour-là, l'indice des valeurs de la masse monétaire (+1,4 milliard de dollars), n'a pas moins contribué à entretenir les craintes d'un enlèvement des conditions de crédit. A cet égard, beaucoup autour du « Big Board » attendaient avec impatience le lancement, mardi, par le Trésor américain, d'un emprunt record de 15,75 milliards de dollars, dont le produit servirait à financer une partie du déficit budgétaire. Tout dépend de la façon dont ce placement s'effectuera. En cas de difficultés, les taux d'intérêt monétariseront inévitablement.

Autre facteur dépressif : les déclarations de M. Alan Greenspan, économiste réputé sur la scène économique. Selon cette personnalité proche de la Maison Blanche, l'expansion ne devrait pas durer au-delà du printemps 1984. Si tel était le cas, des mesures urgentes devraient être prises pour réduire les déficits budgétaires. Déjà des signes de ralentissement se font sentir, dans la construction notamment, qui peut persister avec une certaine appréhension.

L'activité a porté sur 77 millions de titres contre 95,2 millions.

VALEURS	Cours de clôture	Cours de 1 <sup>er</sup> août
Alcatel	41 1/8	40 3/4
A.T.T.	41 1/8	40 3/4
Borzel	41 1/8	40 3/4
Jeumont Ind.	41 1/8	40 3/4
Nobel-Borzel	41 1/8	40 3/4
S.E.B.	41 1/8	40 3/4
S.G.E.-S.B.	41 1/8	40 3/4
U.S. Steel	41 1/8	40 3/4
Westinghouse	41 1/8	40 3/4
Yves Rocher	41 1/8	40 3/4

VALEURS	Cours de clôture	Cours de 1 <sup>er</sup> août
Alcatel	41 1/8	40 3/4
A.T.T.	41 1/8	40 3/4
Borzel	41 1/8	40 3/4
Jeumont Ind.	41 1/8	40 3/4
Nobel-Borzel	41 1/8	40 3/4
S.E.B.	41 1/8	40 3/4
S.G.E.-S.B.	41 1/8	40 3/4
U.S. Steel	41 1/8	40 3/4
Westinghouse	41 1/8	40 3/4
Yves Rocher	41 1/8	40 3/4

## LA VIE DES SOCIÉTÉS

**BANQUE INDUSTRIELLE ET COMMERCIALE DU MARAIS.** - Après avoir reçu l'agrément du Conseil national du crédit, cette banque privée, qui était jusqu'à présent détenue par le Comptoir Lyon - Alesand - Loyot, a été reprise par un groupe d'investisseurs privés.

Ce groupe est composé, indique un communiqué de la banque, par la Société centrale d'Etudes Marcel Dassault, la Société centrale d'Investissements (groupe Verrière, non constituée), la Compagnie financière (groupe Edmond de Rothschild), Via Banque, la Banque Vernes et commerciale de Paris (nationalisée). La répartition des 90 % du capital a toutefois pas été complétée. Le Comptoir Lyon - Alesand - Loyot conserve 10 % du capital de la banque.

**DU PONT DE NEMOURS.** - La firme américaine a réalisé, au cours des six premiers mois de 1983, un chiffre d'affaires de 17,5 milliards de dollars, contre 16,9 milliards l'année précédente. D'une année à l'autre, le chiffre d'affaires a augmenté de 4,74 millions de dollars (contre 4,97 millions, soit 1,98 dollar par action (contre 2,09 dollars précédent)).

**EASTMAN KODAK.** - En raison d'un climat économique qui s'est dégradé et d'une forte hausse des matières premières nécessaires à la fabrication de ses produits, la firme de Rochester a enregistré une lourde chute de son bénéfice net au premier semestre 1983 (218,8 millions de dollars, contre 429,6 millions pour le sixième mois de 1982), sur un chiffre d'affaires de 4,53 milliards de dollars (4,68 milliards au premier semestre 1982).

INDICES QUOTIDIENS	29 juil. 1 <sup>er</sup> août
Valeur française	135,8
Valeur étrangère	135,1
C. des AGENTS DE CHANGE	129
TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE	12,3/8
COURS DU DOLLAR A TOKYO	243,10
1 dollar (en yen)	243,10

# BOURSE DE PARIS Comptant 1<sup>er</sup> AOUT

VALEURS	Cours de clôture	Cours de 1 <sup>er</sup> août
3 %	2 507	2 507
5 %	2 453	2 453
5 % amort. 45-54	71	71
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	105
5 % amort. 25-34	105	105
5 % amort. 35-44	105	105
5 % amort. 45-54	105	105
5 % amort. 55-64	105	105
5 % amort. 65-74	105	105
5 % amort. 75-84	105	105
5 % amort. 85-94	105	105
5 % amort. 95-04	105	105
5 % amort. 05-14	105	105
5 % amort. 15-24	105	10



# Le Monde

## UN JOUR DANS LE MONDE

### IDÉES

2. D'UN CHAOS A L'AUTRE : « Un corset imposé au hasard », par Jean-Louis Bobin.
- « La Cause arménienne », de Yves Tannon.

### ÉTRANGER

3. AFRIQUE
- MAURITANIE : le gouvernement tente de réduire les dépenses en réorganisant l'administration.
4. PROCHE-ORIENT
- La mission de M. McFarlane à Damas.
5. DIPLOMATIE
- « Les sentinelles de la frontière d'en haut », de Jean-Pierre Clerc.
6. EUROPE
- CHINE : la campagne de rectification dans le parti.
7. AMÉRIQUES
- La voyage de M. Chayson.

### SOCIÉTÉ

6. La lutte contre la délinquance et la violence.
7. ÉDUCATION.
8. SPORTS.
- MÉDECINE : un rapport de l'O.M.S. sur les résultats d'une éventuelle mise en œuvre des armes nucléaires.

### LE MONDE DE LA MÉDECINE

9. Médecins sur la médecine du nouveau-né ?

### RÉGIONS

10. ÎLE-DE-FRANCE : pourquoi dans un opéra à Bastille ?
- Vivre au pays et parler sa langue.

### CULTURE

11. SOIRÉES : Buenos-Aires, tango.
- FESTIVALS : Avignon, fresques de l'édition contemporaine.
- CINÉMA : Dieu me serve, de Jamie Uys.
13. COMMUNICATION. - VU : « Amhem : l'improvisation désastreuse » ; censure à T.F. 1 : zèle ?

### ÉCONOMIE

16. IMMIGRATION.
17. LA HAUSSE DU DOLLAR.
18. ÉTRANGER.
19. AFFAIRES : Philippe et le téléphone.

**RADIO-TÉLÉVISION (13) INFORMATIONS « SERVICES » (14) :**

Bibliographie : « Journal officiel » ; Météorologie ; Mots croisés.

Amusements classés (15-16) : Carnet (8) ; Programmes des spectacles (12) ; Marchés financiers (19).

**TENNIS A PARIS CET ÉTÉ**

**TENNIS FOREST HILL**

Forêt d'Orléans

Meudon - La Défense

**STAGES INTENSIFS**

2 à 30 par jour durant 1 semaine

**734-36-36**

Equipe par TENNIS

**C'est culturel**

**guides Hachette**

LE SENS DU VOYAGE

A B C D E F H

## Les troubles à Sri-Lanka

### Le gouvernement multiplie les arrestations parmi les militants de gauche

Le gouvernement de Sri-Lanka a confirmé, lundi 1<sup>er</sup> août, qu'une vaste rafle de militants de gauche s'opère depuis de « complots » contre le régime était en cours, au moment même où un quotidien gouvernemental appelait le pouvoir à rompre ses relations diplomatiques avec les pays socialistes. Selon une source autorisée, environ trente-cinq membres des trois partis marxistes interdits samedi (le Monde du 2 août) ont été arrêtés, dans la nuit de dimanche à lundi, à Colombo. Les militants du Front de libération du peuple (J.V.P.) seraient passés dans la clandestinité, a-t-on appris de même source.

Dans un éditorial publié lundi, le Sun, quotidien gouvernemental de Colombo, réclame la fermeture des ambassades des pays « situés derrière le rideau de fer (...) », en particulier l'Union soviétique et l'Allemagne de l'Est.

La thèse d'un « complot ourdi à l'étranger » est « vraisemblable », a déclaré, lundi, un ambassadeur occidental. Selon ce diplomate, qui a demandé à conserver l'anonymat, les destructions d'usines, de magasins et de maisons au cours des émeutes récentes qui ont fait officiellement plus de deux cents morts étaient « orchestrées ».

Selon les autorités, le calme était revenu, dimanche, dans le pays, en dépit d'incidents à l'intérieur de l'île, où sont situées les plantations de thé singhalaises, dans lesquelles travaillent des milliers d'ouvriers tamouls. Le couvre-feu, en vigueur toute la journée, dimanche, à Sri-Lanka, a été levé pour quelques heures, lundi matin, afin de permettre à la population de se ravitailler. De très longues queues, composées essentiellement d'hommes, se sont formées dès l'aube devant les magasins d'alimentation qui pratiquent tous le rationnement. Les prix de denrées comme les noix de coco ou les œufs ont quadruplé dans certains marchés de la capitale. L'approvisionnement en produits alimentaires de base est suffisant, bien que son acheminement en ville soit encore difficile, a-t-il été dit, lundi, au porte-parole officiel.

A Colombo, où tous les journalistes sont confinés « pour raisons de sécurité », les habitants s'efforcent d'obtenir des nouvelles de leurs proches vivant à l'intérieur du pays.

Environ cinquante mille Tamouls sont désormais réfugiés dans quelques quatre camps provisoires établis par les autorités et où d'importantes mesures de sécurité ont été prises. Deux cargos ont quitté Colombo pour en évacuer plusieurs centaines sur l'île, principale-ville Tamoule située au nord de l'île. Quatre cargos sri-lankais viennent d'être réquisitionnés pour poursuivre cette opération à laquelle doit également participer un navire envoyé par l'Inde, indique-t-on de source diplomatique occidentale.

Le gouvernement a, d'autre part, renforcé la censure imposée à la presse nationale et internationale, en interdisant la diffusion de « toute information susceptible d'encourager les personnes à se mutiner, à participer à des émeutes ou à des désordres civils ». Un silence total a notamment été ordonné par le ministre de la défense sur tous les incidents et sur la situation des réfugiés tamouls.

**Des touristes affaiblis**

Environ deux mille touristes occidentaux, enfoncés dans les hôtels de Ceylan par le couvre-feu, cherchent pour la plupart à embarquer dans le premier avion, aidés en cela par leur ambassade. Celle de la R.F.A. a été la plus rapide à réagir en faisant venir trois avions long-courriers à Colombo, qui ont évacué une bonne partie des mille touristes Occidentaux se trouvant dans l'île.

**DEUX CENTS TAMOULS ONT MANIFESTÉ A PARIS**

Deux cents jeunes Tamouls ont manifesté à Paris, du carrefour de la Muette à l'ambassade de l'Inde, mardi 2 août dans la matinée, afin de réclamer l'intervention de l'armée indienne à Sri-Lanka. Dans les rues désertes du seizième arrondissement, ils ont réclame la libération de la province du nord de Sri-Lanka où les Tamouls sont majoritaires. « Pays humains du monde entier, aidez les réfugiés tamouls », pouvaient lire sur les pancartes brandies par les femmes, peu nombreuses, en tête du cortège. Les autres slogans étaient plus « musclés » : « Chacal plus d'assassins ! », « Jayewardene, dictateur ! ».

Le Front de libération tamoule, qui regroupe des Tamouls d'Inde et de Sri-Lanka, était à l'origine de cette manifestation.

Les autres ambassades, Britannique et Française notamment, recommandent à leurs ressortissants de se regrouper à Colombo et dans les sites touristiques environnants où ils sont recensés avant d'emprunter les lignes régulières à destination de l'Europe, qui continuent de fonctionner normalement.

« Les étrangers n'ont jamais été menacés au cours des journées d'émeutes », explique l'ambassadeur de France, M. Francis Tournier, qui a mis tous ses collaborateurs au service des Français en difficulté, six cents environ. « Ceux qui arrivent à Colombo, ajoute-t-il, sont parfois secourus. Ils n'ont rien mangé depuis quarante-huit heures parce qu'en raison du couvre-feu,

tous les restaurants et magasins étaient fermés. Ils ont également des problèmes d'argent, car les banques ne sont toujours pas rouvertes », et les grands hôtels manquent de liquidités. Pour résoudre ces difficultés, l'ambassade de France a reçu de Paris des millions de l'armée qu'elle distribue aux vacanciers affamés. Elle met également son téléphone à la disposition des familles pour faire envoyer des mandats postaux à Colombo.

A l'aéroport, situé à une vingtaine de kilomètres au nord de la capitale, règne un calme désordonné. On dort dans la grande salle d'attente du premier étage et on prend d'assaut, dès leur ouverture, les comptoirs des compagnies aériennes. (A.F.P.)

## LES TROUBLES A L'INTÉRIEUR DE L'ÎLE

### « Nous avons eu très peur... »

De notre envoyé spécial

Colombo. — Pierre et Evelynne, qui habitent Cachari, dans la banlieue parisienne, se trouvaient depuis deux semaines à Sri-Lanka lorsque ont éclaté les troubles. Ils voulaient assister au Festival de Kataragama, dans le sud de l'île, pèlerinage dédié à un dieu hindou et qui, chaque année, est suivi par des milliers de Chinghalais. Ils furent interrompus par la célébration des Chinghalais, plutôt spectateurs en la circonstance, et des Tamouls, principaux acteurs des impressionnantes manifestations qui caractérisent ces cérémonies. D'ailleurs, le festival devait se terminer dimanche 24 juillet sans qu'on ait eu à déplorer le moindre incident.

Les deux touristes racontent que, au cours d'un trajet de 150 km à l'intérieur, parcouru en huit heures en autobus, ils ont souvent été arrêtés par l'armée, qui fouillait les bagages, et par des groupes de Chinghalais violemment très excités, souvent armés et manifestement à la recherche de Tamouls. Ça et là, au cours des plantations de thé, flambaient les modestes cabanes des « Tamouls indiens ».

« Nous sommes venus du sud de l'île au début de l'été, au moment où les tensions étaient très fortes », nous raconte-t-il. « Après avoir travaillé dans les plantations, nous sommes allés à la messe, et nous avons eu très peur », disent-ils.

Pierre et Evelynne insistent néanmoins sur le fait que seuls les bâtiments et les biens matériels des Tamouls étaient visés.

« On s'arrangeait pour faire fuir les occupants des maisons. Par exemple, en les bombardant avec des pierres dans l'après-midi. Le soir, elles étaient ravagées par les flammes. » « Samedi, poursuivent-ils, nous avons demandé si des troubles étaient prévus et on nous a répondu : « Non, rien de prévu. Les gens qui devaient être évacués sont incriminés le soir même. »

Dans l'après-midi, après avoir vu les premiers convois de jeep et de camions militaires transportant des Tamouls, qui se réfugiaient dans le cinéma local protégés par des policiers armés.

Lundi matin, Pierre et Evelynne décident de regagner Colombo. Ils s'aventurent alors dans le centre de Nuwara où ils découvrent l'ampleur des dégâts. Sur la route de Kandy, leur minibus croise à plusieurs reprises des groupes de Tamouls armés, certains desquels ont jeté, tantôt de la levée temporaire du couvre-feu, descendant des collines où ils s'étaient réfugiés. L'air d'eux, affirmant-ils, était armé !

L'après-midi d'un instant, le vieil homme reprend son cours normal. Les cueilleuses de thé se remettent à l'ouvrage. D'une manière générale, les plantations paraissent calmes, les usines intactes, ainsi que, à quelques exceptions près, les barrages en cours de construction ou les usines de corons où sont logés les Tamouls employés dans les plantations. Il y a eu de la violence, après avoir été sur la capitale, a aussi, à l'égard des éléments officiels, notamment balayé l'intérieur du pays.

P.F.

« M. Jacques Barrot, secrétaire général du C.D.S., estime dans un communiqué que « pendant ces vacances d'été le régime s'emploie à perdre le peu de crédibilité qui lui restait ». A propos de l'entretien de M. Pierre Mauroy avec le Quotidien de Paris dans le 1<sup>er</sup> août, il affirme : « Le premier ministre se livre à des exercices d'autosatisfaction qui ne peuvent tromper personne en raison même de leur exécution. »

M. Barrot s'interroge aussi sur « le silence persistant » de M. Mitterrand devant les « attaques » de M. Marchais : « Comment le président de la République peut-il accepter... de se voir sommé par le chef du parti communiste français de geler la force de frappe, qui est pourtant la garantie même de notre indépendance ? » En ces temps difficiles qui pourrissent encore la confiance à un si précieux équilibre ? », conclut M. Jacques Barrot.

« La tentative d'enlèvement d'un diplomate français par des hommes armés le dimanche 31 juillet à Téhéran (le Monde du 2 août) semble avoir eu pour cible, en fait, à la suite d'une méprise, un de ses collègues italiens. On

Le numéro du « Monde » daté 2 août 1983 a été tiré à 440 154 exemplaires

**PHARMACIE MEDECINE**

seule pharmacie spécialisée en soins de jour et de nuit

5 avenue : Chaudron, Neuilly, Nanterre, Clichy, Courcouronnes, St. Omer, Ch. de l'Inde, St. Maurice, 92140, 92141, 92142, 92143, 92144, 92145, 92146, 92147, 92148, 92149, 92150, 92151, 92152, 92153, 92154, 92155, 92156, 92157, 92158, 92159, 92160, 92161, 92162, 92163, 92164, 92165, 92166, 92167, 92168, 92169, 92170, 92171, 92172, 92173, 92174, 92175, 92176, 92177, 92178, 92179, 92180, 92181, 92182, 92183, 92184, 92185, 92186, 92187, 92188, 92189, 92190, 92191, 92192, 92193, 92194, 92195, 92196, 92197, 92198, 92199, 92200, 92201, 92202, 92203, 92204, 92205, 92206, 92207, 92208, 92209, 92210, 92211, 92212, 92213, 92214, 92215, 92216, 92217, 92218, 92219, 92220, 92221, 92222, 92223, 92224, 92225, 92226, 92227, 92228, 92229, 92230, 92231, 92232, 92233, 92234, 92235, 92236, 92237, 92238, 92239, 92240, 92241, 92242, 92243, 92244, 92245, 92246, 92247, 92248, 92249, 92250, 92251, 92252, 92253, 92254, 92255, 92256, 92257, 92258, 92259, 92260, 92261, 92262, 92263, 92264, 92265, 92266, 92267, 92268, 92269, 92270, 92271, 92272, 92273, 92274, 92275, 92276, 92277, 92278, 92279, 92280, 92281, 92282, 92283, 92284, 92285, 92286, 92287, 92288, 92289, 92290, 92291, 92292, 92293, 92294, 92295, 92296, 92297, 92298, 92299, 92300, 92301, 92302, 92303, 92304, 92305, 92306, 92307, 92308, 92309, 92310, 92311, 92312, 92313, 92314, 92315, 92316, 92317, 92318, 92319, 92320, 92321, 92322, 92323, 92324, 92325, 92326, 92327, 92328, 92329, 92330, 92331, 92332, 92333, 92334, 92335, 92336, 92337, 92338, 92339, 92340, 92341, 92342, 92343, 92344, 92345, 92346, 92347, 92348, 92349, 92350, 92351, 92352, 92353, 92354, 92355, 92356, 92357, 92358, 92359, 92360, 92361, 92362, 92363, 92364, 92365, 92366, 92367, 92368, 92369, 92370, 92371, 92372, 92373, 92374, 92375, 92376, 92377, 92378, 92379, 92380, 92381, 92382, 92383, 92384, 92385, 92386, 92387, 92388, 92389, 92390, 92391, 92392, 92393, 92394, 92395, 92396, 92397, 92398, 92399, 92400, 92401, 92402, 92403, 92404, 92405, 92406, 92407, 92408, 92409, 92410, 92411, 92412, 92413, 92414, 92415, 92416, 92417, 92418, 92419, 92420, 92421, 92422, 92423, 92424, 92425, 92426, 92427, 92428, 92429, 92430, 92431, 92432, 92433, 92434, 92435, 92436, 92437, 92438, 92439, 92440, 92441, 92442, 92443, 92444, 92445, 92446, 92447, 92448, 92449, 92450, 92451, 92452, 92453, 92454, 92455, 92456, 92457, 92458, 92459, 92460, 92461, 92462, 92463, 92464, 92465, 92466, 92467, 92468, 92469, 92470, 92471, 92472, 92473, 92474, 92475, 92476, 92477, 92478, 92479, 92480, 92481, 92482, 92483, 92484, 92485, 92486, 92487, 92488, 92489, 92490, 92491, 92492, 92493, 92494, 92495, 92496, 92497, 92498, 92499, 92500, 92501, 92502, 92503, 92504, 92505, 92506, 92507, 92508, 92509, 92510, 92511, 92512, 92513, 92514, 92515, 92516, 92517, 92518, 92519, 92520, 92521, 92522, 92523, 92524, 92525, 92526, 92527, 92528, 92529, 92530, 92531, 92532, 92533, 92534, 92535, 92536, 92537, 92538, 92539, 92540, 92541, 92542, 92543, 92544, 92545, 92546, 92547, 92548, 92549, 92550, 92551, 92552, 92553, 92554, 92555, 92556, 92557, 92558, 92559, 92560, 92561, 92562, 92563, 92564, 92565, 92566, 92567, 92568, 92569, 92570, 92571, 92572, 92573, 92574, 92575, 92576, 92577, 92578, 92579, 92580, 92581, 92582, 92583, 92584, 92585, 92586, 92587, 92588, 92589, 92590, 92591, 92592, 92593, 92594, 92595, 92596, 92597, 92598, 92599, 92600, 92601, 92602, 92603, 92604, 92605, 92606, 92607, 92608, 92609, 92610, 92611, 92612, 92613, 92614, 92615, 92616, 92617, 92618, 92619, 92620, 92621, 92622, 92623, 92624, 92625, 92626, 92627, 92628, 92629, 92630, 92631, 92632, 92633, 92634, 92635, 92636, 92637, 92638, 92639, 92640, 92641, 92642, 92643, 92644, 92645, 92646, 92647, 92648, 92649, 92650, 92651, 92652, 92653, 92654, 92655, 92656, 92657, 92658, 92659, 92660, 92661, 92662, 92663, 92664, 92665, 92666, 92667, 92668, 92669, 92670, 92671, 92672, 92673, 92674, 92675, 92676, 92677, 92678, 92679, 92680, 92681, 92682, 92683, 92684, 92685, 92686, 92687, 92688, 92689, 92690, 92691, 92692, 92693, 92694, 92695, 92696, 92697, 92698, 92699, 92700, 92701, 92702, 92703, 92704, 92705, 92706, 92707, 92708, 92709, 92710, 92711, 92712, 92713, 92714, 92715, 92716, 92717, 92718, 92719, 92720, 92721, 92722, 92723, 92724, 92725, 92726, 92727, 92728, 92729, 92730, 92731, 92732, 92733, 92734, 92735, 92736, 92737, 92738, 92739, 92740, 92741, 92742, 92743, 92744, 92745, 92746, 92747, 92748, 92749, 92750, 92751, 92752, 92753, 92754, 92755, 92756, 92757, 92758, 92759, 92760, 92761, 92762, 92763, 92764, 92765, 92766, 92767, 92768, 92769, 92770, 92771, 92772, 92773, 92774, 92775, 92776, 92777, 92778, 92779, 92780, 92781, 92782, 92783, 92784, 92785, 92786, 92787, 92788, 92789, 92790, 92791, 92792, 92793, 92794, 92795, 92796, 92797, 92798, 92799, 92800, 92801, 92802, 92803, 92804, 92805, 92806, 92807, 92808, 92809, 92810, 92811, 92812, 92813, 92814, 92815, 92816, 92817, 92818, 92819, 92820, 92821, 92822, 92823, 92824, 92825, 92826, 92827, 92828, 92829, 92830, 92831, 92832, 92833, 92834, 92835, 92836, 92837, 92838, 92839, 92840, 92841, 92842, 92843, 92844, 92845, 92846, 92847, 92848, 92849, 92850, 92851, 92852, 92853, 92854, 92855, 92856, 92857, 92858, 92859, 92860, 92861, 92862, 92863, 92864, 92865, 92866, 92867, 92868, 92869, 92870, 92871, 92872, 92873, 92874, 92875, 92876, 92877, 92878, 92879, 92880, 92881, 92882, 92883, 92884, 92885, 92886, 92887, 92888, 92889, 92890, 92891, 92892, 92893, 92894, 92895, 92896, 92897, 92898, 92899, 92900, 92901, 92902, 92903, 92904, 92905, 92906, 92907, 92908, 92909, 92910, 92911, 92912, 92913, 92914, 92915, 92916, 92917, 92918, 92919, 92920, 92921, 92922, 92923, 92924, 92925, 92926, 92927, 92928, 92929, 92930, 92931, 92932, 92933, 92934, 92935, 92936, 92937, 92938, 92939, 92940, 92941, 92942, 92943, 92944, 92945, 92946, 92947, 92948, 92949, 92950, 92951, 92952, 92953, 92954, 92955, 92956, 92957, 92958, 92959, 92960, 92961, 92962, 92963, 92964, 92965, 92966, 92967, 92968, 92969, 92970, 92971, 92972, 92973, 92974, 92975, 92976, 92977, 92978, 92979, 92980, 92981, 92982, 92983, 92984, 92985, 92986, 92987, 92988, 92989, 92990, 92991, 92992, 92993, 92994, 92995, 92996, 92997, 92998, 92999, 93000, 93001, 93002, 93003, 93004, 93005, 93006, 93007, 93008, 93009, 93010, 93011, 93012, 93013, 93014, 93015, 93016, 93017, 93018, 93019, 93020, 93021, 93022, 93023, 93024, 93025, 93026, 93027, 93028, 93029, 93030, 93031, 93032, 93033, 93034, 93035, 93036, 93037, 93038, 93039, 93040, 93041, 93042, 93043, 93044, 93045, 93046, 93047, 93048, 93049, 93050, 93051, 93052, 93053, 93054, 93055, 93056, 93057, 93058, 93059, 93060, 93061, 93062, 93063, 93064, 93065, 93066, 93067, 93068, 93069, 93070, 93071, 93072, 93073, 93074, 93075, 93076, 93077, 93078, 93079, 93080, 93081, 93082, 93083, 93084, 93085, 93086, 93087, 93088, 93089, 93090, 93091, 93092, 93093, 93094, 93095, 93096, 93097, 93098, 93099, 93100, 93101, 93102, 93103, 93104, 93105, 93106, 93107, 93108, 93109, 93110, 93111, 93112, 93113, 93114, 93115, 93116, 93117, 93118, 93119, 93120, 93121, 93122, 93123, 93124, 93125, 93126, 93127, 93128, 93129, 93130, 93131, 93132, 93133, 93134, 93135, 93136, 93137, 93138, 93139, 93140, 93141, 93142, 93143, 93144, 9314